

Étude sur l'Œuvre Sociale de la Compagnie des Chemins de Fer de l'Est

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 16 Mai 1936, à 14 heures.

PAR

PAUL DÉPRET

PRÉSIDENT : M. OUALID

SUFFRAGANTS : M. LESCURE

M. BAUDIN

Verdun

Imp. H. FREMONT et FILS

1936



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552214_0017

**Etude sur l'Œuvre Sociale
de la Compagnie
des Chemins de Fer de l'Est**

Étude sur l'Œuvre Sociale de la Compagnie des Chemins de Fer de l'Est

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 16 Mai 1936, à 14 heures.

PAR

PAUL DÉPRET

PRÉSIDENT : M. OUALID
SUFFRAGANTS : M. LESCURE
M. BAUDIN

Verdun
Imp. H. FREMONT et FILS

1936

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

La Compagnie des Chemins de fer de l'Est a estimé, dès le début de l'exploitation du réseau, au milieu du XIX^e siècle, qu'un patron n'est pas quitte envers ceux qu'il emploie lorsqu'il a réglé leurs appointements ou leur paie ; elle a compris que la loi du travail doit être humaine, que les forces morales, qui contribuent à la production doivent être respectées et ménagées tout comme les forces matérielles.

Certes, la Compagnie de l'Est s'est efforcée, comme toute entreprise bien gérée, d'exploiter le plus économiquement possible, mais elle n'a pas oublié que ses employés étaient des hommes et qu'ils avaient une famille ; elle est venue en aide à ceux qui étaient à son service contre les fléaux qui pouvaient les atteindre et les écraser : le chômage, la maladie, les accidents du travail, les charges d'une famille nombreuse, la vieillesse, la mort.

Contre le chômage, la Compagnie de l'Est, aidée

VI

en cela par la nature de l'entreprise, a stabilisé les emplois par le commissionnement qui transforme le cheminot en un fonctionnaire de fait, sinon de droit. Contre les autres fléaux, elle a pris tout de suite les mesures utiles, qui, modestes au début, mais rapidement améliorées, ont constitué et constituent encore un ensemble fort harmonieux.

Ces mesures génératrices de multiples avantages supplémentaires, ont fait, à toutes les époques, de l'employé de la Compagnie de l'Est et du cheminot en général, un être privilégié dans le monde du travail ; dans une note remise en 1891 au Ministre des Travaux, M. Barabant, alors directeur de la Compagnie, soulignait en post-scriptum cet état privilégié :

*« La Compagnie de l'Est constate avec plaisir que
« ses sacrifices et ses efforts constants, en vue de
« l'amélioration progressive du sort de ses agents,
« semblent appréciés comme il convient par les
« intéressés ; il suffit, pour s'en assurer, de remarquer
« qu'en prenant la moyenne générale des trois der-
« nières années (1888, 1889 et 1890), le nombre annuel
« des demandes d'emploi a été de 6.239, tandis que
« le nombre des démissions volontaires d'agents
« commissionnés n'a pas excédé 143, ce qui fait
« ressortir une proportion très significative de vingt-
« trois démissions seulement pour mille demandes
« d'emploi ».*

La Compagnie de l'Est n'a pas été épargnée par les remous qui se sont produits à différentes époques dans le monde du travail, mais il semble que les crises sociales n'y ont jamais atteint un caractère

d'extrême gravité, par suite notamment des bases du recrutement, qui se fait, pour une grande part, dans les régions frontières de l'Est où la population est, dans son ensemble, fort disciplinée. On trouve un écho de cet état d'âme du personnel de la Compagnie dans le rapport aux Actionnaires du 25 avril 1911 au sujet du mouvement gréviste, resté célèbre, de 1910 : « L'esprit de discipline et de « dévouement professionnel qui est de tradition sur « notre réseau frontière a été, en octobre dernier, « une des causes principales de la résistance opposée « par l'immense majorité de notre personnel aux « excitations des fauteurs de grève ».

« Pendant toute la durée de la crise, grâce aux « mesures de défense sociale prises par le gouver- « nement pour protéger nos voies et nos agents restés « fidèles au devoir, pas un de nos trains de voyageurs « n'a été supprimé ni entravé ou retardé dans sa « marche. De même, le service des marchandises n'a « pas été affecté en ce qui concerne notre trafic « intérieur : il n'a été diminué ou différé par contre- « coup, que pour les transports en provenance ou à « destination des réseaux plus gravement atteints « que le nôtre ».

De cet esprit de discipline très fort sur le Réseau de l'Est, nous en avons noté un autre écho dans un rapport adressé au Directeur de la Compagnie, le 13 juillet 1871, par le Chef du Service du Matériel et de la Traction, au sujet de la création de l'Union fraternelle des mécaniciens et chauffeurs des chemins de fer français :

VIII

« Par sa lettre circulaire en date du 22 mai 1871,
« M. le Ministre des Travaux Publics, en nous signa-
« tant l'existence d'une association illicite des méca-
« niciens et chauffeurs, association dont le caractère
« politique était évident pour lui, engageait les
« Compagnies, dans leur intérêt comme dans l'intérêt
« public, à faire tous leurs efforts pour briser cette
« association qui pouvait à un moment produire les
« plus fâcheuses conséquences ; M. le Ministre ajoutait
« qu'il convenait avant tout que les Compagnies
« sévissent contre les auteurs de cette association.

« Des enquêtes furent alors entreprises dans les
« diverses Compagnies.

« Il résulte de l'ensemble de ces enquêtes que les
« agents de la Compagnie de l'Est ont été les derniers
« à signer la pétition à M. le Ministre des Travaux
« Publics et les derniers aussi à adhérer à l'association
« fondée sous le nom d'Union fraternelle des méca-
« niciens et chauffeurs des Chemins de fer français.

« Nous n'avons découvert que dans trois de nos
« dépôts l'existence des comités relevant du Comité
« Central : La Villette, Troyes, Chaumont.

..... »
...Une des causes de la valeur des œuvres sociales
de la Compagnie de l'Est, comme de celles de la
plupart des autres Réseaux, c'est l'ancienneté de
l'institution de la plupart d'entre elles ; à l'époque
actuelle, il est peut-être naturel de considérer les
prestations résultant de ces institutions comme une
chose normale, comme un droit, car, depuis la guerre
surtout, les questions sociales ont pris, avec une

ampleur magnifique, le premier plan de l'actualité dans tous les pays du monde. De plus, l'Etat, par la Convention de 1921, s'est substitué presque complètement à la responsabilité financière des Compagnies, en prenant à sa charge tous les déficits d'exploitation et partant, les dépenses sociales tout comme les autres dépenses. Mais, il y avait tout de même quelque mérite, vers 1860, 1880 ou 1900, à dépenser pour l'ouvrier plus que la loi économique n'y obligeait ; toute prestation supplémentaire au traitement proprement dit, si modeste fût-elle, réagissait d'autant sur le dividende des actionnaires.

La Compagnie de l'Est s'est d'abord préoccupée des accidents de travail et de la maladie, en créant, dès le début de l'exploitation, un système très complet de prestations et de secours (y compris les soins médicaux), système doublé par une sorte d'institution mutuelle, qui existe et fonctionne toujours, appelée « Caisse de Prévoyance ».

Pour venir en aide à la vieillesse, elle a créé un régime de retraites, mais ce système de retraites, au début embryonnaire et quelque peu complexe, (règlements de 1853 et de 1862), ne reçut sa véritable réglementation, plus simple et beaucoup plus avantageuse pour les agents, qu'en 1879, date vers laquelle le service des pensions de retraites commença à prendre une certaine ampleur ; en effet, une durée de vingt-cinq ans de service étant en principe exigée pour bénéficier d'une pension de retraite, le début de l'exploitation ne datait, en pratique, que de 1853, soit vingt-six ans plus tôt.

La question des secours à accorder aux agents chargés d'une nombreuse famille vit le jour plus tardivement, vers 1880 seulement ; c'est à ce moment que nous voyons apparaître les premières allocations familiales, les allocations de naissance, l'aide aux orphelins, les bourses aux enfants d'agents ; toutes mesures précédant de fort loin celles que l'Etat a prises pendant et après la guerre en faveur des familles de ses fonctionnaires et des familles nombreuses en général.

Nous présenterons donc cette étude suivant le développement historique de l'œuvre sociale de la Compagnie de l'Est, et nous étudierons successivement comment la Compagnie est venue en aide à ses agents sur les points suivants :

- La maladie et les accidents du travail ;*
- La vieillesse et la mort ;*
- La famille nombreuse.*

Nous examinerons, en outre, quelques autres avantages dont l'agent de la Compagnie de l'Est a bénéficié et bénéficie encore, tous avantages qui lui ont rendu une existence plus confortable et plus agréable (logement, Sociétés coopératives de consommation, primes et gratifications, prestations non appréciables en argent, etc...).

Toutefois, pour mieux situer cette question des œuvres sociales de la Compagnie de l'Est et sa répercussion sur la vie de l'employé, il nous paraît utile de présenter, dans un premier chapitre, quelques renseignements démographiques sur le personnel de la Compagnie de l'Est, sur sa consistance et sur les

salaires proprement dits de ce personnel; nous voudrions démontrer que le cheminot, s'il bénéficie d'avantages qui sont en dehors et en plus de son rendement économique, a toutefois un salaire convenable, comparable et équivalent à celui payé aux ouvriers de l'Industrie privée ; notons, à ce sujet, que depuis 1920, date à laquelle le personnel de tous les grands Réseaux de chemins de fer français (Alsace-Lorraine, Est, Etat, Midi, Nord, Paris à Lyon et à la Méditerranée, Paris-Orléans) a bénéficié d'un Statut commun, les salaires de tous les employés de chemins de fer ont été unifiés.

En outre, pour faire ressortir d'une manière plus tangible la valeur des œuvres sociales étudiées, nous nous efforcerons, toutes les fois qu'il sera possible, de chiffrer la répercussion financière des sacrifices bénévoles consentis par la Compagnie à l'égard de son personnel ; nous indiquerons, dans quelques tableaux, le coût annuel des institutions patronales les plus importantes et leur rapport avec les autres dépenses du Réseau.

Nous voudrions que cette étude confirmât, le plus fortement possible, la vérité de ces lignes écrites par un des Directeurs de la Compagnie de l'Est :

« Les hommes éminents qui ont fondé les Compagnies et organisé le service des Chemins de fer, « les Didion, les Talabot, les Jullien, les Pardonnet, « les Bartholony et tant d'autres, n'étaient pas seulement des ingénieurs de grand talent et des économistes de premier ordre : c'étaient encore des « philanthropes d'une rare élévation d'esprit. Plus

XII

« que personne, on ne saurait l'oublier sans injustice, ils ont contribué, par l'exemple généreusement donné dans les grandes Compagnies, à introduire et à protéger, en France, la pratique éclairée des institutions patronales et la sollicitude paternelle du Chef d'industrie pour les travailleurs qu'il emploie.

« Les successeurs de ces hommes de bien ont toujours tenu à honneur de s'inspirer de ces nobles traditions et, aujourd'hui plus que jamais, l'organisation intérieure des Compagnies demeure basée sur un esprit très libéral de justice impartiale et de bienveillance absolue. Ainsi peut-on s'expliquer que tous les employés et ouvriers de ces grandes entreprises aient constitué de longue date une vaste famille animée du meilleur esprit comme ils l'ont montré en 1870, comme ils le montreraient encore en toutes circonstances et sur tous les terrains (1) ».

**

Historique sommaire de la Compagnie des Chemins de fer de l'Est

La Compagnie du Chemin de fer de Paris à Strasbourg fut créée au mois de novembre 1845 pour la construction et l'exploitation de la ligne de Paris à

(1) Enquête parlementaire sur les conditions du Travail. Note sur les conditions du Travail du Personnel ouvrier de la Compagnie des chemins de fer de l'Est (31 Mars, 27 Mai 1891).

Strasbourg, avec embranchements sur Reims, sur Metz et la frontière de Prusse, vers Sarrebrück (1), soit 662 kilomètres de lignes. Elle prit la dénomination, qu'elle possède encore actuellement, de « Compagnie des Chemins de fer de l'Est », en 1853 (2), lorsque lui furent concédées la ligne de Paris à Mulhouse et quelques autres lignes transversales de moindre importance, ce qui portait l'ensemble des lignes concédées à près de deux mille kilomètres « sur une surface qui, de Paris aux frontières, se composait de 2.603 lieues carrées » (3).

Ces concessions donnaient au Réseau de l'Est, dès le début de l'exploitation, sa physionomie définitive : deux lignes principales partant de Paris et aboutissant l'une à Strasbourg par Nancy, l'autre à Mulhouse par Belfort et qui réunissaient à Paris, grand centre administratif, les principales villes de l'Est, Strasbourg, Nancy, Metz, Belfort, et les centres industriels de Reims et Troyes. A ces deux lignes sont venues successivement s'accrocher, par de nouvelles conventions, diverses lignes d'intérêt commercial et stratégique, comme dans la région de l'Est, ou d'intérêt électoral, dans les régions éloignées des frontières,

(1) Voir à ce sujet le tome troisième de l'ouvrage très important de M. L. M. Jouffroy : « Une étape de la construction des grandes lignes de chemins de fer en France. La ligne de Paris à la frontière d'Allemagne (1825-1852), Paris 1932 ».

(2) Convention du 17 Août 1853.

(3) Rapport à l'Assemblée extraordinaire des Actionnaires du 28 Septembre 1853.

XIV

dont certaines assez déshéritées au point de vue économique.

Les plus importantes de ces Conventions furent celles de 1863, 1873, 1875 et 1883.

Par contre, la guerre de 1870-1871, par le Traité de Francfort, infligea au Réseau une amputation fort sensible de 755 kilomètres de lignes comprises sur les territoires cédés à l'Allemagne.

Après la guerre de 1914, par la Convention du 28 juin 1921, la Compagnie de l'Est acceptait une nouvelle concession de 182 kilomètres qui, du point de vue commercial, présentait assez peu d'intérêt.

Au 31 décembre 1934, la Compagnie des Chemins de fer de l'Est exploitait effectivement 5.132 kilomètres de lignes (1), soit le huitième environ de l'ensemble des lignes exploitées par les Grands Réseaux de Chemins de fer français ; il n'est d'ailleurs pas téméraire d'ajouter que, eu égard aux tendances actuelles de la politique des transports, jointes aux difficultés financières, ce chiffre ne sera pas augmenté.

(1) A ces 5.132 km. de lignes en exploitation, il y aurait lieu d'ajouter 84 km. de lignes construites, mais non exploitées commercialement, et 81 km. de lignes concédées, mais non construites entièrement.

TITRE PREMIER

TITRE PREMIER

RENSEIGNEMENTS GENERAUX SUR LE PERSONNEL DE LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'EST

AVANT-PROPOS

Les conditions de travail et les éléments de rémunération des employés de la Compagnie de l'Est, comme de tous les agents des grands Réseaux français, sont très difficiles à ramasser en un court résumé qui permettrait d'en avoir une vision bien nette en partant de l'origine de la Compagnie en 1850, jusqu'à nos jours.

« Le Cadre d'une Compagnie de Chemins de fer
« peut être considéré comme constitué par un agrégat
« de professions juxtaposées, professions très diffé-
« rentes les unes des autres » (1) ; en effet, on peut

(1) Revue Générale des Chemins de fer, Juin 1926.

compter actuellement près de trois cent cinquante catégories d'employés dont cinquante environ pour le personnel féminin.

Les résidences, d'autre part, sont nombreuses et dans des régions économiquement différentes : plus de neuf cent cinquante gares et stations étaient ouvertes à l'exploitation en 1934.

Les services doivent être assurés par tous les temps, nuit et jour et ce pendant tous les jours de l'année, qu'il s'agisse du trafic aux variations incessantes, mais exigeant néanmoins une grande régularité d'exécution, ou bien encore de l'entretien du matériel roulant, de l'entretien et de la surveillance des voies.

Nous diviserons ce premier titre en deux chapîtres : dans un premier chapitre, nous étudierons la situation générale du personnel de la Compagnie de l'Est dans l'ensemble des Réseaux français, sa consistance et sa répartition administrative et professionnelle ; dans le deuxième chapitre, nous noterons très sommairement les traitements et salaires proprement dits ainsi que leurs éléments accessoires (1).

(1) Les traitements de l'ensemble des employés de chemins de fer français n'ont été unifiés qu'à partir du 1^{er} Juillet 1920 par un Statut dit « de rémunération ». Antérieurement à cette date, les traitements variaient d'un Réseau à un autre. A notre connaissance il n'a pas encore été fait d'étude comparative de ces traitements, depuis l'origine des Compagnies jusqu'à la date d'application du « Statut de rémunération ».

CHAPITRE PREMIER

Situation générale du Personnel de la Compagnie de l'Est

Avant de situer le personnel du Réseau de l'Est dans l'ensemble des Grands Réseaux, voyons d'abord l'importance kilométrique de ce Réseau.

C'est vers 1890 que le réseau des Chemins de fer français est à peu près terminé ; voici la situation au 31 décembre 1890 de la longueur des lignes d'intérêt général (1) déclarées d'utilité publique et, pour la plupart en exploitation complète :

(1) Non compris certaines lignes secondaires qui sont exploitées par les Grands Réseaux.

	NOMBRE DE KM.	PROPORTION POUR CENT
Nord	3.682	9,84 %
Est	4.744	12,68 %
Ouest ⁽¹⁾ et Etat	8.557	22,87 %
P. O.	7.118	19,03 %
P. L. M.	9.279	24,80 %
Midi	4.035	10,78 %
TOTAL	37.415	100 %

Au 31 décembre 1933, la situation n'avait pas sensiblement changé, ni en valeur absolue, ni en valeur relative :

	NOMBRE DE KM. (2)	PROPORTION POUR CENT
Nord	3.865	9,35 %
Est	5.056	12,25 %
Ouest et Etat.....	9.184	22,24 %
P. O.	8.277	20,05 %
P. L. M.	10.176	24,65 %
Midi	4.732	11,46 %
TOTAL	41.290	100 %

(1) Le rachat de l'Ouest a été décidé par la loi du 13 juillet 1908.

(2) Non compris le réseau d'Alsace et de Lorraine (2.202 kms) qui en 1890 faisait partie des Chemins de fer Allemands.

*Importance numérique
du personnel de la Compagnie de l'Est.*

Comparons maintenant, aux mêmes dates, les effectifs des divers Grands Réseaux français.

La situation s'établissait ainsi au 31 décembre 1890 :

	EFFECTIF TOTAL	PROPORTION POUR CENT
Nord	35.727	15,59 %
Est	31.315	13,67 %
Ouest et Etat.....	47.783	20,85 %
P. O.	31.683	13,83 %
P. L. M.....	62.838	27,43 %
Midi	19.773	8,63 %
	229.119 ⁽¹⁾	100 %

Au 31 décembre 1933, la situation était, certes, différente en valeur absolue mais à peu près identique en valeur relative :

(1) Y compris le personnel auxiliaire et les ouvriers payés à la journée, soit 64.821, (28 % du personnel total).

	EFFECTIF (1)	PROPORTION POUR CENT
Nord	67.405	16,48 %
Est	63.242	15,46 %
Ouest-Etat	77.880	19,05 %
P. O.	56.288	13,76 %
P. L. M.	110.487	27,01 %
Midi	33.717	8,24 %
	409.019 (2)	100 %

On remarquera simplement que le pourcentage des effectifs du Réseau de l'Est, au 31 décembre 1933, est légèrement supérieur à celui de 1890 ; cette différence s'explique par le développement intensif de la métallurgie et des lignes stratégiques dans les régions de l'Est, qui ont obligé le Réseau à doubler et même à quadrupler une certaine quantité de ses voies ; en effet, au 31 décembre 1933, la longueur des lignes d'intérêt général exploitées à double voie ou à plus de deux voies, s'élevait à 20.709 kilomètres dont 4.152 kilomètres pour le seul Réseau de l'Est, soit plus de 20 %.

La Compagnie de l'Est exploite donc actuellement un ensemble de lignes représentant environ 12 % du

(1) Non compris l'effectif du personnel du réseau d'Alsace et de Lorraine, soit 31.350 agents.

(2) Y compris le personnel auxiliaire, soit 16.810 agents, (4,10 % du personnel total).

Réseau français d'intérêt général et occupe un effectif qui représente plus de 15 % de l'ensemble des effectifs du Réseau français.

Voici, depuis 1887, quelques chiffres concernant la variation absolue du personnel du Réseau de l'Est (1) :

1887.....	31.485 agents
1890.....	31.315 »
1900.....	38.060 »
1910.....	47.936 »
1913.....	54.104 »
1921.....	65.464 »
1926.....	76.273 »
1930.....	75.333 »
1933.....	63.242 »

L'effectif s'est élevé à 76.273 agents en 1926, c'est le chiffre le plus fort que l'on ait constaté. Au 31 décembre 1933, il n'était plus que de 63.242, soit le double environ de celui de 1887. L'effectif d'ailleurs, doit aller décroissant à la suite des mesures qui ont été ou qui seront prises pour la coordination des transports ferroviaires et routiers (Décret-loi du 19 avril 1934).

(1) Les chiffres indiqués sont les chiffres des effectifs en service au 31 Décembre. D'autres statistiques qui ne remontent qu'à 1910 environ donnent les effectifs moyens annuels, nous les utiliserons pour la détermination des salaires moyens.

La répartition du personnel

a) *Répartition administrative.*

Les agents de la Compagnie de l'Est se divisent, comme d'ailleurs les agents de toutes les Compagnies, en deux catégories principales : 1° Les agents du cadre permanent ; 2° Les agents auxiliaires.

1° Les agents du cadre permanent qui constituent l'effectif nécessaire pour les besoins normaux de l'exploitation ; ces agents du cadre permanent se divisent en deux groupes :

Le premier, le plus important, comprend les agents commissionnés ; ceux-ci sont ainsi qualifiés parce qu'ils reçoivent une « commission » qui les attache définitivement au service de la Compagnie ; on dit aussi qu'ils sont affiliés ; ils jouissent des droits et immunités accordés par un contrat intervenu entre eux et la Compagnie et défini par les règlements ou par le Statut du Personnel depuis 1919 ; ils sont nommés et ne peuvent être rayés des cadres que par une décision du Conseil d'Administration rendue sur la proposition du Directeur de la Compagnie. Il faut noter une catégorie spéciale d'agents permanents, les agents à service discontinu (gardes-barrières, sémaphoristes), ces agents sont généralement des femmes mariées à des employés de la Compagnie, et sont ainsi désignés parce « qu'ils ont la faculté de quitter leur barrière ou leur guérite pour rentrer dans leur maison d'habitation ».

Le deuxième groupe comprend les agents majeurs

non commissionnés en stage d'affiliation (1) et les agents mineurs affectés à des emplois du cadre permanent. Ils sont régis, eux aussi, par le Statut du Personnel. Ce groupe, depuis 1911 surtout, est d'une importance numérique assez faible.

2° Les agents auxiliaires qui comprennent :

a) Des journaliers (manœuvres, terrassiers, plantons...) dont l'effectif varie avec les saisons et les besoins temporaires ; ces journaliers sont soumis aux textes ordinaires de la législation du travail et n'ont aucun avantage particulier à être au service de la Compagnie.

b) Des apprentis.

Voici quelle était, au cours de l'année 1934, la répartition de l'effectif moyen de ces diverses catégories :

	NOMBRE	PROPORTION POUR CENT
<i>Agents permanents :</i>		
Commissionnés ⁽²⁾	57.182	90,03 %
Non commissionnés ⁽³⁾	1.644	2,59 %
<i>Auxiliaires :</i>		
Journaliers	3.992	6,28 %
Apprentis	698	1,10 %
	63.516	100 %

(1) Le stage d'affiliation depuis 1911 est d'une année pour les agents majeurs.

(1) Dont 1929 agents à service discontinu.

(2) Dont 109 agents à service discontinu.

Depuis 1919, le personnel permanent de la Compagnie de l'Est, comme le personnel des Grands Réseaux, est réglementé, comme on l'a dit plus haut, par un « Statut » ; les grades et emplois des agents, sauf ceux de quelques agents supérieurs peu nombreux, sont répartis en catégories auxquelles correspondent des échelles de traitements ; chaque échelle est la succession de neuf traitements différents et progressifs appelés échelons ; on passe automatiquement du traitement d'un échelon au traitement de l'échelon supérieur lorsque l'ancienneté nécessaire (entre 2 ans et demi et 4 ans) est obtenue.

On compte soixante-trois échelles de traitement ; les échelles les plus importantes, numérotées de 1 à 18, s'appliquent à la plus grande partie du personnel commissionné de tous les Services ; les mécaniciens et les chauffeurs sont répartis dans cinq échelles numérotées 1 bis, 3 bis, 4 bis, 5 bis et 6 bis ; les ouvriers des ateliers et des dépôts du Service du Matériel et de la Traction sont répartis en douze échelles désignées par les lettres : a, A, b, B, c, C, d, D, e, E, f et g ; le personnel féminin, autre que le personnel féminin à service discontinu, est groupé dans le nombre important de vingt-huit échelles désignées par des lettres et des indices : G 1, G 2, F 1, F 1 bis, F 3, F 3 bis, F 3 ter, F 4, F 5, F 5 bis, F 6, F 7, F 7 bis, F 8, F 10, F 12, F 14, F 15, F 16, F a, F b, F c, F d, F e, et F A, F B, F C, F D.

Pour nous permettre d'établir une comparaison entre ces diverses échelles et surtout avec les emplois qui existaient avant l'application du Statut du Per-

sonnel, nous avons dressé un tableau donnant la valeur comparative de ces échelles et de quelques emplois-types.

ECHELLES NORMALES (18 échelles)	MÉCANICIENS ET CHAUFFEURS (5 échelles)	OUVRIERS DES DÉPÔTS ET DES ATELIERS (12 échelles)	PERSONNEL FÉMININ A SERVICE CONTINU (28 échelles)	EMPLOIS TYPES CORRESPONDANTS
1	1 bis	a, A b, B	G1, G2, F1, F1 bis, F3, F3 bis, F3 ter, FA, FB, FC, FD, Fa, Fb, Fc, Fd	Homme d'équipe, cantonnier, manoeuvre.
2		c, C	Fc, F4	Lampiste, wagonnier
3			F5, F5 bis	Facteur aux écritures dans les gares, conducteurs, aiguilleurs.
4	3 bis	d, D		Chauffeur de route, ouvrier, chef d'équipe, ouvrier spécialisé.
5	4 bis	e, E	F6	Chef de train, Expéditionnaire.
6	5 bis	f, g	F7, F7 bis	Chef Lampiste.
7	6 bis		F8	Employé des bureaux, mécanicien de route.
8				Piqueur de la Voie.
9			F 10	Garde-Magasin.
10			F12	Chef de district,
11			F14	S/Chef de Bureau,
12			F15	Contremaître,
13				Chef Mécanicien.
14				
15			F16	Inspecteur,
16				Chef de bureau,
17				Chef de section,
18				Chef de dépôt.

Répartition du personnel par échelles :

La répartition pour cent de l'effectif s'établit approximativement comme suit dans chacune des catégories :

Echelles normales (1 à 18)	58,50 %
Echelles des mécaniciens et chauffeurs	4,50 %
Echelles des ouvriers des ateliers et des dépôts	23 %
Echelles du personnel féminin	6,50 %
	92,50 %
A ajouter :	
Personnel auxiliaire	7,50 %
	100 %

Dans les échelles normales, voici par ordre d'importance le pourcentage par échelle :

Echelle 1	15,50 %
» 3	15,50 %
» 5	7 %
» 4	4,50 %
» 7	4 %
» 2	3,50 %
» 6	1,50 %
» 8	1,50 %
» 9	1 %
» 10 à 18	4,50 %

b) *Répartition professionnelle.*

C'est dans les échelles 1 à 9 et les échelles équivalentes que nous trouvons les agents d'exécution.

Au 31 décembre 1934, la répartition s'effectuait ainsi :

	NOMBRE	PROPORTION POUR CENT
<i>Agents d'exécution :</i>		
Auxiliaires et agents à service discontinu	6.669	10,68 %
Agents des échelles 1 à 9 et des échelles équivalentes	52.988	84,84 %
	59.657	95,52 %
<i>Agents des cadres :</i>		
Agents des échelles 10 à 18 ou échelles équivalentes et agents supérieurs	2.801	4,48 %
TOTAL.....	62.458	100 %

La ligne de démarcation figurant ci-dessus, entre les agents des cadres et les agents d'exécution, est quelque peu théorique car, dans les échelles 8 et 9, nous trouvons des agents des cadres, et dans les échelles 10 et 11, des agents d'exécution, cependant dans l'esprit des agents de chemins de fer, cette ligne représente bien le passage d'une catégorie dans une autre.

Entre les divers grands Services qui participent

à l'exploitation du Réseau de l'Est, la répartition des agents s'établissait approximativement ainsi, en 1934 :

	NOMBRE ARRONDI	PROPORTION POUR CENT
<i>Administration Centrale :</i> (Direction, Comptabilité, Service des titres, des retraites).....	420	0,70 %
<i>Exploitation :</i> (Mouvement des trains, trafic)..	24.630	39,40 %
<i>Matériel et Traction :</i> . (Traction des trains, entretien du matériel roulant).....	22.200	35,50 %
<i>Voie et Bâtiments :</i> (Entretien de la voie et des bâti- ments, surveillance des voies et des signaux, travaux neufs)	15.250	24,40 %
ENSEMBLE.....	62.500	100 %

C'est le Service de l'Exploitation qui occupe le plus d'agents, c'est dans ce Service que se trouvent la plupart des hommes d'équipe et des manœuvres (5.880, soit 9,40 % de l'effectif total du réseau), les agents des trains (1.790 conducteurs, 1.110 chefs de trains, soit ensemble 4,65 % de l'effectif), les aiguilleurs au nombre de 1.230...

Au Service du Matériel et de la Traction, on trouve 2.900 chauffeurs, élèves-mécaniciens et mécaniciens de route, soit 4,65 % de l'effectif, plus de 14.000 manœu-

vres et ouvriers de dépôts et des ateliers, soit 23 % de l'effectif.

Au Service de la Voie, outre les 2.020 agents féminins à service discontinu préposés pour la plupart à la garde des barrières, on trouve plus de 3.550 cantonniers ou poseurs, plus de 600 sous-chefs de canton, et près de 850 chefs d'équipe et de canton, tous occupés à l'entretien et à la surveillance des voies et des signaux.

Certes, cette répartition n'a pas été identique depuis l'origine de la Compagnie, les progrès techniques, le machinisme croissant ont modifié les effectifs de certaines catégories d'agents ; nous citerons un cas particulièrement typique : on a appliqué, en 1928, à l'aide des prestations en nature prévues par le plan Dawes, le frein automatique à air comprimé aux trains de marchandises ; cette application fait disparaître, petit à petit, les gardes-freins, on n'en comptait plus que 230 en 1934 contre un millier en 1890.

CHAPITRE II

Les traitements du personnel

Comme on l'a signalé plus haut, les conditions de rémunération du personnel ont fait l'objet d'un statut spécial appelé Statut de Rémunération, qui date de 1920, il est commun à tous les Réseaux.

Avant cette date, les salaires n'étaient pas uniformes, ils étaient fixés, soit par les Conseils d'Administration pour les agents des Compagnies, soit par Décret pour les agents des Chemins de fer de l'Etat.

A la Compagnie de l'Est, c'est le 8 Janvier 1846 que furent fixés les premiers traitements ; ce furent les garçons de bureau (échelle 3 depuis 1920) qui en eurent les honneurs :

« Les garçons de bureau auront 1.000 francs et un

« habillement par an, avec un cautionnement d'un
« mois d'appointements pour garantir la bonne tenue
« du vêtement ».

De 1846 à 1849 (1), la Compagnie recruta surtout des employés de bureau pour l'Administration Centrale et des agents techniques pour la construction des lignes (Service de la Voie et des Travaux).

Les employés de bureau, entrés au service de la Compagnie pendant cette période, étaient divisés en trois classes :

- 1° les employés nommés par le Conseil d'Administration ;
- 2° les employés nommés par le Comité ;
- 3° les employés dont les services étaient acceptés à titre provisoire.

Les traitements des employés des deux premières classes étaient fixés par les délibérations qui constataient leur nomination ; les chefs de bureau (échelles 15 et 16) percevaient un salaire annuel allant de 3.000 à 4.000 francs ; les teneurs de livres (échelles 7 et 8), un traitement allant de 1.800 à 2.400 francs ; les employés expéditionnaires (échelle 5), un traitement allant de 1.200 à 1.800 francs.

Le traitement des employés provisoires était fixé à 125 francs par mois.

Le Service des Travaux employait des conducteurs, chefs de section (échelles 15 et 16) qui avaient un salaire annuel variant de 3.000 à 4.000 francs ; les

(1) Le premier tronçon de ligne (Paris à Meaux) fut livré à l'Exploitation le 5 Juillet 1849.

conducteurs, sous-chefs de section (échelle 14), un salaire allant de 2.400 à 2.800 francs ; les dessinateurs et les piqueurs (échelle 8), un salaire variant de 1.200 à 1.800 francs.

En outre, des gratifications pouvant aller de 100 francs à 600 francs par an étaient accordées pour travaux extraordinaires.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur cette période de début, et nous allons indiquer, pour quelques catégories professionnelles, les plus caractéristiques, les éléments de rémunération dont elles ont bénéficié depuis les débuts de l'exploitation du Réseau en prenant les dates types suivantes : 1860, 1871, 1890, 1913, 1920 et 1934. Pour l'année 1934, nous indiquerons les traitements établis au mois d'avril 1934, lorsque des mesures d'ensemble furent prises pour rétablir la situation financière générale.

Certes, de sensibles modifications furent apportées dans les traitements en 1924, 1926, 1928, 1929, 1930 notamment, mais on ne notera que les deux dates extrêmes, 1920 (date d'application du Statut de Rémunération) et 1934 (dernier état de la question).

On n'indiquera que les traitements proprement dits et les rémunérations spéciales aux emplois examinés, mais il ne faut pas oublier, et ceci est d'une grande importance pour les agents de condition modeste, que depuis 1920 notamment, il faut ajouter au traitement l'indemnité de résidence et les allocations pour charges de famille d'un taux égal pour tous les agents de toutes les échelles occupés dans une même résidence ; dans quelques cas d'agents chargés de famille

nombreuse, le montant du traitement proprement dit est parfois doublé par ces deux éléments.

Avant la guerre de 1914, l'indemnité de résidence existait bien, mais elle n'était attribuée qu'exceptionnellement lorsque des circonstances de lieu ou de temps obligeaient la Compagnie à intervenir ; c'est ainsi que pendant toute la durée de l'Exposition de 1889, les agents en résidence à Paris, dont le traitement ne dépassait pas 2.400 francs, bénéficiaient d'une surpaie de 10 % qui imposa à la Compagnie une dépense de 416.773 francs ; pendant l'occupation allemande, en 1871, des indemnités furent accordées aux agents des villes occupées par les troupes allemandes et où le coût de la vie s'était sensiblement élevé, etc...

Les allocations pour charges de famille seront examinées plus loin et feront l'objet d'un chapitre spécial.

Il faut noter ici un accessoire de traitement dénommé plus ou moins justement gratification, et qui est payé à la fin de l'année aux agents.

Cet avantage supplémentaire, avant l'application du statut de rémunération, était accordé aux agents qui n'avaient pas eu d'augmentation ou d'avancement en cours d'exercice ; depuis 1920, il est payable à tous les agents, son montant est fonction du traitement fixe et de la note de mérite accordée à la fin de l'année aux agents.

Depuis 1929, le montant de la gratification est incorporé dans les bases de calcul de la pension de retraite.

Rémunération des hommes d'équipe

Les hommes d'équipe sont les agents les plus modestes de l'exploitation du chemin de fer ; le Statut du personnel les a placés à l'échelle n° 1 où ils voisinent avec les cantonniers de la voie et les manœuvres des ateliers ; ils sont recrutés parmi les innombrables candidats qui sollicitent un emploi de début ; ils sont affectés en général au travail des gares et notamment à la manutention des colis, au nettoyage des locaux, à la surveillance des trains au départ et à l'arrivée, etc... En 1934, la Compagnie en employait plus de 5.600 ; en 1890, elle en utilisait déjà près de 4.300.

Voici les traitements dont bénéficiait cette catégorie d'agents de 1860 à 1934 :

ANNÉE	TRAITEMENT MINIMUM	TRAITEMENT MAXIMUM
1860	900 fr.	1.150 fr.
1871	900 »	1.300 »
1890	1.100 »	1.350 »
1913	1.400 »	1.800 »
1920	3.800 »	4.720 »
1934	8.170 »	10.150 »

Il faut ajouter que l'emploi d'homme d'équipe n'est qu'une étape et qu'un agent normal et travailleur accède très rapidement à un emploi plus intéressant et mieux rémunéré.

Rémunération des aiguilleurs

Les aiguilleurs sont chargés en principe de la manœuvre des aiguilles, cependant, avant la guerre, ils pouvaient, le cas échéant, et dans les heures creuses, être affectés soit aux écritures soit à la manutention des colis, (aiguilleurs-facteurs et aiguilleurs-chargeurs).

En 1934, on comptait 970 aiguilleurs de 2^e classe (échelle 3) et 265 aiguilleurs de 1^{re} classe (échelle 4), soit au total 1.235; en 1890, on en comptait 2.170. Cette diminution sensible que l'on constate actuellement est due à l'extension de l'automatisme dans la manœuvre des signaux, et même dans quelques années, on peut estimer que cette catégorie de cheminots ne sera plus qu'un souvenir. Nous l'avons surtout notée à cause de l'importance de son effectif en 1890...

Voici les traitements approximatifs des aiguilleurs :

ANNÉE	TRAITEMENT MINIMUM	TRAITEMENT MAXIMUM
1860	900 fr.	1.300 fr.
1871	900 »	1.400 »
1890	1.100 »	1.500 »
1913	1.400 »	1.900 »
1920	4.000 »	5.700 »
1934	8.610 »	12.260 »

En comparant la situation de l'aiguilleur avant et après 1913, avec la situation des hommes d'équipe, on remarquera que la situation du premier s'est améliorée sensiblement par suite notamment de la mécanisation des signaux qui exige des aiguilleurs des connaissances supplémentaires.

*
**

Rémunération des mécaniciens et des chauffeurs

Les mécaniciens et les chauffeurs forment peut-être le groupe le plus caractéristique de l'industrie du chemin de fer. Par suite du travail pénible qui leur est imposé, ils ont toujours été les enfants chéris, terribles quelquefois, des Réseaux, aussi ont-ils toujours bénéficié d'avantages plus considérables que les agents occupés à d'autres emplois.

En 1890, le nombre des mécaniciens était de 916, celui des chauffeurs de 991, soit au total 1.907 agents; en 1934, on comptait 1.533 mécaniciens et élèves-mécaniciens et 1.233 chauffeurs, soit 2.766 agents au total : le nombre moins élevé des chauffeurs peut paraître anormal étant donné qu'une machine est toujours conduite par une équipe formée d'un mécanicien et d'un chauffeur; cette anomalie résulte du fait que l'élève-mécanicien est utilisé très souvent comme chauffeur.

Les salaires des mécaniciens et chauffeurs se com-

posent d'une partie fixe que nous allons examiner et d'une partie variable qui est constituée par les primes de parcours, les primes d'économies de combustible et de graissage, les primes d'entretien de machine (1), qu'il est assez difficile de suivre car elles sont fonction de la situation économique générale et des variations du trafic ; en pratique, cependant, on peut estimer qu'elles augmentent le traitement fixe de 50 % environ.

En outre, des frais de déplacements sont accordés lorsque les absences hors de la résidence dépassent un certain temps.

Voici les traitements fixes successifs des chauffeurs de route (échelle 3 bis) :

ANNÉE	TRAITEMENT MINIMUM	TRAITEMENT MAXIMUM
1860	1.320 fr.	1.500 fr.
1871	1.320 »	1.500 »
1890	1.400 »	1.500 »
1913	1.500 »	1.700 »
1920	4.200 »	5.425 »
1934	9.030 »	11.690 »

Voici les traitements successifs des mécaniciens de route (échelle 6 bis) :

(1) Les primes entrent, comme dans le traitement fixe, dans les bases du calcul de la pension de retraite.

ANNÉE	TRAITEMENT MINIMUM	TRAITEMENT MAXIMUM
1860	1.440 fr.	3.000 fr.
1871	1.500 »	3.000 »
1890	1.800 »	3.000 »
1913	1.800 »	3.000 »
1920	4.950 »	7.400 »
1934	10.640 »	15.960 »

On remarquera que le traitement minimum et le traitement maximum du chauffeur ne présentent pas un écart bien grand, c'est parce que le chauffeur n'est, somme toute, qu'un apprenti mécanicien. Avec de l'intelligence, du travail et une bonne conduite, tout chauffeur peut devenir rapidement mécanicien et prétendre à des grades plus élevés (1).

On a dit que les primes diverses de traction augmentaient sensiblement le traitement fixe des mécaniciens et chauffeurs ; en effet, pour l'année 1889, la moyenne de ces primes s'élevait déjà à près de 1.300 francs par agent pour les mécaniciens et à plus de 800 francs pour les chauffeurs ; en 1934, les primes de traction s'étant élevées à près de 24 millions, on trouve par agent une moyenne de plus de 8.000 francs.

(1) Vers 1890 on pouvait observer que sur le réseau de l'Est, tous les sous-chefs et chefs de dépôts, à l'exception d'un seul, tous les chefs de traction, se trouvaient être d'anciens chauffeurs sortis du rang.

Traitements divers

Voici, pour les échelles normales où l'effectif est le plus nombreux, c'est-à-dire les échelles 1, 3, 5 et 7, les traitements minimum et maximum en 1920 (application du statut de rémunération du Personnel) et les traitements maximum fin 1934 :

Echelle 1 (15,50 % de l'effectif total).

1920 : 3.800 fr. à 4.720 fr.

1934 : 8.170 fr. à 10.150 fr.

Echelle 3 (15,50 % de l'effectif total).

1920 : 4.000 fr. à 5.360 fr.

1934 : 8.610 fr. à 11.500 fr.

Echelle 5 (7 % de l'effectif total).

1920 : 4.300 fr. à 6.300 fr.

1934 : 9.260 fr. à 13.520 fr.

Echelle 7 (4 % de l'effectif total).

1920 : 4.700 fr. à 7.500 fr.

1934 : 10.120 fr. à 16.580 fr.

Nous allons présenter, dans un tableau d'ensemble, le relevé numérique des agents depuis 1896 ainsi que les dépenses totales de personnel, et la dépense moyenne par agent.

ANNÉE	NOMBRE D'AGENTS	DÉPENSES TOTALES DE PERSONNEL (en milliers) de francs)	DÉPENSE ANNUELLE MOYENNE PAR AGENT (en francs)
1896	35.086	64,950	1.851 fr.
1897	35.019	65,282	1.864 »
1898	35.690	66,330	1.859 »
1899	36.208	67,379	1.861 »
1900	38.060	73,294	1.926 »
1901	38.603	70,609	1.829 »
1902	39.032	71,656	1.836 »
1903	38.795	72,546	1.870 »
1904	38.320	73,044	1.906 »
1905	39.152	73,702	1.882 »
1906	41.212	77,388	1.878 »
1907	45.189	85,493	1.892 »
1908	46.747	90,640	1.939 »
1909	47.577	93,194	1.959 »
1910	47.936	95,428	1.991 »
1911	51.471	115,415	2.242 »
1912	53.419	125,726	2.362 »
1913	54.259	129,810	2.392 »
1914	52.660	136,705	2.596 »

ANNÉE	NOMBRE D'AGENTS	DÉPENSES TOTALES DE PERSONNEL (en milliers de francs)	DÉPENSE ANNUELLE MOYENNE PAR AGENT (en francs)
1915	46.066	126,402	2.774 fr.
1916	44.666	129,504	2.899 »
1917	44.492	135,950	3.056 »
1918	46.113	208,445	4.520 »
1919	68.433	400,152	5.847 »
1920	74.635	571,831	7.662 »
1921	75.335	554,625	7.362 »
1922	73.143	595.207	8.138 »
1923	74.130	608.078	8.203 »
1924	77.334	682.236	8.822 »
1925	76.279	823.622	10.797 »
1926	75.831	875.700	11.548 »
1927	77.116	969.236	12.569 »
1928	74.407	1.049.419	14.104 »
1929	73.824	1.174.887	15.915 »
1930	76.462	1.360.375	17.792 »
1931	71.975	1.343.779	18.670 »
1932	66.863	1.277.155	19.101 »
1933	64.430	1.236.717	19.195 »
1934	63.516	1.116.053	17.571 »

En ce qui concerne les effectifs, nous avons pris, à partir de 1914, le nombre moyen annuel du personnel en service, chiffre plus précis que ceux de la statistique donnant le nombre des agents au 31 décembre de l'exercice considéré, les années de guerre et d'après-guerre ayant été caractérisées par des variations sensibles. De plus, il faut noter que dans ce personnel, le personnel féminin à service discontinu, dont les traitements moyens annuels sont sensiblement plus faibles que ceux des autres agents, figure pour 2.500 unités environ.

Les dépenses de personnel qui figurent dans ce tableau ont été relevées dans les rapports annuels faits à l'Assemblée Générale des Actionnaires, elles diffèrent légèrement de celles publiées depuis 1920 par d'autres statistiques et ne comprennent pas notamment les capitaux mis en réserve pour constituer les rentes aux accidentés du travail, les pertes d'intérêts résultant d'avances faites aux agents, la valeur du logement gratuit...

Pour obtenir une dépense moyenne annuelle par agent, plus précise, il serait bon de la calculer d'après les dépenses faites pour chacune des catégories suivantes :

Agents permanents affiliés, non affiliés, à service discontinu, agents auxiliaires dont les proportions en 1934 s'établissaient respectivement à 87 %, 2,40 %, 3,20 % et 7,40 %.

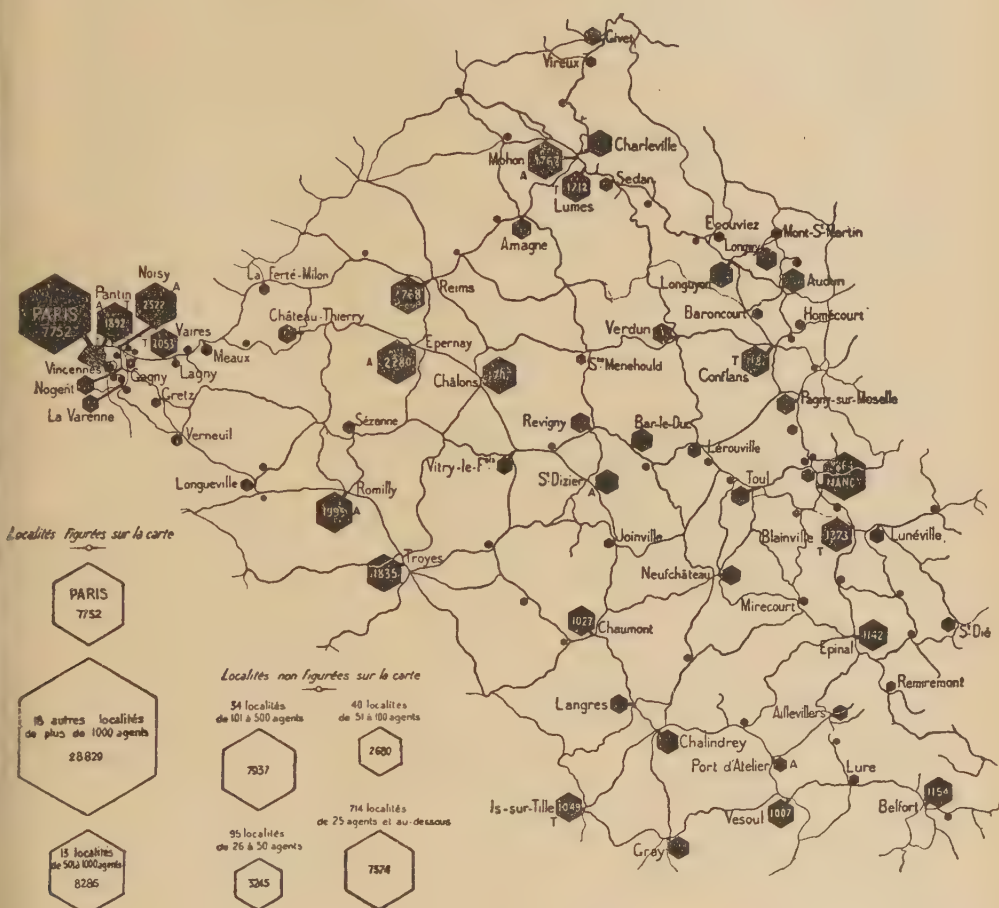
Voici ce que donneraient, depuis 1926, les calculs ainsi établis :

ANNÉES	AGENTS PERMANENTS			Agents auxiliaires
	Affiliés	Non affiliés	A service discontinu	
1926	13.273 fr.	7.242 frs	2.824 frs	5.924 fr.
1927	14.429 »	8.535 »	3.232 »	6.648 »
1928	15.948 »	8.848 »	3.473 »	7.226 »
1929	18.170 »	9.626 »	3.623 »	8.443 »
1930	20.430 »	11.144 »	3.667 »	10.099 »
1931	20.568 »	11.933 »	3.828 »	10.017 »
1932	20.429 »	11.842 »	3.830 »	8.770 »
1933	20.452 »	12.089 »	3.805 »	8.059 »
1934	18.982 »	11.567 »	3.359 »	7.910 »

On notera que c'est à partir de 1930 que les dépenses ont été les plus élevées (résultats du relèvement des traitements du 1^{er} juin 1930), et qu'en 1934 elles baissent brusquement comme conséquence des mesures générales prises au mois d'avril 1934, pour établir l'équilibre financier du budget de l'Etat et du budget des Grands Réseaux de chemins de fer français.

Voici, d'autre part, une carte donnant la répartition du personnel de la Compagnie de l'Est entre les principaux établissements du réseau (les effectifs indiqués sont ceux du personnel du « cadre permanent » en service le 30 juin 1931).

LA REPARTITION DU PERSONNEL ENTRE LES PRINCIPAUX ETABLISSEMENTS DU RESEAU



A. — Ateliers et magasins spéciaux.

Epernay : Réparation de locomotives.

Mohon : Réparation de wagons.

Noisy-le-Sec : Réparation de wagons et voitures.

Pantin : Magasin de menu matériel de voie et signaux.

Port-d'Atelier : Créosotage de traverses.

Romilly : Réparation de wagons et voitures.

Saint-Dizier : Magasin de gros matériel de voie.

T. — Grandes gares de triage.

(Extrait de « La Gare de l'Est », Paris 1931).

NOTA. — Les effectifs indiqués sont ceux du personnel « permanent » en service le 30 Juin 1931.

TITRE II

TITRE II

LA LUTTE CONTRE LA MALADIE ET LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

AVANT-PROPOS

La maladie est la crise de l'existence la plus grave pour l'homme qui travaille et qui a des charges de famille ; c'est pourquoi la Compagnie de l'Est a pris, dès le début de l'exploitation, en 1853, des mesures d'une certaine ampleur pour venir en aide aux agents malades.

D'emblée, elle a créé un système d'assistance complet, et cela, près de quatre-vingts ans avant la loi des Assurances sociales, système où rien ne man-

quait, où tout était prévu contre le coup du sort, et qui comprenait :

- Les soins médicaux et les accessoires du traitement médical (médicaments, hospitalisation, cures, etc...) ;
- Les salaires à payer pendant le cours de la maladie ;
- Les secours à la famille en cas de décès.

Cette assistance maladie fit l'objet d'un premier règlement en 1853 ; ce règlement ne subit, au cours des années, que des retouches d'améliorations comme en 1870 et 1911, retouches qui ne changeaient rien aux principes qui avaient présidé à sa création.

L'originalité et la valeur du système fut, qu'à un ensemble d'avantages accordés aux agents malades et à la charge exclusive de la Compagnie, on adjoignit une Caisse, dite de Prévoyance, pour compléter, d'une façon très sensible, ces avantages ; cette Caisse de Prévoyance était alimentée d'une part par les agents souscripteurs (participation qui avait le gros avantage moral d'intéresser le personnel à la question) et, d'autre part, par la Compagnie ; celle-ci d'ailleurs en supportait la plus grosse partie, puisqu'en dernière analyse elle a, au cours des exercices, comblé le déficit de la Caisse, alors que les cotisations des agents et les allocations réglementaires étaient insuffisantes.

Voici en quels termes furent annoncées au per-

sonnel de la Compagnie les mesures prises en faveur des agents malades (1) :

« Le Conseil d'Administration ayant, jusqu'à ce
« jour, exclusivement consacré tous ses soins et tous
« ses efforts à l'établissement du chemin de fer, a dû
« attendre que l'exploitation de toute la ligne princi-
« pale fût ouverte, pour porter son attention sur
« diverses mesures à prendre dans l'intérêt du bien-
« être et de l'avenir des employés au service de la
« Compagnie.

« Ces mesures sont calculées en raison des néces-
« sités prévues et probables.

« La maladie peut provenir soit des causes géné-
« rales et naturelles, soit exclusivement du service.

« Dans le premier cas, l'employé sera soigné aux
« frais de la Compagnie pendant trois mois, soit à
« son domicile, soit à l'hospice, selon son désir. Il
« recevra, pendant ces trois mois, l'intégralité de son
« traitement.

« Dans les deux cas, si la maladie se prolonge, le
« Comité de Direction appréciera et statuera.

« En cas de décès, la veuve ou les enfants du
« défunt recevront un secours égal à deux mois de
« traitement.

« Les ouvriers payés à l'année sont assimilés aux
« employés.

« Quant aux ouvriers à la journée, ils recevront

(1) Règlement général déterminant les secours et les re-
traites que la Compagnie du chemin de fer de Paris à Stras-
bourg assure à ses employés, agents et ouvriers. Avant-propos
(Paris 1853). Voir en annexe le texte complet de ce règlement.

« les soins du médecin de la Compagnie, et il leur
« sera accordé la moitié de leur salaire pendant
« quinze jours.

« La maladie peut se prolonger, ou la convales-
« cence peut entraîner une incapacité de travail pen-
« dant un certain temps. Il peut arriver aussi que,
« pendant la durée de la maladie, le secours donné
« par la Compagnie, et tel qu'il vient d'être indiqué,
« ne soit pas suffisant, notamment en ce qui concerne
« l'allocation aux veuves et aux enfants.

« Pour remédier à cette situation et pour venir
« encore en aide à ses employés, le Conseil d'Admi-
« nistration institue une Caisse de Prévoyance, à
« laquelle ils seront admis à participer sur leur
« demande.

« Chaque employé qui voudra profiter des avan-
« tages assurés par la Caisse de Prévoyance devra
« contribuer aux ressources de cette Caisse par une
« cotisation fixée à 1 % de son traitement et qui ne
« pourra excéder 2 %.

« La Compagnie, de son côté, y contribuera en
« versant chaque année une somme égale au montant
« des cotisations que la Caisse de Prévoyance aura
« reçues des employés et agents.

« Les ressources de la Caisse seront encore aug-
« mentées du montant des amendes encourues par
« les agents et employés des divers Services. Le
« Conseil d'Administration a voulu que les fautes de
« quelques-uns tournassent au profit de tous.

« La Compagnie faisant un sacrifice réel en faveur
« des employés souscripteurs de la Caisse de Pré-

« voyance, cette Caisse sera administrée par une
« Commission prise dans le sein du Conseil et com-
« posée de trois de ses membres.

« Chaque année, le compte rendu de la situation
« de cette Caisse sera adressé aux différents chefs
« de service et communiqué, par leur entremise, aux
« agents et employés intéressés.

« Un règlement détermine la répartition des se-
« cours à accorder sur les fonds de la Caisse de
« Prévoyance, et cette répartition est combinée de
« manière à pourvoir à l'insuffisance des premiers
« secours accordés par la Compagnie.

« Ces mesures prises dans l'intérêt de la sécurité
« et du bien-être des employés et de leur famille,
« contribueront à maintenir leur zèle et à fortifier
« leur dévouement ».

On examinera d'abord les divers avantages, soins médicaux, médicaments et accessoires, salaires de maladies, secours aux familles des agents décédés, accordés aux agents ayant contracté la maladie en dehors de leur service, et pris en charge soit par la Compagnie directement, soit par l'intermédiaire de la Caisse de Prévoyance, créée en 1853 et modifiée en 1870 et 1911.

Le régime appliqué aux agents accidentés au cours de leur travail, soit avant, soit après la loi du 9 avril 1898, fera l'objet d'un chapitre spécial.

Dans un troisième et quatrième chapitre, on étudiera l'organisation générale du Service Médical de la Compagnie et son intervention dans la lutte contre divers fléaux sociaux, (alcoolisme, tuberculose...).

CHAPITRE PREMIER

La maladie hors service

Les Caisses de Prévoyance

1° - Le règlement de 1853

Avant d'examiner les diverses mesures prises en faveur des agents malades, il faut noter que la Compagnie, ayant organisé un Service Médical d'une manière très complète, a exigé et exige encore, sauf cas tout à fait exceptionnel, que pour bénéficier des diverses prestations qui seront signalées plus loin, les agents doivent avoir recours aux médecins et aux fournisseurs agréés par elle.

Cette mesure est nécessaire pour éviter les abus qui sont malheureusement fréquents en cette matière d'assurance-maladie ; les Compagnies d'Assurances-accidents, et plus récemment les organismes d'Assurances-sociales en ont été et en sont journellement les victimes.

Voici résumés, les avantages dont bénéficiaient, de par le règlement de 1853, les agents ayant contracté maladie hors de leur service, ces avantages étaient soit à la charge de la Compagnie, soit à la charge de la Caisse de Prévoyance.

a) *Dépenses à la charge de la Compagnie :*

1° Employés, agents et ouvriers à l'année :

a) Soins médicaux :

Assurés gratuitement et en totalité par les médecins agréés par la Compagnie.

b) Médicaments et accessoires du traitement médical :

Les médicaments et accessoires du traitement médical n'étaient pas pris en charge par la Compagnie.

c) Salaires de maladie :

Traitement complet pendant huit jours ; demi-traitement jusqu'à deux mois avec possibilité de prolongation.

d) Veuves et orphelins :

Secours égal à deux mois de traitement.

2° Ouvriers à la journée :

a) Soins médicaux :

Gratuits comme pour les ouvriers à l'année.

b) Médicaments et accessoires du traitement :

Même réglementation que ci-dessus.

c) Salaires de maladie :

Demi-salaire pendant quinze jours, avec possibilité de prolongation.

b) *Dépenses à la charge de la Caisse de Prévoyance :*

Agents et employés souscripteurs :

a) Soins médicaux (voir ci-dessus, § a).

b) Médicaments et accessoires du traitement :

Possibilité d'avoir une indemnité pour subvenir aux frais des médicaments nécessaires.

c) Salaires de maladie :

Demi-traitement pendant le temps des deux mois de maladie où la Compagnie accordait elle-même le demi-traitement avec possibilité de prolongation. En cas d'incapacité définitive, octroi aux agents d'un secours égal à toutes les cotisations versées, plus une participation égale de la Compagnie.

d) Veuves, orphelins et ascendants :

Frais d'inhumation remboursés. Indemnité égale au secours accordé par la Compagnie qui s'élevait à une somme égale à deux mois de traitement.

En résumé, l'agent souscripteur à la Caisse de Prévoyance de 1853 bénéficiait des soins médicaux gratuits, presque toujours de la gratuité des médicaments, et de deux mois de traitement complet avec possibilité de prolongation.

*
**

2° - Le règlement de 1870

A dater du 1^{er} février 1870, le règlement de 1853 fut légèrement modifié, ce n'était d'ailleurs qu'une mise au point qui n'apportait que des changements de forme ou de procédure dans la gestion ; l'innovation principale consistait à rendre obligatoire l'adhésion, jusqu'ici facultative, à la Caisse de Prévoyance, de tous les agents souscripteurs à la Caisse des Retraites.

*
**

3° - Le règlement de 1911

La réforme législative en 1909-1911 du régime des Retraites des agents de Chemins de fer entraîna la réforme du règlement de la Caisse de Prévoyance.

Une nouvelle Caisse, dite de 1911, fut instituée pour les agents qui n'étaient pas affiliés à l'ancienne.

La Caisse de 1870 continuait à subsister, mais ne recrutait plus ; de plus, ses adhérents eurent la latitude de l'abandonner pour s'inscrire à la nouvelle.

Voici, résumés et présentés sous la même forme que les avantages de la Caisse de 1853, les avantages du régime de 1911, lequel, à l'encontre du régime de 1870, n'était pas obligatoire (1); en effet, le taux des retenues pour retraites ayant été porté, en 1911, de 3 % à 5 % du montant des traitements, la Compagnie ne crut pas devoir rendre obligatoire une retenue de 1 % pour la Caisse de Prévoyance :

a) *Dépenses à la charge de la Compagnie :*

Employés, agents et ouvriers commissionnés,
(souscripteurs ou non à la Caisse de Prévoyance).

a) Soins médicaux :

Assurés gratuitement et en totalité par les
médecins agréés de la Compagnie.

b) Médicaments et accessoires du traitement
médical :

Trois quarts des dépenses à la charge de la
Compagnie, gratuité de l'hospitalisation pen-
dant deux mois.

c) Salaires de maladie :

Moitié du salaire fixe jusqu'à concurrence
de six mois et quart du salaire fixe pendant
six autres mois. (Ces avantages étaient ré-
duits de moitié pour les agents non com-
missionnés).

(1) En fait tous les agents commissionnés en font partie.

d) *Veuves et orphelins :*

Frais funéraires fixés forfaitairement à un demi-mois de salaire fixe. Secours équivalent à deux mois de traitement.

b) *Dépenses à la charge de la Caisse de Prévoyance :*

Employés, agents et ouvriers commissionnés souscripteurs :

a) Soins médicaux (voir ci-dessus, § a).

b) Médicaments et accessoires du traitement :

Un quart des dépenses (la Compagnie ayant pris les trois autres quarts à sa charge).

c) Salaires de maladie :

Un quart de salaire fixe pendant huit jours. La moitié de ce salaire fixe depuis la huitième journée inclusivement jusqu'à concurrence d'une durée totale de six mois. Un quart pour chaque journée supplémentaire pendant une durée maximum de six autres mois. Au départ en retraite : une indemnité égale à un mois de traitement.

d) *Veuves et orphelins :*

Frais funéraires fixés forfaitairement à un mois de traitement. Secours égal à deux mois de traitement.

En résumé, l'agent bénéficiait donc des soins médicaux gratuits, de la gratuité complète des médicaments, des trois quarts de son traitement pendant huit

jours, de la totalité de son traitement jusqu'au sixième mois et de son demi traitement pendant six mois.

Il y a lieu de remarquer que ce régime était nettement meilleur que le précédent ; aussi la Compagnie a fait en sorte que les agents restés souscripteurs à la Caisse de 1870 bénéficient toujours *et automatiquement* des mêmes avantages que ceux affiliés à la Caisse de Prévoyance de 1911, c'est-à-dire qu'il leur est accordé pratiquement :

- Le traitement fixe entier pendant les six premiers mois de la maladie ;
- La moitié du traitement pendant les six mois suivants.

Quelques différences subsistent encore :

Les souscripteurs à la Caisse de Prévoyance de 1870 bénéficient de la totalité de leur traitement fixe pendant les huit premiers jours de maladie, alors que les souscripteurs à la Caisse de 1911 n'en perçoivent, en principe, que les trois quarts pendant cette même période (nous disons, en principe, car dans la majorité des cas la Compagnie rembourse à l'agent cette retenue du quart).

Par contre, les souscripteurs à la Caisse de 1870 ne bénéficient pas en principe, à leur départ en retraite, d'une allocation égale à un mois de traitement (1).

Ajoutons que, outre le salaire ou traitement fixe,

(1) Toutefois la Compagnie accorde le bénéfice de cette allocation aux agents dont la pension de retraite ne dépasse pas un certain chiffre (8.000 francs en 1934).

la Compagnie paie pendant les jours de maladie de l'agent l'indemnité de résidence complète ainsi que les allocations pour charges de famille.

Mécanisme financier des Caisses de Prévoyance

a) Participation des agents.

Toutes les Caisses de Prévoyance, celle de 1853 comme celles de 1870 et 1911, demandaient à leurs souscripteurs 1 % du traitement servant de base aux retenues pour les Caisses de retraites.

Toutefois, dans les règlements de 1853 et de 1870, il était prévu (ce qui n'a jamais eu lieu) (1) que la cotisation « en cas d'insuffisance prévue dans le règlement sur la répartition des secours est élevée momentanément par le Conseil d'Administration sur la proposition de la Commission Administrative », mais en aucun cas le montant de la cotisation des agents ne pouvait dépasser 2 %.

Les retenues versées par les agents des Caisses de Prévoyance étaient définitivement acquises et ne pouvaient faire l'objet d'aucun remboursement même partiel, à l'occasion ou à la suite de la cessation des services d'un souscripteur, quelle qu'en soit la cause.

(1) En 1922 apparut le premier déficit, la Compagnie décida de le prendre à sa charge ; il en fut de même pour les exercices suivants.

b) *Participation de la Compagnie.*

Dans les règlements de 1853 et de 1870, la Compagnie versait une somme égale au montant des cotisations versées par les agents ; en outre, elle faisait l'avance nécessaire en cas d'insuffisance à la fin de l'exercice.

L'excédent qui pouvait apparaître dans les comptes de la Caisse de Prévoyance de 1853 était reporté au bénéfice de l'exercice suivant ; mais pour la Caisse de Prévoyance de 1870, il fut décidé que cet excédent serait versé à la Caisse des Retraites ; la Commission du Contrôle de l'Etat en 1874, s'opposa, mais en vain (1), à ce mode d'utilisation des excédents de la Caisse ; elle aurait voulu qu'ils fussent portés en recettes en Compte d'Exploitation, diminuant ainsi la somme à réclamer à l'Etat, à titre de garantie d'intérêts.

Lors de l'établissement du règlement de 1911, la Compagnie décida de ne plus verser d'allocation à la Caisse, mais de prendre purement et simplement à sa charge le déficit annuel.

c) *Ressources diverses.*

Les amendes encourues par les agents et employés des divers services formaient une troisième catégorie de ressources prévues dans les règlements de 1853 et de 1870.

Il nous paraît utile, au sujet de cette catégorie de

(1) Arrêt du Conseil d'Etat du 26 Janvier 1883 au profit de la Compagnie de l'Ouest.

ressources, de reproduire une lettre curieuse adressée au Directeur de la Compagnie par le Gouvernement de la Commune en 1871 :

MINISTERE

DES

Paris, le 30 avril 1871.

TRAVAUX PUBLICS

SURVEILLANCE ET

CONTRÔLE

DES CHEMINS DE FER

Au Directeur de la Compagnie

du Chemin de fer de l'Est,

à Paris.

Citoyen,

« Un arrêté de la Commission exécutive en date
« du 27 avril 1871 dispose qu'aucune administration
« publique ou privée ne pourra plus désormais im-
« poser de retenues ou d'amendes aux employés et
« ouvriers dont les appointements, convenus d'avance,
« doivent être intégralement soldés. Il dispose, en
« outre, que toutes les amendes et retenues infligées
« depuis le 18 mars 1871 seront restituées aux
« ayants-droit dans un délai de quinze jours.

« Les considérants qui précèdent cet arrêté me
« dispensent de tout commentaire. Je m'attacherai
« seulement à faire ressortir qu'il indique, de la part
« de la Commune, l'intention formelle de ne pas se
« laisser distraire, même par les graves préoccupa-

« tions de la lutte, de l'application des principes
« souverains en vertu desquels le travailleur, quel
« qu'il soit, ouvrier, employé, paysan, doit rentrer en
« possession de l'intégralité de ses droits et du pro-
« duit de son travail.

« Je n'ignore pas que, dans les Administrations
« de Chemins de fer, le montant des amendes a été
« versé, jusqu'à ce jour, dans une caisse de secours
« avec laquelle on peut venir en aide aux employés
« ou ouvriers malheureux ; mais, en outre, que la
« répartition des secours est, la plupart du temps,
« abandonnée à l'arbitraire ou à des influences plus
« ou moins justifiées, il est certain que le secours
« lui-même est une offense directe à la dignité du
« travailleur, une atteinte à sa moralité.

« La Caisse de secours peut donc disparaître.

« Réintégré dans la plénitude de ses droits, le tra-
« vailleur saura bien, par sa seule initiative, se ga-
« rantir contre les éventualités de l'avenir.

« La révolution du 18 mars est assise sur une base
« inébranlable : La Justice : la revendication de la
« justice l'a fait naître ; c'est par la justice qu'elle
« triomphera.

« L'arrêté du 27 avril est une des conséquences
« logiques de cette révolution, c'est vous dire combien
« la Commune tient à son exécution. Je vous prie
« donc, cher citoyen, de vouloir bien, en m'accusant
« réception de cette dépêche, me faire connaître les
« mesures prises par vous pour assurer la restitution
« des amendes et retenues infligées depuis le 18 mars
« 1871.

« Je lirai d'ailleurs avec le plus grand intérêt les
« instructions que vous jugerez sans doute utile de
« donner, à cette occasion, dans vos différents ser-
« vices.

« Salut et fraternité.

« Le Contrôleur général des Chemins de fer,

« Signé : PAUL PIA ».

Ajoutons que vers 1900 les amendes avaient à peu
près disparu et que le règlement de la Caisse de
Prévoyance de 1911 ne prévoit plus ce genre un peu
spécial de ressources.

CHAPITRE II

Les accidents du travail

Bien avant la loi du 9 avril 1898 (1) sur les accidents du travail, la Compagnie s'est vivement intéressée au sort des agents blessés en service, même dans la plupart des cas où sa responsabilité n'était pas engagée.

Pour nous permettre d'apprécier tous ses généreux efforts en ce domaine, (soit avant, soit après 1898), rappelons brièvement les principes actuellement en vigueur de la loi ci-dessus :

L'ouvrier accidenté, en cas d'incapacité tempo-

(1) La loi du 9 Avril 1898 a été modifiée et améliorée par diverses lois dont celles des 31 Mars 1905, 6 Juillet 1920, 6 Janvier 1921 et 12 Avril 1922.

raire, a droit, à partir du cinquième jour, à une indemnité journalière égale à la moitié de son salaire.

En cas d'incapacité partielle et permanente, il a droit à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire.

En cas d'incapacité absolue et permanente, l'ouvrier a droit à une rente égale aux deux tiers du salaire annuel.

Lorsque l'accident est mortel, le conjoint, les enfants survivants et les ascendants, le cas échéant, bénéficient d'une rente viagère dont le montant est déterminé soigneusement par la loi dans les différents cas qui peuvent se présenter.

Les frais d'hospitalisation, médicaux, pharmaceutiques et les frais funéraires sont supportés par le Chef d'entreprise ; la victime peut toujours faire choix elle-même de son médecin et de son pharmacien.

Examinons maintenant et d'une façon sommaire les avantages accordés par la Compagnie de l'Est aux employés blessés au cours de leur travail :

Avant la loi de 1898

En 1853, en même temps qu'elle élaborait un règlement de Caisse de Prévoyance pour les agents atteints de maladie hors service, la Compagnie faisait un sort spécial, plus avantageux, aux agents atteints de blessures ou de maladies à l'occasion du service, que ces agents fussent souscripteurs ou non à la Caisse de Prévoyance ; l'article 5 du règlement de 1853 nous renseigne à ce sujet :

« Les employés et agents malades, si le rapport
« du médecin constate que leur maladie provient
« exclusivement de leur service, seront soignés aux
« frais de la Compagnie pendant trois mois, soit à
« leur domicile, soit à l'hospice, suivant leur désir ;
« dans le cas où ils préféreraient être soignés à leur
« domicile, les médicaments seront payés par la
« Compagnie et fournis sur l'ordre de son médecin,
« par le pharmacien qu'il aura désigné ; ils recevront
« l'intégralité de leur traitement pendant leur mala-
« die ; toutefois, si la durée de la maladie excède trois
« mois, le Comité de Direction statuera.

« En cas de décès, la Compagnie se charge des
« frais d'inhumation et le Comité de Direction sta-
« tuera, s'il y a lieu, sur le secours qu'il pourrait con-
« venir d'ajouter à celui accordé par l'article 3 » (en
l'espèce, deux mois d'appointements).

La situation faite aux agents accidentés était donc fort intéressante puisqu'ils touchaient intégralement leur salaire jusqu'à leur guérison ou la liquidation définitive de leur pension.

Pour le cas d'incapacité permanente ou de décès de l'ouvrier blessé, la Compagnie avait également institué, au début, des pensions, soit sous forme de secours annuels indéfiniment renouvelables, soit sous forme de rentes viagères, qui, pour les veuves notamment, présentaient l'avantage de ne pas être supprimées en cas de nouveau mariage.

De plus, à partir de 1892, la Compagnie décida de constituer, à l'aide d'un prélèvement sur ses recettes d'exploitation, le capital des rentes viagères à cons-

tituer en faveur de ses ouvriers victimes d'accidents du travail ou de leurs ayants-droit; de 1892 à 1899, les sommes ainsi prélevées s'élevèrent à près de deux millions.

Après la loi de 1898

En 1911, lors de la création d'une nouvelle Caisse de Prévoyance, les agents blessés en service, souscripteurs ou non à cette Caisse, eurent le bénéfice des avantages suivants :

- 1° La gratuité des soins médicaux ;
- 2° La gratuité des médicaments, appareils, bandages, bains, etc., prescrits par le médecin traitant ;
- 3° La gratuité de l'hospitalisation si le médecin traitant juge que le blessé ne peut être soigné à domicile ;
- 4° Le paiement de la totalité du traitement ou salaire fixe jusqu'à concurrence de trois mois, et de la moitié au-delà de ce terme ;
- 5° Les secours à la famille de l'agent décédé :

En cas de décès en service, la Compagnie assurait une allocation pour les frais funéraires, accordait à la veuve ou à défaut aux orphelins mineurs de l'agent une allocation de deux mois de son traitement ou salaire fixe, s'il appartenait au personnel commissionné, et d'un mois dans le cas contraire.

Mais les avantages ci-dessus énumérés ne se cumulaient pas avec les indemnités similaires prévues par les lois sur les accidents du travail. Les dispositions légales s'appliquaient automatiquement aux intéressés dans tous les cas où elles étaient plus favorables.

En résumé, actuellement, tout agent blessé en service peut, durant l'incapacité temporaire, opter pour les avantages indiqués plus haut ou pour ceux prévus par la loi sur les accidents du travail. En cas d'incapacité permanente ou de décès, c'est cette dernière seule qui est appliquée.

Comme on peut le voir, la loi de 1898 intéressait assez peu les employés de la Compagnie de l'Est atteints d'incapacité temporaire, et, à l'heure actuelle encore, ils n'ont guère avantage à invoquer la loi sur les accidents du travail, puisqu'ils reçoivent, d'après le Statut du Personnel (Livre II, article 3), leur traitement fixe entier, y compris l'indemnité de résidence et les allocations pour charges de famille, jusqu'au jour où le médecin du Réseau constate que l'intéressé peut reprendre son service ou jusqu'au jour de la mise à la réforme ; en contre-partie, le blessé est obligé de s'adresser au médecin de sa circonscription ; c'est une obligation bien anodine en vérité !

*
**

La préservation contre les accidents du travail

Une étude des avantages faits aux agents accidentés au cours de leur travail pourrait être complétée par l'étude des mesures de préservation prises par la Compagnie contre les accidents ; comme ces mesures n'ont pas un caractère essentiellement patronal, nous n'en donnerons qu'un court résumé :

La Compagnie de l'Est, bien que n'ayant pas créé d'organisme spécial chargé de la prévention des accidents du travail, s'est toujours vivement intéressée à cette question fort importante, autant pour la sécurité de l'ouvrier que pour la bonne marche de l'entreprise.

Les risques d'accidents sont très variables suivant les emplois, il faut noter parmi les agents les plus exposés :

Ceux qui sont affectés aux manœuvres des gares, surtout des gares de triage.

Ceux qui sont obligés de travailler ou de circuler sur les voies.

Pour ces agents, les mesures prises sont de deux sortes :

— des mesures générales : comme les visites médicales périodiques, les conférences accompagnées de projections, l'édition de brochures et d'affiches illustrées ;

— des mesures techniques comme : l'emploi de la perche à accrocher les wagons, d'appareils ralentisseurs spéciaux pour enrayer les wagons dans les gares de triage, d'appareils pour avertir les ouvriers travaillant sur la voie de l'approche des trains, la création de pistes pour circuler entre les voies, la pose de barrières protectrices, l'intensification de l'éclairage des voies.

De même, en ce qui concerne les ouvriers des ateliers et des dépôts du Service du Matériel et de la Traction, toutes les mesures nécessaires générales et techniques ont été prises et suivies d'effets heureux,

voici d'ailleurs quelques chiffres statistiques concernant ces ouvriers :

En 1913, le nombre d'accidents ayant entraîné une incapacité de travail d'au moins une journée était de 15,71 pour 100 agents à l'effectif.

Ce chiffre est monté à 26,71 en 1924. Cet accroissement du nombre des accidents a été constaté dans toutes les industries. Il est attribuable, presque entièrement au recrutement d'un personnel inexpérimenté.

De 1924 à 1929, il a baissé régulièrement. Il était de 25,56 en 1925, 22,35 en 1926, 19,74 en 1927, 17,74 en 1928, 16,76 en 1929.

Si l'on considère maintenant le cas particulier des ateliers de réparations de voitures, wagons et locomotives dont les conditions de travail peuvent être comparées à celles de l'industrie mécanique privée, on trouve qu'en 1929 cette proportion a été de 15,91 % (la brochure du Ministère du Travail donnait 24,7 % pour les Usines du Creusot, personnel français).

Pour ces mêmes ateliers, le taux de fréquence (nombre d'accidents par 100.000 heures de travail) a été, en 1929, de 7,91 (au Creusot 11,3). Il était de 8,43 en 1928.

Malgré toutes les mesures prises, la Compagnie de l'Est déplore, chaque année, un nombre important d'accidents dus, pour la plupart, à l'imprudence des victimes.

L'expérience a d'ailleurs démontré que les jeunes agents font preuve de beaucoup de prudence, mais que celle-ci décroît au fur et à mesure qu'ils se confirment dans leurs fonctions.

Les ouvriers plus anciens se croient, en effet, immunisés contre le danger et les recommandations les plus pressantes, voire même les sanctions disciplinaires, ne donnent généralement pas le résultat qu'on en pourrait attendre.

CHAPITRE III

L'organisation du Service Médical

La Compagnie de l'Est, comme d'ailleurs toutes les autres Compagnies, se devait d'avoir, dès l'origine, un Service Médical bien organisé. En effet, si pour le recrutement de nombreuses professions, l'aptitude physique joue un rôle limité, il n'en est pas de même pour l'exploitation du chemin de fer où les emplois sédentaires sont peu nombreux en regard des emplois dits du « Service actif ».

La vigueur physique est nécessaire au cheminot astreint à des horaires variés, travaillant au dehors par tous les temps, à des besognes quelquefois fort pénibles ; des qualités physiques plus complètes encore doivent être exigées du mécanicien, du chauff-

feur, du chef de train, qui, outre un travail pénible, assument une lourde responsabilité pour la conduite des trains.

Un Service Médical bien organisé est donc nécessaire à une Compagnie de Chemins de fer, puisque :

— une sélection rigoureuse s'impose à l'entrée en service ;

— des visites périodiques et fréquentes doivent permettre d'éliminer les agents fatigués ou diminués physiquement ;

— des soins immédiats doivent pouvoir être donnés aux voyageurs victimes d'accidents et aux agents malades ou blessés en service ;

— une hygiène rigoureuse doit être observée dans les voitures et les locaux mis à la disposition des voyageurs et des agents.

La Compagnie a donc, dès le début de l'exploitation du réseau, veillé avec soin à la parfaite organisation d'un Service Médical, et elle a employé ce Service Médical non seulement pour les besoins de l'exploitation, mais surtout pour les agents malades ou blessés en dehors de leur service.

Il est d'ailleurs impossible de discriminer la part de dépenses du Service Médical se rapportant à la bonne marche de l'exploitation et la part ayant un caractère patronal ; mais on peut affirmer que celle-ci l'emporte de loin.

A l'heure actuelle, le Réseau est découpé, divisé en 270 circonscriptions régionales environ, confiées chacune à un Docteur en médecine, le tout sous la direction d'un médecin chef résidant à Paris ; à l'ori-

gine, l'organisation médicale était naturellement moins complète, elle s'est étoffée avec les années.

Voici quelques dates concernant la création des premières circonscriptions médicales.

Paris-la-Villette en 1849 ; Châlons, Vitry-le-François, Bar-le-Duc en 1851 ; Nancy, Commercy, Strasbourg, Lunéville, Toul, Saverne en 1852 ; Metz en 1853 ; Reims en 1854 ; Saint-Louis, La Ferté-sous-Jouarre en 1856 ; Vincennes, la ligne de Paris à Nan-gis en 1857 ; Epernay en 1858...

Les circonscriptions furent créées au fur et à mesure de la construction et de la mise en exploitation des lignes; en 1896, date à laquelle le Réseau fut à peu près terminé, le Service Médical fonctionnait dans 180 circonscriptions régionales.

A partir de 1900, les régions médicales furent complétées petit à petit par la création d'un corps de Médecins spécialistes (chirurgiens, ophtalmologistes, oto-rhino-laryngologistes, radiographes, neuropsychiâtres), de chirurgiens de grand secours (pour les cas d'accidents ferroviaires graves), de médecins examinateurs de candidats, l'ensemble formant un effectif de soixante spécialistes environ.

Le Service Médical a été doté en outre des dentistes, baigneurs, bandagistes, masseurs, opticiens, nécessaires pour le traitement des malades.

De nombreux pharmaciens ont été successivement agréés sur toute l'étendue du réseau pour les fournitures de médicaments, ils sont actuellement plus de 350.

Pour permettre à cette vaste organisation de fonc-

tionner normalement et de produire tous ses effets, les locaux nécessaires ont été mis à sa disposition dans toutes les gares importantes, ainsi que les produits pharmaceutiques essentiels et le matériel nécessaire, les trains de voyageurs ont été pourvus de boîtes de secours, les dépôts et les ateliers possèdent des boîtes de pharmacie et de pansements multiplast ; on a publié un règlement très détaillé pour tout ce qui concerne l'entretien, le renouvellement des boîtes de secours, des boîtes de pansements individuels, etc. ; on y trouve même l'article suivant, qui montre bien la minutie avec laquelle l'organisation a été faite :

« Il est délivré, d'autre part, dans certaines régions
« du Réseau et sur demande du Service de la Voie,
« des nécessaires (flacons auto-injecteurs de sérum)
« contre la morsure des vipères, aux agents de ce
« service occupés à la tonte des haies. »

*
**

L'Assistance sociale

Un service d'assistance sociale a été créé, de 1928 à 1930, dans trois des gros centres ferroviaires où d'importantes cités avaient été fondées par la Compagnie : Vaires-Torcy (S.-et-M.), Lumes-Charleville-Mézières-Mohon, Blainville (près de Nancy).

On pourrait s'étonner de la création d'un tel organisme, l'employé de chemins de fer étant garanti contre les principaux risques de l'existence : le chô-

mage, les charges d'une famille nombreuse, la maladie, l'accident du travail, la vieillesse et la mort ; il semble donc faire double emploi avec les diverses institutions patronales de la Compagnie, avec le Service Médical notamment.

Le rôle assigné au Service social, créé par une Compagnie de Chemins de fer, ne correspond pas d'ailleurs tout à fait à celui que lui attribuait en principe une conférence internationale de 1928 :

« Le Service social est l'ensemble des efforts
« visant :

« A soulager les souffrances provenant de la misère
« (assistance palliative).

« A replacer les individus et les familles dans des
« conditions normales d'existence (assistance cura-
« tive).

« A prévenir les fléaux sociaux (assistance préven-
« tive).

« A améliorer les conditions sociales et à élever
« le niveau de l'existence (assistance constructive)... »

Seul, pratiquement, les deux derniers points de ce programme, c'est-à-dire l'assistance préventive et l'assistance constructive, peuvent retenir l'attention de l'assistante sociale d'une Compagnie de Chemins de fer, puisque le cheminot, travaillant d'une façon continue, étant protégé contre les principaux risques de l'existence, est, en principe, à l'abri de la misère.

C'est d'abord dans un lieu bien déterminé que l'assistante sociale aura à jouer son rôle : la cité.

C'est une tâche bien déterminée qu'elle aura à remplir, tâche dont les effets, sans se confondre avec ceux

des autres œuvres sociales créées par la Compagnie, les complètera harmonieusement, tâche qui s'exercera aussi bien dans le domaine social que dans le domaine médico-social.

C'est surtout pour la famille que l'assistance sociale est créée, pour la mère, cœur et force vitale de la famille, pour l'enfant, espoir du foyer et de la patrie.

La jeune femme des cités, le plus souvent mariée à peine sortie de l'adolescence, ou n'ayant eu avant le mariage que peu de loisirs par le fait d'un travail intensif, très vite chargée d'enfants, voit sa préparation à la maternité, à ses devoirs d'épouse et de maîtresse de maison très restreinte, sinon nulle ; elle n'a très souvent que des notions fort incomplètes de puériculture.

Pour chaque femme d'employé, pour chaque mère de famille, l'assistante sociale devient la conseillère à laquelle on ose demander service et encouragement ; à quelques-unes, elle apprend les principes essentiels de puériculture et d'hygiène, à d'autres, les notions indispensables à la bonne tenue du logis ; en chaque foyer, elle passe avec son cœur très humain, son esprit d'ordre, de charité et de dévouement.

Pour l'enfance, le rôle de l'assistance sociale joue avant, pendant et après la naissance ; avant la naissance, des consultations prénatales sont établies avec l'aide du Service Médical ; pendant la naissance, l'assistante aide la jeune maman pour que la tenue du ménage ne souffre pas trop, pour que les autres enfants ne manquent de rien ; après la naissance, par la consultation des nourrissons, la création de crèches,

de garderies, de jardins ; l'enfant est suivi par l'assistante qui, au besoin, provoque son envoi dans des établissements de cure appropriés, dans des colonies de vacances, dans des patronages.

En faveur de la famille en général, elle intervient pour l'observation, dans la cité, des règles d'hygiène générale, pour suggérer aux services compétents des améliorations dans l'aménagement général de la cité, pour donner des soins urgents aux agents ou à leur famille, pour aider au placement des jeunes gens et des jeunes filles.

En outre, l'assistante signale au Directeur de la Compagnie les cas douloureux qu'elle rencontre, provoque les secours ou les prêts opportuns qui permettront à un agent chargé de famille de franchir un moment difficile, car s'il est vrai que les allocations pour charges de famille permettent au cheminot d'élever convenablement de nombreux enfants, ce n'est plus exact quand ces allocations sont presque entièrement absorbées par les frais des maladies successives et multiples des enfants.

C'est un rôle limité, mais néanmoins complexe, que les jeunes femmes assistantes sociales ont à jouer, aussi ces postes n'ont-ils été confiés qu'à un personnel d'élite. Ce personnel, d'autre part, n'est pas commissionné, ce qui lui permet d'évoluer plus facilement sans être astreint à certaines règles hiérarchiques.

Il est difficile, eu égard à la jeunesse de cette institution sur le Réseau de l'Est, d'en constater, dès maintenant, tous les effets bienfaisants, pas plus que de donner des renseignements détaillés sur son acti-

vité (1), mais il n'est pas douteux, d'après les premiers résultats acquis, que ce service prendra une certaine extension dans un avenir proche, par un nombre plus grand d'assistantes et par son intervention dans toutes les cités fondées par la Compagnie.

(1) Ces renseignements porteraient notamment sur le nombre de consultations de nourrissons, sur le nombre de visites faites à domicile ou reçues à la permanence, sur les secours en argent ou en nature et le nombre des bénéficiaires, sur le nombre d'enfants hospitalisés ou envoyés dans les sanatoria ou les colonies de vacances,... tous éléments qui figurent dans des rapports mensuels adressés au Directeur de la Compagnie par chaque assistante sociale.

CHAPITRE IV

L'intervention de la Compagnie de l'Est contre certains fléaux sociaux

Examinons deux points particuliers sur lesquels l'activité du Service Médical de la Compagnie de l'Est a eu une influence particulièrement heureuse :

- 1° l'observation des règles d'hygiène générale ;
- 2° la lutte antituberculeuse.

*
**

1° L'observation des règles d'hygiène générale

Vers 1880, la Compagnie a institué un service gratuit d'examen bactériologique et microbiologique des eaux destinées à la consommation de ses agents et des voyageurs dans toutes les gares, stations, dépôts et

ateliers, maisons de gardes-barrières et autres établissements. Elle faisait procéder dans ses laboratoires à l'analyse de toutes les eaux suspectes et, si elle en constatait l'insalubrité, elle faisait exécuter, à ses frais, les travaux nécessaires à leur remplacement, ou bien, quand cela était reconnu impraticable, elle mettait gratuitement à la disposition des intéressés des filtres perfectionnés dont elle assurait l'entretien.

On trouve, dans le rapport fait aux Actionnaires à l'Assemblée du 30 Avril 1895, les précisions suivantes :

« A la fin de l'année 1894, 613 puits ou autres prises d'eau avaient fait l'objet d'analyses ou d'études d'amélioration ; 134 de ces alimentations avaient été améliorées au moyen de filtres Chamberland, système Pasteur, et 140 au moyen de travaux divers, tels que création de citernes, creusement de nouveaux puits, curages, assainissements, etc..., enfin 134 autres étaient à l'étude. Cette question de l'alimentation en eau potable, qui intéresse à un si haut degré la santé de notre personnel et des voyageurs continue à être, de notre part, l'objet de l'attention la plus soutenue. »

Le règlement du Service Médical oblige d'ailleurs le Médecin chef à inspecter tous les locaux mis à la disposition du Service Médical et du point de vue de l'hygiène, les autres établissements du Réseau, de même, les médecins de circonscriptions sont chargés :

1° de surveiller l'hygiène des locaux de la Compagnie affectés au Service, ainsi que ceux dans lesquels la Compagnie loge son personnel ;

2° de signaler au Chef du Service Médical toutes les déficiences constatées et de lui faire des propositions utiles (nettoyage, désinfection, modification des locaux, etc...).

La lutte contre l'alcoolisme

Bien avant la guerre, la Compagnie a pris une part active, de concert avec les Pouvoirs Publics, à la campagne antialcoolique ; voici notamment quelques lignes d'un rapport publié en 1900 par M. Lemercier, alors Secrétaire Général de la Compagnie :

« Quoique le personnel des Chemins de fer soit
« justement renommé pour sa tenue et sa sobriété, la
« Compagnie a considéré comme un devoir d'appeler
« récemment l'attention de ses agents sur les dangers
« de l'alcoolisme sous toutes ses formes : abus de vin
« ou de bière, habitude du petit verre ou de la goutte
« du matin, usage même modéré des liqueurs spiri-
« tueuses, consommations même accidentelles des
« prétendus apéritifs en général, et de l'absinthe en
« particulier. Une première série de conférences anti-
« alcooliques a déjà été donnée au personnel sur dif-
« férents points du Réseau par les Membres de l'Acadé-
« mie de Médecine, des médecins des hôpitaux de
« Paris et d'autres spécialistes distingués ; la Com-
« pagnie a décidé de poursuivre cette campagne et de
« la renouveler s'il y a lieu, pour prémunir, autant
« qu'il dépend d'elle, ses employés et ouvriers contre
« un des périls les plus graves qui puissent les mena-
« cer. »

2° La lutte contre la tuberculose

La Compagnie de l'Est, bien avant la guerre, s'était occupée de la lutte contre la tuberculose ; mais c'était la période d'essai, la campagne contre ce fléau mal connu n'avait pas l'ampleur actuelle. Vers 1902, la Compagnie avait fondé quelques lits dans des sanatoria tels que ceux de Bligny (3 lits, le 16 Janvier 1902) près de Paris, et de Lay-St-Christophe, près de Nancy (3 lits, le 5 Juin 1902). La Compagnie assurait, en outre, bien modestement d'ailleurs, aux fils et aux filles de ses agents des conditions exceptionnelles de prix et de traitement dans l'établissement modèle de la Société de San Salvadour, à Hyères (Var) ; en ce qui concerne ce dernier établissement, notons, à cette époque, une circulaire assez caractéristique, qui fut adressée, le 25 Mai 1905, au personnel du Réseau par le Directeur de l'époque, M. Barabant, et que nous croyons intéressant de reproduire :

« Le Directeur de la Compagnie croit rendre service au personnel en appelant son attention sur le
« Sanatorium Anne-Marie de San Salvadour (Hyères),
« **destiné aux enfants de la classe moyenne, malades**
« ou débiles, à l'exclusion de ceux atteints de maladies contagieuses.

« Cet établissement, situé près de la station climatique d'Hyères, est installé au milieu d'un grand
« parc exposé en plein midi et descendant du flanc de
« la montagne jusqu'à la Méditerranée. Il comprend
« des aménagements distincts pour cures d'air et pour
« cures maritimes, établis les uns et les autres dans

« des conditions exceptionnelles de confort et d'hygiène.

« On y reçoit les enfants des deux sexes, âgés de 3 à 12 ans. Le prix de la pension est fixé à 3 fr. 50 par jour (ce prix ne comporte pas de supplément). Les enfants n'ont à apporter aucun trousseau ; ils sont entièrement vêtus pendant la durée de leur séjour par les soins du sanatorium, les enfants d'agents de la Compagnie pourront y être admis à raison de 2 fr. 50.

« Les sommes dues par les agents seront payées directement par la Compagnie qui en fera ainsi l'avance. Les intéressés se libéreront au moyen de retenues mensuelles dont ils fixeront eux-mêmes le montant qui devra toutefois ne pas être inférieur à la moitié du prix de la pension (1 fr. 25 par jour), de telle sorte que le remboursement soit effectué dans un délai représentant au maximum le double du temps d'hospitalisation de l'enfant.

« En outre, le Conseil d'Administration de la Compagnie a bien voulu ouvrir un crédit spécial destiné à aider, dans une certaine mesure, les agents dignes d'intérêt qui ne seraient pas en situation de supporter intégralement les frais d'entretien de leurs enfants à San Salvador... »

L'intention était excellente, si la participation était de peu d'importance, il nous faut d'ailleurs arriver à la période d'après-guerre pour constater une activité considérable, parallèle d'ailleurs à la lutte antituberculeuse engagée par les Pouvoirs Publics, et à l'action du Comité National contre la tuberculose fondé en

1918, alors que les vides laissés par la guerre faisaient apparaître plus graves les décès causés par cette maladie.

Un grand effort fut accompli pour prévenir et guérir la tuberculose, sous l'impulsion notamment de M. Riboud, alors Directeur de la Compagnie.

Pour faciliter le dépistage de la tuberculose, des prescriptions détaillées furent introduites dans le Règlement du Service Médical.

En voici les principales dispositions :

« Le dépistage précoce de la tuberculose doit être
« une des préoccupations principales des Médecins
« du Réseau.

« Il leur est recommandé d'adresser tous les agents
« suspects au dispensaire local ou aux consultations
« des Médecins spécialistes du Réseau, pour examens
« complémentaires et, en particulier, radioscopie du
« thorax.

« Lorsqu'un agent est reconnu atteint de tuberculose pulmonaire ou pleurale et que son cas paraît
« justiciable d'une cure sanatoriale, le Médecin doit
« aviser le Chef du Service Médical.

« L'intéressé est convoqué à Paris pour y subir
« une visite et être, s'il y a lieu, dirigé soit sur la Maison de Cure de Séricourt, soit, sur proposition
« spéciale faite au Directeur par le Chef du Service
« Médical, sur un sanatorium agréé par le Réseau.

« La Maison de Cure de Séricourt, sanatorium de la Compagnie, est destinée aux agents atteints de
« tuberculose pulmonaire ou pleurale curable. Les
« malades en poussée évolutive et ceux chez qui l'im-

« portance des lésions pulmonaires ne permet pas
« d'espérer la guérison, ne peuvent y être admis.

« Les agents atteints de tuberculose chirurgicale
« (osseuse, articulaire, ganglionnaire, génitale, etc...)
« peuvent être renvoyés au sanatorium à Berk-Plage,
« à la condition que l'intégrité de leurs poumons ait
« été vérifiée radiologiquement et, au besoin, bacté-
« riologiquement.

« La prophylaxie de la tuberculose doit marcher
« de pair avec son traitement.

« Le Médecin du Réseau doit attirer l'attention
« des agents contagieux sur les précautions à prendre
« vis-à-vis de leur famille, leur remettre une ordon-
« nance de prophylaxie, un crachoir et un flacon de
« désinfectant.

« Le Médecin doit également recommander aux
« malades de faire examiner leur famille par le dis-
« pensaire local. »

Des centres de radiologie ont été créés dans les centres importants du Réseau où se trouvent réunis un grand nombre d'agents, comme Paris, Epernay (ateliers), Blainville près de Nancy.

Dans la première période de son intervention, la Compagnie a cherché à favoriser la construction et le développement d'établissements de cure antituberculeuse en accordant des secours financiers à des œuvres d'origine professionnelle pour la plupart.

Elle a surtout aidé puissamment, de concert avec les autres Réseaux, soit par des subventions, soit par la prise en charge des frais de séjour, les sanatoria de Ris-Orangis (cheminots hommes) et de Champrosay

(cheminots femmes), créés près de Paris (trop près de Paris, d'ailleurs), par un groupement d'employés de chemins de fer.

De même, elle a aidé à la fondation des préventoria d'Asnelles créés par « L'œuvre des Enfants des Chemins de fer français », dans le Calvados.

Cependant, malgré ces interventions, le nombre des lits, mis à la disposition de la Compagnie, était trop faible; en effet une lutte continue, rationnelle, ne peut donner son maximum d'effets que si le traitement complet peut être appliqué immédiatement.

La Compagnie résolut donc d'avoir en propre un établissement de cure antituberculeuse.

La Maison de Cure de Sérécourt

Après deux années de recherches pour trouver un emplacement favorable, la Compagnie de l'Est a acquis, en 1929, le château de Sérécourt, domaine de plus de 130 hectares, situé sur le territoire de la commune de Bussièrès, près de la Ferté-sous-Jouarre, et construit vers le milieu du XIX^e siècle par Eugène Scribe ; ce domaine est à cheval sur le plateau qui sépare la vallée de la Marne de celle du Morin, dans un site fort pittoresque ; il avait été d'ailleurs examiné avec soin par le Docteur Léon Bernard, professeur à la Faculté de Médecine qui l'avait jugé favorable, tant pour la perméabilité de son sous-sol que par la configuration du terrain, bien exposé et protégé des vents du Nord et Nord-Est.

Dans la partie Nord de cette propriété, a été construite la maison de cure proprement dite, vaste bâtiment de plus de 120 mètres de longueur, à deux étages sur sous-sol, complété par une magnifique galerie de cure, disposée sous la terrasse-promenoir du rez-de-chaussée.

Nous n'entrerons pas dans le détail de la construction ni de l'aménagement pour lesquels on s'est conformé aux lois de la technique la plus récente, soit au point de vue du confort, soit au point de vue architectural, soit surtout au point de vue médical.

L'installation chirurgicale a été faite très soigneusement ; elle permet d'y pratiquer toutes les interventions ayant fait leur preuve dans le traitement de la tuberculose pulmonaire.

L'Administration de la Maison de Cure et les soins médicaux sont assurés par un médecin directeur et un médecin assistant. Le personnel d'exécution est composé d'une quinzaine de sœurs de l'ordre des Sœurs du Très-Saint-Sauveur et d'une dizaine d'orphelines. L'achat du domaine, la construction et l'installation de la Maison de Cure ont coûté près de 11.500.000 francs.

Cette Maison de Cure, qui a été ouverte le 15 Juin 1931, peut traiter près de 120 malades, elle n'est d'ailleurs pas réservée aux seuls agents de la Compagnie de l'Est, elle reçoit, dans la mesure des places disponibles, des malades envoyés par les autres Réseaux. Les dépenses de fonctionnement et d'entretien d'un établissement de cette envergure se sont élevées à près d'un million de francs en 1934 (non compris les

charges annuelles du capital d'établissement).

Outre un traitement minutieusement appliqué, un séjour rendu très agréable par diverses distractions qui lui sont offertes, l'agent a encore d'autres avantages :

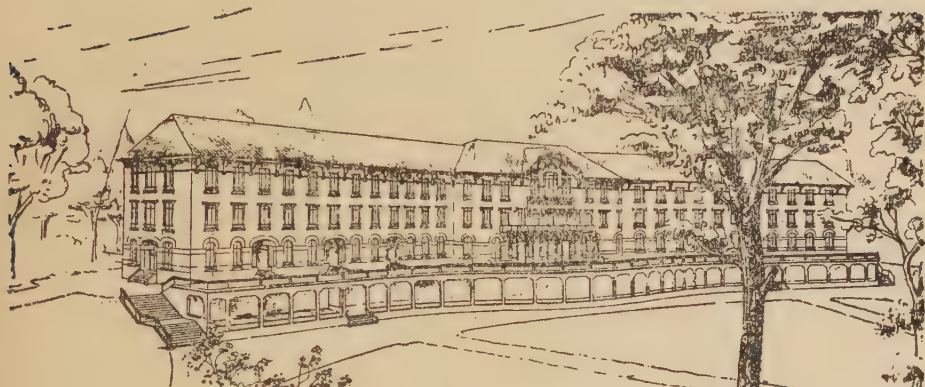
Le bénéfice de la demi-solde est tout d'abord maintenu sans limitation de durée aux agents mariés ou chargés de famille.

La participation des intéressés aux frais de séjour est libéralement comprise : les agents, pères de familles, jouissent de la gratuité complète ; les agents mariés, sans enfant, ne paient que pendant la période où ils jouissent de la solde entière et seulement un prix égal à un 120^e de leur traitement mensuel par journée de séjour ; les autres agents versent journellement, pendant la période à solde entière, 1/60^e de leur traitement mensuel, plus 1/30^e de leur indemnité de résidence, et la moitié de ces sommes pendant la période à demi solde.

Cette Maison de Cure aide, d'une façon fort efficace, la Compagnie dans sa lutte contre la tuberculose, puisqu'elle permet de traiter immédiatement l'agent signalé par le Service Médical ; d'autre part, les agents qui ont besoin d'une cure spéciale sont envoyés dans des établissements spéciaux comme les sanatoria de Berk-Plage ou les sanatoria d'altitude et, de plus, il faut noter que le personnel féminin continue à être soigné au sanatorium spécialisé de Champrosay.

Nous présentons en annexe le plan de la Maison de cure de Séricourt.

LA MAISON DE CURE DE SERICOURT (Seine-et-Marne)

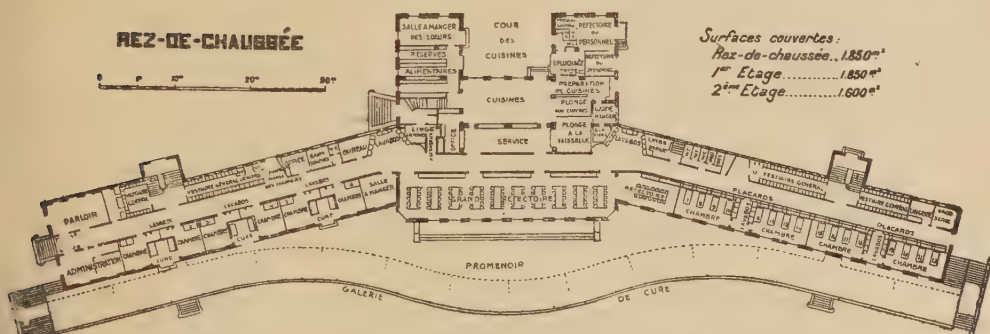


Architecte : M. Sainsaulieu.

REZ-DE-CHAUSSEE

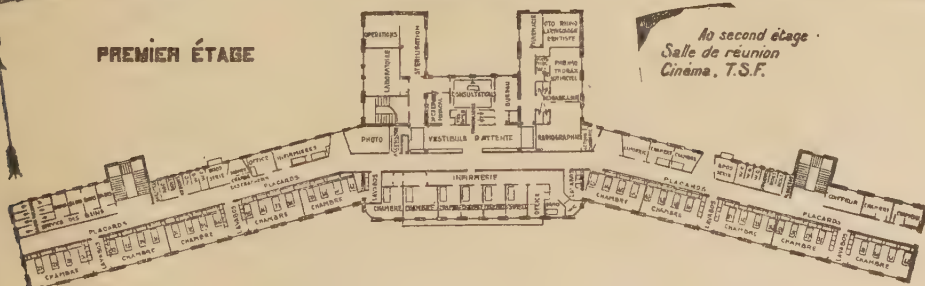
0 10 20 30

Surfaces couvertes :
Rez-de-chaussée.....1830^{m²}
1^{er} Etage.....1830^{m²}
2^{ème} Etage.....1600^{m²}



PREMIER ÉTAGE

À 2^{ème} étage :
Salle de réunion
Cinéma, T.S.F.



Vue perspective de la façade sud
(à la partie inférieure la galerie de cure).

(Extrait de « La Gare de l'Est », Paris 1931).

Dépenses pour la maladie

Nous présentons ci-après le relevé annuel des dépenses que la Compagnie a faites pour ses agents malades ; il est malheureusement incomplet, notamment en ce qui concerne les salaires payés aux agents malades et qui se composent en effet des quatre éléments principaux suivants :

a) la partie du traitement proprement dit à la charge de la Compagnie et qui seule figure sur le relevé que nous avons établi.

b) la partie du traitement proprement dit payée par les Caisses de Prévoyance et qu'on peut évaluer à 50 % de la partie supportée par la Compagnie.

c) l'indemnité de résidence payée par la Compagnie aux agents malades et qu'on peut évaluer à 25 % du traitement pris en charge par la Compagnie.

d) les charges de familles payées aux agents malades et qu'on peut évaluer à près de 20 % de l'élément indiqué au § a.

En comparant les dépenses de maladie figurant sur le tableau aux dépenses d'exploitation proprement dites, on obtient le pourcentage suivant :

Année	1913		1,50	%
»	1920 ⁸		1	%
»	1926		1,10	%
»	1934		1,85	%

Une statistique des dépenses de maladie moyennes par agent ne semble pas présenter d'intérêt, étant don-

né l'extrême diversité des professions, et partant des risques de maladie, qui composent l'effectif d'une Compagnie de Chemins de fer.

ANNÉES	DÉPENSES DU SERVICE MÉDICAL (y compris les médica- ments et les frais d'hos- pitalisation)	SALAIRES PAYÉS AUX AGENTS MALADES (non com- pris les salaires payés par la Caisse de prévoyance)	DÉPENSES DE LA COMPAGNIE POUR LA CAISSE DE PRÉVOYANCE	TOTAL DES DÉPENSES PRISES EN CHARGE PAR LA COMPAGNIE EN MILLIERS DE FRANCS
1896	0,240	1,025	0,371	1,636
1897	0,235	1,035	0,375	1,645
1898	0,241	1,110	0,380	1,731
1899	0,255	1,144	0,385	1,784
1900	0,257	1,256	0, 395	1,908
1901	0,256	1,107	0,402	1,765
1902	0,261	1,220	0,409	1,890
1903	0,256	1,260	0,415	1,931
1904	0,255	1,316	0,419	1,990
1905	0,261	1,462	0,421	2,144
1906	0,263	1,520	0,428	2,211
1907	0,286	1,723	0,451	2,460
1908	0 296	1,646	0,471	2,413
1909	0,311	1,729	0,486	2,526
1910	0,535	1,620	0,498	2,453
1911	0,362	1,681	0,447	2,490
1912	0,407	1,722	0,472	2,601
1913	0,436	1,747	0,490	2,673
1914	0,403	1,709	0,437	2,549

ANNÉES	DÉPENSES DU SERVICE MÉDICAL (y compris les médica- ments et les frais d'hos- pitalisation)	SALAIRES PAYÉS AUX AGENTS MALADES (non com- pris les salaires payés par la Caisse de Prévoyance)	DÉPENSES DE LA COMPAGNIE POUR LA CAISSE DE PRÉVOYANCE	TOTAL DES DÉPENSES PRISES EN CHARGE PAR LA COMPAGNIE EN MILLIERS DE FRANCS
1915	0,416	1,860	0,557	2,833
1916	0,505	1,990	0,650	3,145
1917	0,591	2,494	0,856	3,941
1918	0,662	3,572	1,401	5,635
1919	1,082	4,545	1,600	7,227
1920	1,623	5,141	1,212	7,976
1921	1,940	7,137	1,939	11,016
1922	2,012	7,431	2,153	11,596
1923	2,339	7,357	2,480	12,176
1924	2,661	7,226	2,324	12,211
1925	3,045	8,497	2,259	13,801
1926	3,780	8,235	2,105	14,120
1927	4,657	11,282	1,967	17,906
1928	5,107	10,130	2,455	17,692
1929	6,358	11,994	3,933	22,285
1930	7,236	11,924	3,558	22,718
1931	8,894	14,153	4,417	27,464
1932	9,079	13,203	3,710	25,992
1933	9,429	13,526	5,048	28,003
1934	10,055	13,091	4,812	27,958

TITRE III

TITRE III

MESURES PRISES EN FAVEUR DE LA VIEILLESSE ET DE L'INVALIDITE PREMATUREE

Les Caisses de Retraites

AVANT-PROPOS

Le problème des retraites est d'une ampleur sociale et économique autrement considérable que celui des secours à apporter à l'agent malade ; ces secours présentent surtout un caractère d'urgence, leur répercussion financière, sans être négligeable, n'a pas l'importance de celle des retraites ; elle est fonction de facteurs variés et variables, de l'état sanitaire général,

de la qualité des mesures préventives, du soin apporté au recrutement des nouveaux agents... La maladie est un accident... La vieillesse est une certitude pour la majorité...

Dans une communication faite, en 1907, au Congrès de la Société d'Economie sociale, M. Marcel Lemerrier, alors Secrétaire Général de la Compagnie de l'Est, soulignait la valeur sociale des retraites accordées aux Employés de Chemins de fer :

« Autant et peut-être plus encore que la plupart des
« fonctionnaires, l'agent de chemins de fer peut, en
« effet, être considéré comme le type du travailleur
« sans fortune, ou pour mieux dire, il n'a le plus sou-
« vent d'autre fortune que le capital représenté par
« sa propre personne et qui, diminuant chaque jour
« par la fatigue et par l'âge, semble condamné à dis-
« paraître définitivement avec la mort. Dans ces
« conditions, étant donné que, d'une manière génér-
« ale, toute valeur, tout capital peut faire l'objet
« d'une assurance contre les risques de dépréciation
« ou de destruction auxquels ils se trouvent exposés
« il était à prévoir que, tôt ou tard, les Compagnies
« de Chemins de fer, conscientes de leur devoir pa-
« tronal et de leur propre intérêt, ne voudraient pas
« laisser leurs agents placer indéfiniment à fonds
« perdu leur capital humain et qu'elles leur fourni-
« raient, sous une forme ou sous une autre, les moyens
« d'assurer cette valeur spéciale dont la garantie est
« pratiquée en Angleterre, depuis le commencement
« du XVIII^e siècle, par des entreprises privées. »

D'un point de vue social moins profond, mais plus

humain, M. Jacqmin, ancien Directeur de la Compagnie, disait de son côté :

« Lorsque nous engageons un homme pour un service que nous savons être permanent, nous ne devons pas oublier que, derrière le mécanicien, l'agent de train, il y a un homme ; que cet homme est soumis aux accidents, aux maladies ; que la vieillesse l'atteindra. Pour ma part, je serais profondément attristé si je voyais un brave homme du chemin de fer, ayant 25 ou 30 années de bons services, réduit à tendre la main à la porte de l'une de nos gares. »

Sur le plan financier, le problème des retraites n'est pas toujours facile à résoudre, il dépend notamment des crises que nous traversons à intervalles rapprochés ; il n'est pas commode de conserver au montant d'une pension toute sa valeur économique, sans fausser le mécanisme financier qui a servi à le déterminer ; de plus, il faut que l'entreprise s'impose de lourds sacrifices, étant donné l'importance des sommes à mettre en réserve, si l'on veut que la pension de retraite ne soit pas un simple secours de misère.

Il n'est pas simple d'exposer les divers régimes de retraites instituées successivement par la Compagnie de l'Est ; par suite des ajustements multiples effectués au cours des années, pour tenir compte, soit de la situation des agents et de leur famille, soit de la situation économique générale ; en effet, on ne compte pas moins de 6 régimes de retraites, ceux de 1853, 1862, 1879, 1891, 1911 et 1934, les quatre premiers dus à l'initiative généreuse de la Compagnie, les deux autres imposés par le législateur.

Aussi, pour permettre une comparaison plus facile des dispositions de ces divers régimes, on examinera pour chacun d'eux les sept points essentiels suivants :

1° L'origine et les causes de l'institution du règlement ;

d'une pension de retraites ;

2° Les catégories d'agents appelés à bénéficier

3° Le mécanisme financier de la Caisse (1) (Participation de la Compagnie, participation des agents, autres sources de revenus) ;

4° Les conditions d'âge et de service requises, pour l'allocation d'une pension (Conditions normales et conditions exceptionnelles) ;

5° Montant de la pension acquise aux agents ;

6° L'attribution de pensions aux veuves et aux orphelins (Conditions ordinaires et conditions extraordinaires) ;

7° Le sort des cotisations versées par l'agent congédié, démissionnaire ou décédé.

Si nous réservons un paragraphe spécial à la question des cotisations versées par l'agent congédié, démissionnaire ou décédé, malgré le peu de développement que ce point comporte, c'est pour bien marquer qu'à la Compagnie de l'Est, les cotisations sont presque toujours restées la propriété des agents, en oppo-

(1) Notons que contrairement aux errements suivi par la plupart des autres réseaux (Nord, Ouest, Orléans, Paris-Lyon (Méditerranée), la Compagnie de l'Est n'a jamais eu recours à un organisme étranger au réseau, comme la Caisse Nationale des Retraites pour la vieillesse par exemple, pour assurer le service des pensions.

sition avec la situation, beaucoup moins favorable faite, encore à l'heure actuelle, aux fonctionnaires. En effet, les fonctionnaires, quittant l'administration avant l'âge requis pour avoir droit à pension, perdent les cotisations versées au cours d'une carrière qui a pu être longue.

A la fin de cette étude, on présentera le relevé des versements annuels totaux effectués par la Compagnie de l'Est pour les retraites et on établira le rapport de ces versements aux dépenses d'exploitation proprement dites.

CHAPITRE PREMIER

La Caisse des Retraites de 1853

Le 28 Septembre 1853, c'est-à-dire quatre ans seulement après l'ouverture à l'exploitation du premier tronçon de ligne (Paris à Meaux, 1^{er} Juillet 1849), le Comte Eugène de Ségur, Président du Conseil d'Administration, présentait ainsi la création de la première Caisse des Retraites de la Compagnie de l'Est à l'Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires, réunie pour transformer la Compagnie du Chemin de fer de Paris à Strasbourg en « Compagnie des Chemins de fer de l'Est » (1).

(1) La première Caisse des Retraites qui ait été instituée au profit du personnel des Chemins de fer français fut fondée en 1850 par les deux Compagnies de Paris à Rouen et de Rouen au Havre qui devaient fusionner en 1855 pour constituer avec trois autres sociétés le réseau de la Compagnie de l'Ouest.

« Depuis bientôt huit ans, le Conseil d'Adminis-
« tration n'a eu qu'à se louer du zèle et du dévoue-
« ment des employés de la Compagnie. En exigeant
« de tous l'accomplissement scrupuleux de leurs de-
« voirs, il a veillé avec sollicitude sur leur bien-être,
« il n'a cessé d'accorder des secours aux blessés ou
« aux malades. C'est faire tout à la fois acte d'humani-
« té et de bonne administration.

« Dans notre pensée, ces marques de bienveillance,
« dont les faits étaient d'alléger les malheurs impré-
« vus ou d'apaiser des souffrances passagères, ne
« sauraient suffire.

« Aucun de vous ne voudrait qu'un employé, qui
« aurait consacré la partie la plus notable de sa vie
« au service de la Compagnie, se trouvât sans res-
« sources au moment où le travail lui deviendrait
« impossible. Vous penserez avec nous que l'établis-
« sement d'une Caisse des Retraites est une chose
« utile et désirable. Cette institution maintiendra le
« zèle et fortifiera le dévouement en donnant la sé-
« curité pour l'avenir.

« Il y a longtemps que nous aurions voulu vous
« soumettre une proposition à ce sujet ; mais, jus-
« qu'à ce jour, la Compagnie n'était appelée qu'à faire
« des sacrifices.

« Nous avons cru devoir attendre que la ligne prin-
« cipale fût ouverte et que l'exploitation eût donné
« les résultats favorables que nous espérions tous.

« Ce moment est arrivé, et nous n'hésitons pas à

« venir vous demander l'autorisation de créer une
« Caisse de Retraites.

« Peu de mots suffiront pour vous en exposer les
« conditions et les charges.

« La Caisse des Retraites serait créée en faveur
« des employés dont le traitement n'aura pas été as-
« sez élevé pour leur permettre de faire des écono-
« mies, c'est-à-dire de ceux dont le traitement annuel
« n'aura pas dépassé la somme de 3.000 francs.

« Pour obtenir la retraite, un employé devra être
« âgé de 55 ans au moins et avoir été 25 ans au ser-
« vice de la Compagnie.

« La retraite serait de 300 francs par an, pour les
« agents et employés dont le traitement n'excéderait
« pas 1.500 francs, la retraite serait égale au cinquiè-
« me de la moyenne du traitement qu'ils auraient reçu
« pendant les cinq dernières années de leur service.

« Afin de former progressivement le capital néces-
« saire pour servir, dans 25 ans, les retraites à don-
« ner, nous venons vous demander l'autorisation de
« prélever, chaque année, la somme de 75.000 francs
« sur les produits bruts de l'entreprise.

« Nos calculs ont été basés sur notre personnel, tel
« que le comporte la concession actuelle. Ce person-
« nel sera plus considérable dans trois ans, alors que
« la ligne de Paris à Mulhouse sera ouverte à l'exploit-
« ation, et à mesure que s'achèveront les embran-
« chements. Nous vous demandons d'avance l'auto-
« risation d'augmenter alors le prélèvement annuel
« en faveur de la Caisse des Retraites, dans la pro-
« portion de l'accroissement de notre personnel, en

« prenant pour base le prélèvement que nous vous
« demandons aujourd'hui.

« Il vous sera rendu compte annuellement de la
« situation de cette Caisse.

« La question est si simple et se recommande tel-
« lement d'elle-même que nous nous bornons à vous
« l'exposer.

« Si vous nous accordez l'autorisation que nous
« venons vous demander, nous solliciterons de l'Etat
« l'insertion d'une disposition spéciale dans nos Sta-
« tuts, au sujet du prélèvement annuel de 75.000 fr.,
« et de la création de la Caisse des Retraites. »

Classons maintenant, suivant la division adoptée
au début, les divers éléments de ce règlement de re-
traites :

1° Causes de la création

Elles sont très clairement développées dans le dis-
cours cité plus haut du Président du Conseil d'Admi-
nistration : « C'est faire tout à la fois acte d'humanité
« et de bonne administration ».

2° Les agents appelés à bénéficier d'une pension de retraite

Tous les agents dont le traitement annuel ne dé-
passait pas 3.000 francs.

3° Mécanisme financier

a) Aucune participation de l'agent ;

b) Participation de la Compagnie :

Un versement annuel forfaitaire à la Caisse de 75.000 francs à la charge de la Compagnie (ce versement fut porté à 150.000 francs, en 1861.

4° *Conditions requises pour bénéficier d'une pension*

Il fallait 55 ans d'âge et 25 ans de service.

5° *Montant de la pension*

La pension était égale au cinquième du traitement moyen des cinq dernières années ; sans pouvoir être inférieur à 300 francs (elle pouvait varier de 300 fr. à 600 fr., cinquième de 3.000 fr.).

6° *Pension à la veuve et aux orphelins*

Aucune pension n'était prévue pour les veuves et orphelins.

7° *Sort des cotisations des agents
partis avant l'âge de la retraite*

Le régime de 1853 ne comportait pas de cotisations à verser par l'agent.

CHAPITRE II

La Caisse des Retraites de 1862

La Caisse de Retraites de 1853 fonctionna jusqu'en 1861 seulement ; elle n'eut d'ailleurs pas à servir de pensions puisque, d'après l'article 5 du règlement, « les vingt-cinq années de service nécessaires pour avoir droit à la retraite courent à partir du 1^{er} Janvier 1853 ».

Un nouveau règlement fut donc mis en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1862.

1^o Causes de l'institution du nouveau règlement

Elles sont présentées nettement dans le rapport présenté par le Conseil d'Administration à l'Assemblée des Actionnaires du 29 Avril 1862 :

« Notre Caisse de Retraites, vous le savez, Messieurs, était instituée seulement en faveur des agents dont le traitement ne dépassait pas 3.000 francs par an...

« Il nous a semblé que le bénéfice de cette institution ne pouvait rester le partage exclusif d'une certaine catégorie d'employés, et que le personnel de la Compagnie tout entier devait être appelé à jouir des avantages de la Caisse des Retraites...

« Nous croyons que cette nouvelle marque de notre sollicitude pour le personnel ne pourra que contribuer à fortifier son dévouement et l'intéresser de plus en plus à la prospérité de l'entreprise... »

2° Catégories d'agents appelés à bénéficier d'une pension de retraite

Tous les agents sans limitation de traitement, qui cotiseraient à la Caisse des Retraites ; la participation était obligatoire pour tous les employés de la Compagnie, seulement facultative pour les agents du Service de la Construction des lignes et pour ceux détachés temporairement des services de l'Etat ou de la Compagnie.

3° Mécanisme financier de la Caisse

a) Participation des agents :

Une cotisation mensuelle égale à 2 % du montant des traitements ;

b) Participation de la Compagnie.

La Compagnie versait une allocation égale au montant des cotisations des agents.

Les fonds étaient placés en obligations de la Compagnie de l'Est ou en rentes sur l'Etat.

*4° Conditions d'âge et de service requises
pour l'allocation d'une pension*

a) Conditions normales:

L'employé devait avoir 50 ans d'âge (et non plus 55 ans) et 25 ans de service ;

b) Conditions exceptionnelles :

L'employé ayant 50 ans d'âge et une durée de service comprise entre 20 et 25 ans bénéficiait d'une pension légèrement diminuée (comme on le verra au 5° ci-après).

5° Montant de la pension acquise aux agents

a) Conditions normales:

La pension ne pouvait dépasser les limites ci-après :

Maximum de 75 % du traitement le plus élevé qu'ait obtenu l'employé, si ce traitement n'excédait pas 1.000 francs...

Au-dessus de 1.000 francs, ce chiffre de 75 % décroissait de 1/2 % pour chaque 100 francs d'augmentation de traitement et s'arrêtait à 50 % des traitements de 6.000 francs et au-dessus.

La retraite ne pouvait être supérieure à 6.000 fr.

Si la détermination du maximum n'était pas simple, que dire du système de calcul de la pension, système qui faisait d'ailleurs l'originalité du règlement de 1862 et en était la clef de voûte.

Le montant de la pension était déterminé sur des bases purement tontinières :

Citons les art. 6 et 7 du règlement qui, mieux que toute exégèse, donnent les règles de calcul :

« Article 6. — Il sera tenu un état nominatif des
« employés indiquant :

« 1° La durée des services de chacun d'eux, son
« âge et la somme des traitements qu'il aura reçus
« depuis son entrée à la Compagnie.

« 2° Le total des traitements payés depuis leur
« entrée à tous les employés encore en fonctions.

« Ces données serviront à établir le capital de la
« retraite à laquelle aura droit un employé quelcon-
« que conformément aux articles ci-après.

« Article 7. — L'évaluation du capital d'une retraite
« s'obtiendra en multipliant la valeur du fonds en
« caisse au jour de la liquidation de la retraite par la
« somme des traitements de l'employé qui se retire,
« et en divisant le produit par la somme des traite-
« ments reçus par tout le personnel en fonctions à la
« même époque.

« La valeur du fonds en caisse sera calculée alors
« sur le cours moyen des titres dans les trois mois
« précédents. »

Le montant du capital était viré à un compte spécial de retraites à servir, et donnait lieu au calcul d'une rente viagère immédiate ou différée sur une ou sur les deux têtes de l'agent et de sa femme (au gré de l'agent). Pour le calcul de cette rente, on utilisait les taux types de la Compagnie d'Assurances « La Générale ».

Ajoutons que si la liquidation du compte d'un employé présentait un excédent sur le maximum réglementaire indiqué plus haut, l'excédent du capital était reversé à la masse.

b) Conditions exceptionnelles :

Si l'employé, ayant 50 ans, quittait la Compagnie avant 25 ans de service, il recevait une retraite calculée ainsi qu'il est indiqué plus haut, mais diminuée de la façon suivante :

après 24 ans de service 96 % de la retraite

» 23	»	92 %	»
» 22	»	88 %	»
» 21	»	84 %	»
» 20	»	80 %	»

6° *Attribution de pensions à la veuve et aux orphelins*

a) Conditions normales :

Au moment de son admission à la retraite, l'agent pouvait demander que sa pension soit liquidée sur sa tête et sur celle de sa femme.

b) Conditions exceptionnelles :

En cas de décès naturel ou accidentel d'un employé ayant servi la Compagnie au moins dix ans, sa retraite était liquidée, quel que soit l'âge, suivant les modalités indiquées plus haut et la moitié attribuée à la veuve et aux enfants mineurs.

7° *Sort des cotisations versées par les agents quittant la Compagnie avant l'âge de la retraite*

Les employés congédiés pour cause de suppression

d'emploi avaient droit à la restitution, sans intérêts, des cotisations qu'ils avaient versées.

Les employés révoqués ou quittant volontairement le service de la Compagnie n'avaient droit à aucune restitution.

*Considérations générales sur le règlement
de la Caisse de 1862*

Ce règlement marquait un réel progrès sur le précédent, notamment en appelant la famille de l'agent (bien timidement certes) au bénéfice possible de la retraite, et en étendant le régime à tous les employés sans maximum de traitement.

Mais la complexité du mécanisme financier qui ne permettait pas à l'agent de connaître à l'avance le montant de sa pension, d'autre part, la faculté qui lui était laissée de faire liquider cette pension sur une ou deux têtes, obligèrent rapidement la Compagnie à améliorer d'abord le système, avant de lui substituer définitivement, en 1879, un nouveau règlement.

En ce qui concerne notamment la réversibilité éventuelle de la pension sur la veuve, il nous paraît utile de reproduire une circulaire de M. Sauvage, alors Directeur de la Compagnie, qui croyait devoir, le 24 Octobre 1864, rappeler aux agents réfractaires ce mode un peu spécial de réversibilité.

Le texte de cette circulaire aura, en outre, l'avantage d'éclairer par un exemple le mécanisme du règlement de 1862.

« Jusqu'ici, aucun agent marié, ayant droit à la

« retraite, n'a réclamé le bénéfice de la réversibilité
« de sa pension sur la tête de sa femme, conformément
« à l'article 12 du Règlement de la Caisse des
« Retraites, ainsi conçu :

« Le capital représentatif d'une retraite, déterminé
« par les articles 7, 8, 9 et 10, sera employé par la
« Compagnie à la constitution d'une rente viagère
« immédiate ou différée sur une ou plusieurs têtes,
« d'après les tarifs et règlements de la Compagnie
« d'assurances sur la vie « La Générale ».

« Il en résulte qu'en cas de décès du retraité avant
« sa femme, celle-ci n'a droit à aucune pension.

« Le Directeur de la Compagnie croit nécessaire
« d'appeler sur ce point, l'attention du personnel.

« Pour toute liquidation de retraite demandée
« purement et simplement, les calculs sont établis
« sur une seule tête. Lorsqu'un employé marié veut
« faire participer sa femme au bénéfice de la retraite,
« il doit donc en faire la demande expresse au mo-
« ment de la liquidation. Dans ce cas, les calculs étant
« établis sur deux têtes, la retraite sera plus faible,
« il est vrai, mais elle sera en totalité continuée à la
« femme après le décès de son mari.

« Exemple :

« Un employé aux appointements de 3.000 francs,
« âgé de 55 ans et ayant 25 ans de service, aurait droit
« actuellement à la retraite de..... 975 fr.

« S'il réclamait la réversibilité sur la tête
« de sa femme âgée de 50 ans, la retraite
« serait de 742,10

« Supposant la femme âgée de 55 ans, la

« retraite, moins réduite, serait de.....	784,45
« Supposant la femme âgée de 60 ans, la	
« retraite serait de.....	825,67

En 1871, la Compagnie crut devoir fixer un minimum de pension tout en prenant à sa charge les capitaux nécessaires pour y faire face ; ce minimum fut fixé, en principe, à la moitié, puis plus tard aux deux tiers des maxima prévus par le règlement :

1° Après 55 ans d'âge et 20 ans de service, le minimum de la pension fut fixé à 600 francs pour les agents mariés et à 500 francs pour les agents célibataires ou veufs.

2° La pension était fixée au minimum de 365 francs pour les veuves et orphelins d'agents décédés après vingt ans de service.

La Caisse de 1862 a cessé d'admettre de nouveaux adhérents à partir du 1^{er} octobre 1879, date de la création d'une nouvelle Caisse. Le plus grand nombre des adhérents de la Caisse de 1862 furent d'ailleurs rattachés à la Caisse de 1879 par voie d'option. Le dernier des agents qui préférèrent demeurer soumis au règlement de 1862, fut mis à la retraite en 1902. En 1934, le montant des arrérages servis en vertu de ce règlement s'est élevé à 25.000 francs.

CHAPITRE III

La Caisse des retraites de 1879

L'imperfection du règlement de 1862, qui apparaissait d'autant mieux que le nombre des pensions à liquider allait croissant, amena la Compagnie à créer, en 1879, un nouveau règlement de retraites (date d'application, 1^{er} octobre 1879). Examinons les divers points de ce règlement suivant la division adoptée plus haut :

1° Causes principales de l'institution du nouveau règlement.

Le rapport présenté à l'Assemblée des Actionnaires, le 29 avril 1879, nous indique la cause essentielle, outre les imperfections déjà signalées :

« Il nous a semblé qu'il convenait d'assurer à nos agents, non plus une retraite soumise aux éventualités

du système tontinier de la Caisse de 1862, mais une pension déterminée d'après les bases précises, sur laquelle chaque employé pût compter lorsqu'il remplirait les conditions d'âge et de temps de service exigés ».

2° Catégories d'agents appelés à bénéficier d'une pension de retraite.

Tous les agents commissionnés (1). La participation est obligatoire. Toutefois, les Ingénieurs de l'Etat, Conducteurs des Ponts-et-Chaussées, Garde-mines et Architectes, temporairement attachés au service de la Compagnie, avaient la faculté de ne point prendre part à ladite Caisse.

3° Mécanisme financier de la Caisse.

a) Participation des agents.

Les agents versaient une cotisation mensuelle égale à 3 % (au lieu de 2 %) de leur traitement fixe. (Les traitements fixes supérieurs à 12.000 francs n'étaient pas soumis à la retenue pour la portion du traitement excédant ce chiffre).

b) Participation de la Compagnie.

La Compagnie versait à la Caisse une allocation mensuelle, également, montant à 8 % (au lieu de 2 %) (2) de la somme des traitements soumis à la retenue de 3 % (voir ci-dessus, a).

(1) Voir au Titre I, chapitre 1^{er} la définition des agents commissionnés.

(2) Ce taux de 2 % du règlement de 1862 était d'ailleurs purement théorique, car avec les améliorations apportées en 1871 à ce règlement, il s'élevait à 6 % environ.

Ce taux de 8 % n'avait pas été fixé au hasard ; il résultait d'un rapport de M. Gouin, sénateur, sur un projet de loi présenté au Sénat en 1879 et intéressant les retraites des fonctionnaires ; ce rapport estimait que pour assurer aux fonctionnaires de l'Etat, soit une pension viagère, soit le capital correspondant, il fallait doter annuellement la Caisse d'un revenu représentant 11 à 13 % du montant des traitements.

« Il importait d'examiner », continuait le rapport présenté à l'Assemblée Générale du 29 avril 1879, « la « situation présente de notre caisse, de supputer ses « ressources futures, de rechercher en un mot, avant « de promettre une retraite, et d'en fixer le montant, « si nous avions actuellement et surtout si nous aurions plus tard les moyens de la servir ».

Ce mécanisme financier était une sorte de système de capitalisation imparfait (1), mais suffisant néanmoins pour équilibrer approximativement les ressources et les charges de la Caisse dans une situation économique normale. Ce système n'était pas la capitalisation pure, puisque le montant de la pension n'était pas calculé en fonction des cotisations versées par l'agent et des allocations correspondantes de la Compagnie.

(1) Ce système de capitalisation imparfait sera d'ailleurs adopté dans les règlements suivants pour disparaître en 1934 sous la poussée d'une crise sans précédent dans l'histoire économique.

*4° Conditions d'âge et de service requises
pour l'allocation d'une pension.*

a) Conditions normales :

L'employé devait avoir 55 ans d'âge (et non plus 50 ans et 25 ans de service). Toutefois, la Compagnie se réservait le droit de mettre d'office à la retraite tout employé âgé de 50 ans et ayant au moins 20 ans de service.

b) Conditions exceptionnelles :

Aucune condition d'âge n'était requise pour les agents qui, ayant au moins 20 ans de service, étaient atteints d'infirmités graves constatées par le Service Médical de la Compagnie et, par suite, reconnus comme hors d'état d'être utilement maintenus dans leurs fonctions.

5° Montant de la pension acquise aux agents.

a) Conditions normales :

Pour les agents ayant au moins 55 ans d'âge et 25 ans de service, la pension était égale à la moitié du traitement fixe moyen des six dernières années, avec augmentation de 1/60^e de ce même traitement pour toute année supplémentaire au-delà de cette double limite d'âge et de service.

Le maximum de la pension était fixé aux deux tiers du traitement sans pouvoir dépasser 6.000 francs (ce dernier maximum justifie l'exonération de la retenue de 3 % pour la portion du traitement excédant 12.000 francs).

Le minimum était fixé à 600 francs pour un agent

marié ou veuf avec enfants âgés de moins de 18 ans et à 500 francs pour un agent célibataire ou veuf sans enfant de moins de 18 ans.

Les agents qui partaient à 50 ans d'âge et 20 ans de service (voir plus haut 4° a), bénéficiaient, en principe, d'un soixantième du traitement moyen par année de service, sans pouvoir bénéficier de plus de 29/60° ni d'une pension supérieure à 5.800 francs.

b) Conditions exceptionnelles :

Les agents atteints d'une infirmité grave (voir ci-dessus 4° b), qui avaient au moins 20 ans de service (sans condition d'âge) bénéficiaient d'une pension égale à 18/60° du traitement moyen, avec augmentation d'un soixantième par année de service en sus de vingt, sans toutefois que cette pension puisse être supérieure à 24/60° du traitement moyen, ni à la somme de 4.800 francs.

6° *Attribution de pensions aux veuves et aux enfants des agents décédés.*

Bien mieux que le règlement de 1862, le règlement de 1879 faisait une large place à la veuve et aux orphelins. Examinons les avantages faits à la famille :

a) Conditions normales :

Au décès d'un agent retraité, la moitié de sa pension était reversée sur la tête de la veuve, ou, à défaut, sur les enfants mineurs âgés de moins de 18 ans.

Diverses dispositions étaient prises pour sauvegarder les droits des orphelins de moins de 18 ans, pour le cas où la veuve serait inhabile à recevoir, déchue de ses droits ou se remarierait.

La pension attribuée à la veuve et aux orphelins ne pouvait être inférieure à 365 francs.

b) Conditions exceptionnelles :

Si un agent décédait dans l'exercice de ses fonctions, on calculait une pension dans les conditions indiquées plus haut (5° a), et la moitié de cette pension pouvait être servie à la veuve ou, à défaut, à ses enfants âgés de moins de 18 ans ; nous disons « pouvait » car la Compagnie se réservait le droit de décider de l'attribution, suivant les circonstances et la situation de la veuve ou des mineurs. (Nous avons recherché le motif de cette restriction sans pouvoir le trouver d'ailleurs).

c) Conditions diverses :

Diverses autres prescriptions étaient établies pour réglementer le droit à pension de la veuve ; voici les principales :

Le mariage devait être contracté au moins deux ans avant la mise à la retraite ou le décès de l'agent.

La veuve n'avait pas droit à pension s'il y avait séparation judiciaire prononcée contre elle ou solidaiement contre elle et le mari.

Aucune veuve ne pouvait cumuler deux pensions servies par la Caisse des Retraites, sauf si elle avait été elle-même employée commissionnée.

La veuve retraitée sans enfant, qui contractait un nouveau mariage, conservait la pension (contrairement à ce qui figurait dans le règlement de 1862).

Si, par suite de mariages successifs, une veuve devenait apte à obtenir plusieurs pensions, elle ne recevait que la plus forte.

Nous avons insisté sur cette réglementation con-

cernant la pension de la veuve, parce que c'est le premier règlement qui la fasse apparaître nettement, et que nous la retrouverons plus ou moins modifiée dans les règlements suivants.

7° Sort des cotisations versées par les agents quittant la Compagnie avant droit à la retraite.

Il n'est qu'à reproduire l'article 19 du règlement, sur cette question :

« Ont droit au remboursement du montant des
« cotisations personnelles augmenté des intérêts cumulés annuellement au taux bonifié par la Caisse
« d'Epargne de Paris à ses déposants :

« 1° Les employés démissionnaires, révoqués ou
« congédiés pour une cause quelconque ;

« 2° Les employés atteints d'incapacité de travail
« avant d'avoir accompli vingt ans de service effectif ;

« 3° La veuve et les enfants âgés de moins de 18
« ans de l'employé décédé dans l'exercice de ses
« fonctions en faveur desquels il n'est pas effectué de
« liquidation de pension.

« 4° Les ascendants de l'employé célibataire
« décédé dans l'exercice de ses fonctions.

Nous avons particulièrement développé l'étude du règlement de 1879, car il marquait une étape fort importante de la question des retraites à accorder aux agents de la Compagnie de l'Est.

Les autres règlements de 1891, 1911 et 1934 n'apporteront que des modifications de détail, (des améliorations dans presque tous les cas), aux principes posés en 1879.

CHAPITRE IV

La Caisse des retraites de 1891

Le règlement de 1891, applicable à partir du 1^{er} octobre de la même année, n'apporta que des changements de détail au règlement précédent.

1^o Causes et origines.

Le règlement de 1879 présentait quelques imperfections, notamment l'impossibilité de faire compter, pour la retraite, les années de service antérieures à l'âge de 30 ans ; aussi, lorsque fut votée la loi du 27 décembre 1890 sur le contrat de louage, loi qui imposait aux Compagnies de chemins de fer l'obligation de présenter à l'homologation ministérielle, avant le 31 décembre 1891, les règlements de leurs caisses de retraites, la Compagnie de l'Est profita de cette occasion pour présenter un règlement légèrement différent de celui mis en vigueur le 1^{er} octobre 1879.

*2° Catégories d'agents appelés à bénéficier
d'une pension de retraite.*

Tous les agents en service à la date du 1^{er} octobre 1891 et participant, à cette époque, à la Caisse des Retraites de 1879, ainsi que tous les agents commissionnés à partir du 1^{er} octobre 1891.

Un délai d'option de deux mois à cette nouvelle caisse était en outre offert aux agents encore inscrits à l'ancienne caisse de 1862.

La caisse de 1879 était donc complètement absorbée par celle de 1891.

La participation restait obligatoire pour les agents commissionnés.

3° Mécanisme financier.

a) Participation de l'agent :

Comme dans le régime antérieur, l'agent versait 3 % de son traitement fixe, mais, innovation heureuse pour certaines catégories d'employés comme les mécaniciens, chauffeurs, agents logés, cette retenue de 3 % s'appliquait également aux avantages accessoires suivants, considérés comme faisant partie du traitement fixe des intéressés :

« a) Les primes réglementaires touchées par les
« chefs et sous-chefs de dépôt, chefs de réserve,
« mécaniciens et chauffeurs ;

« b) La valeur locative des logements affectés
« gratuitement (1) aux chefs de gare, de station et

(1) Logements affectés dans l'intérêt du service, et dont la valeur locative était fixée à 10 % du traitement fixe proprement dit.

« de halte, aux représentants de la Compagnie dans
« les gares communes, aux gardes-barrières... »

Il n'était pas tenu compte de la fraction des traitements fixes et avantages assimilés qui excédaient le chiffre total de 18.000 francs (au lieu de 12.000 francs).

b) Participation de la Compagnie :

L'allocation de la Compagnie était portée à 12 % (au lieu de 8 %) des éléments indiqués ci-dessus ; (10 % pour les agents qui restaient souscripteurs à la Caisse de 1862).

Ce taux était onéreux pour la Compagnie puisqu'il se traduisait par une surcharge annuelle de près de 1.500.000 francs, cependant, il était encore insuffisant puisqu'il fut élevé à 14 % à partir de 1906 et à 16 % à partir du 1^{er} janvier 1913, pour permettre de faire face, comme on le verra plus loin, à de nouveaux engagements ; plus que maintenant, on avait le souci, à cette époque, de l'équilibre des dépenses et des recettes, car :

« Une caisse ne peut jamais rendre plus qu'elle
« n'a reçu » ;

« Nul ne doit promettre plus qu'il ne peut
« tenir »(1).

(1) Rapport présenté au Congrès international des Chemins de fer à Washington en Mai 1905 par M. Marcel Lemercier, Secrétaire Général de la Compagnie des Chemins de fer de l'Est sur « Les Caisses de retraites et autres institutions patronales des chemins de fer en France et à l'étranger ».

*4° Conditions d'âge et de service requises
pour l'attribution d'une pension.*

a) Conditions normales :

Mêmes conditions que sous le régime antérieur :
55 ans d'âge et 25 ans de service ;

b) Conditions exceptionnelles :

Sans condition d'âge et après 15 ans de service commissionné, tout agent rayé des cadres pour cause de santé ou de suppression d'emploi avait droit à une pension proportionnelle.

Sans condition d'âge et au-dessous de 15 ans de service commissionné, tout agent qui, par suite de blessures reçues dans l'exercice de ses fonctions, se trouvait réduit à l'incapacité de travail absolue, avait droit à une pension proportionnelle non réversible.

Sans condition d'âge et après 15 ans de service commissionné, une pension proportionnelle pouvait encore être accordée à titre exceptionnel aux agents qui, n'ayant pas droit à pension, venaient à être rayés des cadres pour motif autre que des raisons de santé ou de suppression d'emploi.

5° Montant de la pension acquise aux agents.

a) Conditions normales :

La pension, sur la base de la moyenne des traitements et avantages assimilés des six années de service les plus favorables à l'agent (en général les six dernières années), était égale à :

— $1/60^{\circ}$ du traitement ci-dessus pour chaque année de service commissionné effectuée avant l'âge de 30 ans ;

— 1/50° pour chacune des 25 premières années de service commissionné effectuées après l'âge de 30 ans accomplis ;

— 1/60° pour chacune des années postérieures.

Ce calcul du 1/60° pour les années de service antérieures à 30 ans, pouvait paraître bizarre ; il s'expliquait par l'amélioration apportée au régime antérieur qui, précisément, n'en tenaient pas compte pour déterminer la pension.

Le maximum de la pension était fixé à 9.000 francs au lieu de 6.000 francs et aux trois quarts du traitement de base (au lieu de deux tiers).

Le minimum de la pension était fixé à 600 francs.

b) Conditions exceptionnelles :

Pour les agents retraités dans les conditions indiquées en 4° b), la pension était calculée dans des conditions légèrement moins avantageuses.

La pension, calculée dans ces conditions exceptionnelles, ne pouvait être inférieure à 300 francs.

6° Attribution de pensions aux veuves et aux enfants des agents décédés.

a) Conditions normales :

Les conditions d'attribution étaient les mêmes que celles du régime antérieur, aux taux près :

« En cas de mort d'un agent retraité ou décédé en activité de service, après avoir accompli 15 ans au moins de service commissionné, la moitié de la pension viagère qui lui était servie ou aurait pu lui être servie est reversée de droit sur la veuve ou sur ses enfants

âgés de moins de 18 ans », le minimum était fixé à 365 francs ;

b) Conditions exceptionnelles :

La réglementation était la même que sous le régime antérieur ; le minimum était fixé à 260 francs.

7° Sort des cotisations versées par les agents quittant la Compagnie avant droit à la retraite.

Les règles de 1879 se retrouvent intégralement dans le régime de 1891.

*
**

Comme pour le règlement de 1879, nous avons insisté sur les dispositions du règlement de 1891 qui en est la suite pour démontrer combien le système de retraites institué à cette époque par la Compagnie de l'Est était complet, tant au point de vue du mécanisme financier que des avantages réservés aux agents de la Compagnie ; d'ailleurs, les agents donnèrent eux-mêmes leur avis puisque, lors de l'application du régime de 1911, imposé aux Compagnies de Chemins de fer par la loi du 21 juillet 1909, 88 % des agents (sur un effectif de 25.800) préférèrent rester affiliés au règlement de 1891.

CHAPITRE V

La Caisse des retraites de 1911

1° *Causes et origines.*

Comme on l'a vu plus haut, la Caisse des retraites de 1891, établie par la Compagnie des Chemins de fer de l'Est, constituait un ensemble fort homogène et fort avantageux pour les agents.

En était-il de même dans les autres Réseaux ?

Nous ne le pensons pas, notamment à la Compagnie des Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée (1) où, par suite de la baisse générale du taux de l'intérêt et par suite des revenus des Caisses, on eut recours, en 1892, pour limiter les sacrifices, à la Caisse Nationale des Retraites de l'Etat

(1) L'œuvre sociale du P. L. M. Armand Moreau. Thèse 1927.

pour la Vieillesse, et on abandonna le régime de 1864 plus avantageux pour les agents. Il était grave de revenir en arrière, surtout à une époque où le syndicalisme se développait avec une vigueur toute particulière et trouvait là un aliment à sa convenance.

Un mouvement d'opinion créé pour l'amélioration générale des retraites aboutit au projet Berteaux et à la loi du 21 juillet 1909 qui imposait un régime de retraites identique dans tous les grands Réseaux français.

Notons que ce nouveau régime faisait perdre aux dépenses de retraites leur caractère véritablement patronal, puisque ce nouveau règlement était imposé par le législateur ; les Compagnies protestèrent, non pas tant pour les charges nouvelles causées par ce régime (notamment l'affiliation au bout d'une année de service) mais à cause du procédé employé à leur égard ; elles répondirent, la Compagnie de l'Est comme les autres, par un recours devant le Conseil de Préfecture de la Seine. La guerre survint et ce recours fut compris dans le grand pardon financier de la Convention du 28 juin 1921.

Il est hors de doute que si l'Etat avait utilisé un procédé moins unilatéral, les dirigeants des chemins de fer auraient accepté un régime présentant les mêmes garanties pour les agents et les mêmes charges pour elles que celui de la loi de 1909.

Nous examinerons ce nouveau régime des retraites non en lui-même mais par rapport au règlement de 1891 et, par là même, nous verrons mieux les lacunes de ce dernier régime.

2° *Catégories d'agents appelés à bénéficier
d'une pension de retraite.*

Tous les agents commissionnés. Mais l'innovation, fort heureuse d'ailleurs pour les jeunes agents, consistait dans la date de commissionnement, qui était fixée à une année après la date d'entrée à la Compagnie alors que, sous l'ancien règlement, cette période de stage, avant commissionnement, était très variable et pouvait durer plusieurs années (1).

Voici d'ailleurs le texte de cette innovation :

« Tout agent de nationalité française, qui entrera
« au service de la Compagnie postérieurement au
« 31 décembre 1910, et qui, après avoir satisfait aux
« obligations du service militaire dans l'armée active
« aura été employé par la Compagnie *d'une façon*
« *continue pendant une année entière* sera, à l'expir-
« ration de la dite année, affilié d'office au régime
« des retraites organisé par le présent règlement... »

3° *Mécanisme financier :*

a) Participation des agents :

La retenue était portée de 3 à 5 % du traitement et des avantages assimilés au traitement.

En outre, on retenait encore aux agents : le montant du premier mois de traitement échu après l'affiliation, le premier douzième de toute augmentation

(1) La Compagnie de l'Est, dès 1884, avait d'ailleurs institué un régime spécial de retraites pour ceux de ses agents qui n'étaient pas commissionnés (personnel dit « en régie »). En principe le montant de la pension était égal au montant de la moitié de la pension assurée aux agents commissionnés.

annuelle de traitement accordée après le 1^{er} janvier 1911.

Cette participation assez considérable explique pourquoi 88 % des agents de la Compagnie de l'Est préférèrent rester affiliés à la Caisse des Retraites de 1891.

b) Participation de la Compagnie :

15 % des traitements et avantages assimilés (au lieu de 16 %).

Avec 20 % de retenues sur le montant des traitements et avantages assimilés et avec les premiers douzièmes de chaque augmentation, l'équilibre financier était à peu près garanti, d'autant que, par surcroît de précautions, la loi de 1909 prévoyait l'établissement périodique d'un bilan actuariel, et le versement par la Compagnie d'annuités complémentaires, destinées à combler le déficit constaté.

Ces mesures étaient d'une sagesse financière exemplaire, mais elles n'ont pu résister à la guerre ; ce système de capitalisation (1) fut emporté par l'oura-

(1) Le législateur a voulu, en outre, fixer le régime applicable à la période transitoire ; par la loi du 28 Décembre 1911, les agents qui, avaient été commissionnés plusieurs années après leur entrée en service voyaient leur retraite bonifiée d'un quatre-vingtième du traitement de base par année de service antérieur à l'affiliation à un régime de retraites, déduction faite de la première année (année de stage).

Quant aux ressources nécessaires à l'application de cette règle, elle était simple, mais critiquable, on avait recours à l'emprunt pour verser à la Caisse des Retraites le capital nécessaire au moment de la liquidation de la pension. Le compte d'exploitation n'avait ainsi à sa charge que les intérêts et l'amortissement annuels jusqu'en fin de concession. Au 31 Décembre 1934, la Compagnie de l'Est avait emprunté 82.000.000 de francs en application de la loi de 1911, dite de rétroactivité.

gan économique et fit place au système de répartition.

De plus, en 1929, furent soumis à retenues et par suite incorporés dans les éléments de calcul pour la retraite, les avantages accessoires assimilés à une augmentation de traitement, et ne constituant pas un remboursement de frais, un secours ou une gratification exceptionnelle ; tel était le cas notamment de la gratification de fin d'année et de la prime de gestion instituée par la Convention du 28 juin 1921. Ces derniers avantages furent étendus aux agents restés souscripteurs à la Caisse ds Retraites de 1891.

Faut-il ajouter que cette mesure surchargea considérablement le budget des Compagnies ?

*4° Conditions d'âge et de service requises
pour l'allocation d'une pension.*

a) Conditions normales :

Si les conditions de service pour avoir droit à une pension étaient inchangées (25 ans), il n'en était pas de même des conditions d'âge (55 ans pour tous les agents).

Le régime de 1911 créait trois catégories d'employés et exigeait pour liquider la retraite :

- Cinquante ans pour les mécaniciens et chauffeurs de locomotives ;
- Cinquante-cinq ans pour les agents du service actif et les employés de bureau qui avaient passé 15 ans au moins dans le service actif ;
- Soixante ans pour les autres employés de bureau.

En 1929, l'âge de soixante ans exigé pour les

employés du bureau fut ramené à 55 ans, ce qui était conforme à la logique, étant donné l'interpénétration des emplois dits « du service actif » et des emplois dits « sédentaires ».

b) Conditions exceptionnelles :

Comme sous le régime de 1891, tout agent mis à la retraite par suite d'infirmités graves (1) avait droit à une pension immédiate.

Par contre, l'agent quittant la Compagnie après quinze ans de service pour des motifs autres que l'infirmité, avait droit à une pension de retraite différée à 55 ans, c'est-à-dire payable seulement lorsque l'intéressé aurait atteint l'âge réglementaire (50, 55 ou 60 ans). (Sous le régime de 1891, le bénéfice d'une pension de retraite à jouissance immédiate était laissé à l'appréciation de la Compagnie).

5° Montant de la pension acquise aux agents.

a) Conditions normales :

La pension était égale, sur les mêmes bases, que celles du régime de 1891, à la moitié du traitement pour les vingt-cinq premières années de service commissionné, et à $1/50^e$ (au lieu de $1/60^e$) par année de service effectuée au-delà des vingt-cinq années indiquées ci-dessus.

La pension était donc plus avantageuse que sous le règlement de 1891 pour les années au-delà de la vingt-cinquième, mais rappelons aussi que le taux de

(1) Le règlement de 1891 ajoutait la suppression d'emploi, le règlement de 1911 est muet à cet égard.

la cotisation de l'agent était de 5 %, même 5,5 % avec la retenue des douzièmes d'augmentation, au lieu de 3 %. (Une différence aussi sensible méritait bien un avantage supplémentaire).

Le maximum de la pension restait fixé à 9.000 francs et aux trois quarts du traitement de base.

Ajoutons que le maximum de 9.000 francs, aussi bien sous le régime de 1891 que sous celui de 1911, a été modifié après la guerre.

De même, pour le minimum, des mesures spéciales ont été prises pour parer à la défaillance monétaire et pour favoriser les agents dont le salaire moyen était inférieur à 10.000 francs.

b) Conditions exceptionnelles :

Pour les agents accomplissant entre 15 ans et 25 ans de service, la pension était calculée dans des conditions légèrement moins bonnes et, dans ce cas, le minimum de la pension ne pouvait être inférieur à un dixième du traitement de base.

6° Attribution de pensions aux veuves et aux enfants des agents décédés.

a) Conditions normales :

La veuve et les orphelins recevaient la moitié de la pension acquise à l'agent décédé.

Le règlement de la Caisse prévoyait d'une façon détaillée la répartition de cette pension à chacun des bénéficiaires (orphelins, veuve, femme divorcée aux torts réciproques des époux...) étant entendu que la rente totale à servir tant qu'il existait un ayant-droit,

restait toujours fixée à la moitié de la pension de l'agent.

b) Conditions exceptionnelles :

La réversibilité du montant de la pension étant fixée à la moitié de la pension totale calculée dans tous les cas prévus plus haut (5° *a*) et *b*), il n'y a pas à examiner ici de conditions exceptionnelles de réversibilité.

*7° Sort des cotisations des agents
quittant la Compagnie avant droit à la retraite.*

Le remboursement des cotisations était opéré dans les mêmes conditions que sous le régime précédent, mais en plus, en cas de départ résultant d'infirmités ou de maladie ne provenant pas du service et reconnues par la Compagnie, l'agent bénéficiait du paiement d'une allocation supplémentaire, égale au montant du remboursement des cotisations augmentées des intérêts prévus.

CHAPITRE VI

La Caisse des retraites de 1934

Causes et origines.

Au début de l'année 1934, le déficit budgétaire obligeait le Parlement à prendre rapidement des mesures d'économie propres à soulager, sinon à équilibrer le budget de l'Etat (loi du 28 février 1934, art. 36).

Les Chemins de fer, qui payaient un lourd tribut à la crise, ne pouvaient être exclus des mesures à prendre, puisque l'Etat, en dernière analyse, supportait les charges de leurs déficits d'exploitation.

Les mesures concernant les retraites des agents de Chemins de fer furent prises par un décret-loi du 19 avril 1934, elles étaient d'ordre différent :

Dans une première partie (art. 1 et 2), elles modifiaient le mécanisme financier des Caisses de Retraites.

Dans une deuxième partie (art. 3, 4 et 5), elles

concernaient les pensions déjà liquidées ou à liquider pour les agents affiliés à cette date.

Dans une troisième partie (art. 6), elles prévoyaient un autre régime de retraites pour les agents nouveaux, moins avantageux naturellement que les règlements précédents.

Nous examinerons les répercussions des articles 1 à 5 de ce décret dans le chapitre suivant, et nous examinerons le nouveau régime de retraites de 1934 créé par le décret-loi, très sommairement d'ailleurs, ce qui nous dispensera de reproduire les divisions adoptées pour l'examen des règlements des Caisses de Retraites de 1853, 1862, 1879, 1891 et 1911.

On notera simplement que ce règlement copie assez fidèlement le règlement de 1911 amélioré en 1929, sauf sur un point, très important il est vrai, sur la détermination du montant des pensions.

La pension de retraite est calculée à raison de $1/55^{\circ}$ (au lieu de $1/50^{\circ}$ sous le régime de 1911) du traitement et avantages assimilés des trois années les plus productives de la carrière, pour chacune des vingt-cinq premières années d'affiliation, et de $1/65^{\circ}$ (au lieu de $1/50^{\circ}$) pour chacune des sept années suivantes, les années d'affiliation ultérieures n'intervenant plus pour accroître le montant de la pension.

En résumé, alors que le montant de la pension de retraite du règlement de 1911 peut s'élever jusqu'à trois quarts du traitement, dans ce régime, le maximum n'atteint pas les deux tiers du traitement.

Il est toujours dangereux de revenir en arrière dans les questions sociales, aussi peut-on être scep-

tique quant à l'application durable de ce règlement; lorsque la situation financière et économique sera plus saine, il est probable, sinon certain, que le régime de 1934, par des améliorations successives, rejoindra celui de 1911 (1).

(1) Une première amélioration a déjà été apportée par le décret du 30 octobre 1934 qui a porté à 10 (au lieu de 7) le nombre de 1/65^e à calculer après vingt cinq ans de service commissionné.

CHAPITRE VII

Les mesures prises après la guerre en faveur des retraites et le décret du 19 avril 1934

La guerre a apporté des troubles monétaires fort graves, tels que les pensions calculées antérieurement ne suffisaient plus aux besoins des bénéficiaires.

Les Compagnies de Chemins de fer et l'Etat ont donc apporté des améliorations sensibles aux retraites, les unes fort utiles, les autres plus contestables ; le tout a d'ailleurs abouti à une désorganisation complète des Caisses et au coup de frein brutal du décret du 19 avril 1934.

A - Les mesures prises après la guerre de 1914 en faveur des retraités.

Voici, chronologiquement résumées, les mesures successives prises en faveur des retraités aussi bien par la Compagnie de l'Est que par les autres grands Réseaux.

Par application de la loi du 10 janvier 1919, un décret du 13 du même mois a accordé aux petits retraités de chemins de fer, avec rétroactivité au 1^{er}

juillet 1918, une allocation temporaire pour cherté de vie de 30 francs par mois (arrêtés ministériels des 13 janvier et 3 mars 1919), soit 720 francs par an.

Le 1^{er} juillet 1920, ces allocations sont remplacées par des majorations de pensions analogues à celles dont bénéficient les anciens fonctionnaires de l'Etat en vertu de la loi du 25 mars 1920, avec extension partielle aux titulaires de pensions anticipées.

Le 1^{er} janvier 1922, par application de l'article 14 de la loi du 29 octobre 1921, le régime des majorations est appliqué intégralement aux titulaires de pensions anticipées.

Le 1^{er} janvier 1922, en exécution de l'article 132 de la loi de Finances du 31 décembre 1921, sont accordées des bonifications égales aux deux tiers des majorations antérieures.

En 1924, par analogie avec la loi du 14 avril 1924 sur le régime des pensions de l'Etat, la Compagnie fait procéder à la péréquation des pensions, c'est-à-dire qu'elle porte la pension de chaque agent au chiffre que l'agent aurait obtenu s'il avait bénéficié, pendant ses six dernières années de service, des traitements mis en vigueur par le statut de rémunération du personnel.

Le 1^{er} juillet 1926, tous les suppléments de pensions dont bénéficiaient les titulaires de pensions à jouissance immédiate sont accordés aux titulaires de pensions différées parvenues à jouissance à la condition qu'ils n'aient pas quitté le Réseau pour un motif entachant leur honorabilité ou pour convenances personnelles.

A la même date, les bonifications de pensions sont relevées temporairement de façon que les arrérages annuels servis à chaque retraité soient portés au niveau de la pension qui aurait pu être liquidée à son profit sur la base des traitements et de leurs compétences (compléments attribués le 1^{er} janvier 1925).

Le 1^{er} janvier 1927, attribution aux pensionnés admis au bénéfice des majorations, d'une allocation pour charges de famille pour ceux de leurs enfants qui remplissent les conditions prescrites pour bénéficier éventuellement d'une pension de réversibilité.

Le 1^{er} janvier 1928, nouvelle péréquation des pensions et majoration pour charges de famille. Le 1^{er} janvier 1929, nouvelle péréquation avec, en outre, adjonction des éléments nouveaux suivants :

a) Incorporation, dans les traitements servant de base au calcul de la pension, du montant de la gratification et de la prime de gestion ;

b) Majoration de la retraite pour enfants élevés au-delà de 18 ans (10 % pour les trois premiers, 5 % pour chaque enfant au-delà du troisième).

c) Calcul de la pension sur la moyenne des traitements et avantages assimilés des trois meilleures années (au lieu des six meilleures années).

Ces améliorations successives avaient rapidement et fortement grevé le budget des Caisses de Retraites, comme on peut le voir en comparant, pour la Compagnie de l'Est, les deux dates extrêmes suivantes : 1919 et 1930 :

Année 1919 : -

Nombre des pensions en cours au 31

décembre 1919	15.384
---------------------	--------

Montant total des pensions.....	15.010.000 fr.
Pension moyenne	976 fr.

Année 1930 :

Nombre des pensions en cours au 31	
décembre 1930	32.154
Montant total des pensions.....	161.330.000 fr.
Pension moyenne	6.970 fr.

L'équilibre financier était rompu depuis longtemps, les bilans actuariels (en était-il besoin ?) faisaient ressortir des déficits inquiétants, la capitalisation du législateur de 1909 n'était plus qu'une fiction.

Le décret-loi du 19 avril 1934 consacra ce désastre, et essaya d'y parer par diverses mesures nécessaires sinon douloureuses.

B - *Le Décret-loi du 19 avril 1934.*

Le décret abattait en principe toutes les pensions de 10 % (1). (Ce taux fut ensuite ramené à 6 % par Décret du 30 octobre 1934 et à 5 % par Décret du 30 octobre 1935) ; d'autre part, pour activer le départ des agents en retraite, des mesures avantageuses étaient prises en faveur de ceux qui voudraient partir avant l'âge réglementaire.

Mais le plus grave, ce fut la consécration de la ruine des Caisses, que la Compagnie de l'Est, notamment, avait montées avec un souci constant de l'équilibre financier :

Voici l'article 1^{er} du Décret du 19 avril 1934 qui

(1) Nous disons, en principe, parce que diverses situations étaient envisagées et donnaient lieu à l'application de taux différents.

fixe le nouveau régime financier de *toutes* les Caisses de Retraites de tous les Grands Réseaux d'intérêt général.

« A partir du 1^{er} janvier 1934, les versements à
« effectuer par chacun des grands Réseaux de Che-
« mins de fer d'intérêt général à sa Caisse des Re-
« traites, à titre de dotation patronale, sont réduits
« à la quotité nécessaire pour porter, dans chaque
« exercice, au niveau des dépenses (arrérages de pen-
« sions, remboursement de retenues, allocations de
« réforme et frais de gestion), les ressources de la
« Caisse (retenues des agents et autres ressources
« réglementaires, produit du placement des fonds et
« revenu des valeurs, capitaux constitutifs de pensions
« de rétroactivité, dons, legs) ».

Cela était extrêmement grave ; malgré les difficultés de l'heure, il n'est pas toujours bon de renvoyer à plus tard, de rejeter sur la génération suivante, les résultats d'une politique financière téméraire ou d'une déficience économique passagère.

L'exposé des motifs de ce Décret donne clairement les raisons de l'adoption du nouveau régime :

« ...En ce qui concerne les retraites, leur service
« se répercute, de même que celui des traitements
« et salaires, sur la situation financière et sur le
« déficit des grands Réseaux en raison de l'incorpo-
« ration, dans les dépenses d'exploitation, des dota-
« tions normales des Réseaux aux Caisses de Retraites,
« dotations que les règlements de retraites de 1911
« ont fixées au taux de 15 % de la rémunération,
« alors que les retenues supportées par le personnel
« sont limitées à un taux voisin de 5,5 %.

« L'importance de l'effort demandé aux grands
« Réseaux trouve son application dans certaines
« dispositions du régime des retraites actuellement
« applicable aux agents des Grands Réseaux, tel qu'il
« a été fixé par les lois des 21 juillet 1909 et 28 décem-
« bre 1911, et qui comporte notamment la gestion des
« Caisses de Retraites suivant le système de la capi-
« talisation et le principe de droit à pension, à cin-
« quante ans d'âge pour les mécaniciens et chauf-
« feurs, après vingt-cinq ans d'affiliation, à cinquante-
« cinq ans d'âge pour les autres agents, les annuités
« étant liquidées par cinquantièmes du traitement
« moyen des trois meilleures années.

« Le système de la capitalisation présente l'incon-
« vénient d'exiger des Grandes Réseaux, durant la
« période actuelle qui a suivi la dévalorisation moné-
« taire, un effort considérable en vue de la consti-
« tution d'importants capitaux en rapport avec les
« nouveaux traitements et destinés à compenser la
« déficience des versements et des retenues effectués,
« avant la dévalorisation, sur les anciens traitements.
« Un tel effort, qui, en 1933, avoisine 1 milliard, ne
« peut être fourni qu'au détriment de certains besoins
« essentiels ; il présente en outre l'inconvénient
« d'exiger un emprunt équivalent, opération généra-
« trice de frais inutiles.

« Ainsi que pour les fonctionnaires, les disposi-
« tions du régime actuel des retraités ont conduit à
« un accroissement continu et massif du service des
« pensions. Y compris les pensions de réversion, le
« montant annuel des pensions servies est, en effet,

« passé de 78 millions en 1913 à 1.400 millions en
« 1933, chiffre qui représente environ dix-sept fois
« la charge des pensions d'avant-guerre, soit un peu
« plus du triple en valeur or. Ce montant est appelé
« à augmenter progressivement chaque année pour
« atteindre, vers 1960, son maximum évalué à 2.600
« millions.

« L'importance de ces augmentations justifie ainsi
« que pour les fonctionnaires, une modification du
« régime des retraites des Grands Réseaux dans les
« limites permises par les conditions actuelles de
« l'économie nationale et compatibles avec la sécurité
« du services des pensions.

.....
.....

« Cette modification ne diminue en rien les garan-
« ties actuelles des agents ; il résulte, en effet, de
« l'arrêt de la Cour de Cassation du 18 mars 1895,
« que les agents des Réseaux qui n'ont aucun droit
« réel, soit collectif, soit individuel, sur les fonds des
« Caisses de Refraites, sont créanciers des Réseaux
« eux-mêmes. La réforme envisagée ne modifie en
« rien cette situation.

« En second lieu, il n'est pas touché au fonds de
« réserve des Caisses, à la formation duquel ont
« contribué les dotations patronales, les retenues des
« agents et les intérêts de ces versements. Les revenus
« des fonds de réserve continueront, comme dans le
« passé, à fournir d'importantes ressources à chaque
« Caisse. Enfin, l'équilibre financier de chaque Caisse,
« qui importe par dessus tout, est assuré chaque année

« par les Grands Réseaux. Les modalités suivant
« lesquelles l'article 13 de la Convention de 1921 a
« fixé les conditions d'intervention du Trésor pour
« assurer, en cas d'insuffisance, l'équilibre du Fonds
« Commun, font que le service des retraites jouit, en
« fait, sous le régime actuel de la dite Convention,
« de la garantie du Trésor Public ».

.....
Pour l'ensemble des Réseaux, l'adoption du système de la répartition aboutit à une économie de l'ordre de 450 millions en 1934, chiffre appelé à décroître jusqu'en 1940, époque à laquelle les charges des retraites commenceront à augmenter à nouveau pour atteindre leur maximum vers 1955 (1).

Ces économies passagères et d'une importance discutable, valaient-elle le sacrifice définitif d'un système de capitalisation ? Certes, cette capitalisation était bien compromise, mais avec des sacrifices demandés aux agents, aux Compagnies et à l'Etat, elle aurait peut-être pu se rétablir partiellement. Un système de capitalisation rétréci semble préférable à l'absence complète de capitalisation ; il est prématuré de conclure.

Nous présentons ci-après un relevé des sacrifices annuels consentis par la Compagnie en faveur des Caisses de Retraites, ainsi que la comparaison de ses sacrifices à la totalité des dépenses nécessaires à l'exploitation du réseau.

(1) Rapport sur l'Evolution des Grands Réseaux de Chemins de fer en 1934, présenté le 22 Mai 1935 par M. Henri Roy, Ministre des Travaux Publics, à M. Pierre-Etienne Flandin, Président du Conseil des Ministres.

ANNÉES	DÉPENSES ANNUELLES TOTALES DE LA COMPAGNIE POUR LES CAISSES DE RETRAITES EN MILLIERS DE FRANCS	DÉPENSES TOTALES D'EXPLOITATION EN MILLIERS DE FRANCS	RAPPORT DES DÉPENSES DE RETRAITES AUX DÉPENSES D'EXPLOITATION
1896	5,378	93,224	5,77 %
1897	5,439	93,555	5,81 »
1898	5,550	95,619	5,80 »
1899	5,615	96,306	5,83 »
1900	5,561	95,262	5,84 »
1901	5,655	103,226	5,48 »
1902	5,783	106,204	5,45 »
1903	5,890	107,002	5,51 »
1904	5,960	107,837	5,53 »
1905	6,009	109,929	5,47 »
1906	7,039	115,643	6,09 »
1907	7,425	128,584	5,78 »
1908	7,757	135,980	5,70 »
1909	7,991	143,928	5,55 »
1910	8,215	147,040	5,59 »
1911	12,053	161,601	7,46 »
1912	15,681	175,337	8,94 »
1913	16,937	187,902	9,01 »
1914	17,371	175,429	9,90 »

ANNÉES	DÉPENSES ANNUELLES TOTALES DE LA COMPAGNIE POUR LES CAISSES DE RETRAITES EN MILLIERS DE FRANCS	DÉPENSES D'EXPLOITATION TOTALES EN MILLIERS DE FRANCS	RAPPORT DES DÉPENSES DE RETRAITES AUX DÉPENSES D'EXPLOITATION
1915	16,974	161,613	10,50 %
1916	16,966	189,196	8,97 »
1917	16,886	218,253	7,74 »
1918	16,540	304,527	5,43 »
1919	27,498	522,504	5,26 »
1920	56,527	879,467	6,43 »
1921	57,236	905,369	6,32 »
1922	55,150	848,186	6,50 »
1923	54,733	875,528	6,25 »
1924	55,958	1.002,907	5,58 »
1925	71,398	1.158 190	6,16 »
1926	74,311	1.302,596	5,71 »
1927	75,028	1.456,237	5,15 »
1928	98,371	1.491,991	6,59 »
1929	116,721	1.659,153	7,04 »
1930	142,312	1.883,639	7,56 »
1931	147,218	1.885,668	7,93 »
1932	144,328	1.618,800	8,92 »
1933	142,069	1.582,892	8,97 »
1934	78,136	1.513,324	5,16 »

*
**

Le relevé annuel des dépenses de retraites comparées aux dépenses d'Exploitation totales, fait ressortir, pour la période antérieure au régime de 1911, un taux compris entre 5 % et 6 % ; pour la période comprise entre 1911 et 1934, un taux sensiblement plus élevé, par suite du commissionnement des agents après un an de stage. En 1934, le rapport tombe brusquement, comme suite aux mesures prises conformément au décret-loi du 19 avril 1934 ; ce taux remontera dans les exercices postérieurs pour se stabiliser à un chiffre et à une date qu'il est impossible de prévoir étant donnée la diminution continue des effectifs et le bouleversement apporté dans l'industrie du chemin de fer par les mesures de coordination du rail, de la route et de la voie navigable.

Pour ne pas dépasser le cadre de cette étude, nous n'examinerons pas ici le résultat des dépenses effectuées par la Compagnie pour les retraites, c'est-à-dire le nombre des retraités (agents, veuves et orphelins), le montant des pensions servies à chacune des catégories de pensionnés et ce pour chacun des régimes que nous avons étudiés ; nous noterons seulement qu'en 1900, 7.598 pensionnés se partageaient une somme de 6.997.000 fr., soit une moyenne de 921 francs par pension, et qu'en 1934, 28.309 pensionnés touchaient une somme de 203.250.000 francs, soit une moyenne de 7.180 francs par pension.

TITRE IV

TITRE IV

L'AIDE DIRECTE A LA FAMILLE

AVANT-PROPOS

Pour être assez tard venue dans les préoccupations sociales de la Compagnie de l'Est, l'aide à la famille n'en a pas moins pris une place de premier plan ; nous examinerons successivement, par ordre d'importance financière, les principales mesures que la Compagnie a prises en faveur des enfants de ses agents, c'est-à-dire :

I. — Les allocations accordées périodiquement au prorata du nombre d'enfants ou accidentellement au moment de la naissance ;

II. — Les bourses d'études et les allocations pour frais scolaires ;

III. — L'aide aux orphelins.

Nous ne parlerons pas ici du développement de l'apprentissage à la Compagnie de l'Est, car nous estimons que les dépenses de cette nature sont d'un caractère plutôt économique que patronal ; l'apprentissage, qui a existé dans tous les temps, est nécessaire à toutes les entreprises pour la formation technique des ouvriers ; c'est le réservoir où l'on peut puiser les agents de maîtrise et les spécialistes nécessaires à l'exploitation ; notons simplement à ce sujet qu'au cours de l'année 1934 la Compagnie comptait un effectif de 586 apprentis dans ses ateliers (1).

(1) L'apprentissage est sanctionné par un diplôme d'enseignement professionnel, qui ne donne aucun droit à un emploi au réseau et qui ne comporte pas non plus l'obligation d'en demander un ; mais dans la limite des possibilités de recrutement, tous les apprentis, pratiquement, sont entrés au service de la Compagnie.

CHAPITRE PREMIER

Les allocations familiales

Pour aider les agents chargés de famille, l'intervention de la Compagnie s'est manifestée sous deux formes :

- 1° Par le paiement d'allocations périodiques au prorata du nombre des enfants ;
- 2° Par l'attribution d'une indemnité au moment de la naissance de l'enfant.

Le premier élément est d'ailleurs de beaucoup le plus important et le plus intéressant pour les agents.

*
**

1° - Les allocations périodiques.

A - Avant la guerre de 1914 :

Le 2 février 1882, le Conseil d'Administration de la Compagnie de l'Est décidait d'allouer un secours

de famille de 2 francs par mois et par enfant (soit 24 francs par an) et ce, à partir du quatrième enfant, à tout agent commissionné ayant un traitement maximum de 2.000 francs et à condition que les trois premiers enfants aient moins de 18 ans ; le secours était modique, mais il ne faut pas oublier qu'à cette époque, le traitement mensuel moyen était d'une centaine de francs environ pour les agents débutants, occupés à des emplois modestes comme les hommes d'équipes, les aiguilleurs ou les cantonniers. Ces secours de famille étaient prélevés sur les fonds de la Caisse de Prévoyance.

Le 14 avril 1892, le Conseil d'Administration améliora légèrement ce régime, et servit une subvention de 48 francs par an aux agents commissionnés bénéficiant d'un traitement maximum de 2.000 francs et ayant quatre enfants âgés de moins de 18 ans.

Un supplément de 24 francs par an était payé pour chaque enfant en plus du quatrième.

Ce secours était payé non plus sur les fonds de la Caisse de Prévoyance, mais restait à la charge exclusive de la Compagnie.

A dater du 1^{er} avril 1898, les secours dénommés maintenant allocations, furent améliorés; ils furent accordés aux agents ayant trois enfants au lieu de quatre. De mensuel, le règlement en devint trimestriel, ce qui avait l'avantage précieux d'aider le bénéficiaire au moment du paiement du loyer, moment toujours pénible aux familles nombreuses.

A partir du 1^{er} janvier 1906, (Séance du Conseil d'Administration du 25 janvier 1906), furent augmen-

tées les allocations de famille accordées aux agents commissionnés et aux agents en régie souscripteurs à la Caisse de Prévoyance, recevant un traitement ou un salaire ne dépassant pas 2.000 francs ; l'allocation de 48 francs pour les agents ayant trois enfants de moins de 18 ans était maintenue, mais, à partir du quatrième enfant, une allocation annuelle supplémentaire de 64 francs (au lieu de 24 francs) était accordée pour chaque enfant en plus du troisième.

Le bénéfice des allocations était étendu dans les mêmes conditions, aux agents en régie non souscripteurs à la Caisse de Prévoyance, mais comptant au moins deux années de service effectif ininterrompu.

De plus, une mesure spéciale était édictée en faveur des agents gagnant plus de 2.000 francs, pour qu'ils ne puissent percevoir moins qu'un agent au traitement de 2.000 francs ayant le même nombre d'enfants.

C'est également en 1906, comme on le verra plus loin, que fut instituée une allocation attribuée au moment de l'accouchement et destinée à faire face aux premiers soins médicaux.

En 1910 (séance du 24 mars 1910), le Conseil d'Administration apporta un principe nouveau à l'attribution des allocations de famille : le taux était variable suivant les localités d'emploi des agents, c'est-à-dire en fonction du coût de la vie au lieu de résidence de l'agent.

La première application fut d'ailleurs très simple. Le Réseau de l'Est fut divisé en deux zones A et B :

La zone A comprenait :

1° Les sections de lignes de Paris à Meaux (inclus), Bondy à Aulnay ; Gargan à Livry ; Esbly à Crécy-la-Chapelle ; Noisy-le-Sec à Gretz-Armainvilliers (inclus) ; Nogent-le-Perreux-Bry à Champigny ; Paris-Bastille à Boissy-St-Léger (inclus) ; Charleville à Givet ; Charleville à Lumes (inclus) ; Longuyon à Mont-St-Martin ; Longwy à Villerupt ; Baroncourt à Audun-le-Roman ; Conflans-Jarny à Briey ; Audun à Villerupt ; Valleroy à Homécourt-Jœuf ; Pompey à Jarville (inclus) par Nancy-St-Jean et par Nancy-St-Georges.

2° Les villes de Bar-le-Duc, Belfort, Châlons-sur-Marne, Chaumont, Epernay, Epinal, Reims, Sedan, Toul, Troyes, Verdun, Vesoul.

La zone B comprenait tous les autres points du Réseau où l'on estimait que le coût de la vie était moins élevé.

Le traitement exigé pour bénéficier des allocations ne pouvait dépasser 2.100 francs avec la correction suivante, analogue à celle établie en 1906 :

« Les agents dont le traitement ou salaire est supérieur à 2.100 francs recevront une fraction des allocations de telle sorte qu'à égalité du nombre des enfants, ils ne puissent jamais recevoir moins qu'un agent au traitement de 2.100 francs habitant la même localité ».

Pour les agents de la zone A, les allocations s'élevaient à :

Pour 3 enfants	72 francs par an
Pour 4 enfants	144 »
Pour 5 enfants	216 »

Pour 6 enfants 288 francs par an

Pour 7 enfants 360 »

Et pour chaque en-

fant en plus de 7 72 »

Les agents de la zone B, où on estimait que le coût de la vie était moins élevé, touchaient :

Pour 3 enfants 60 francs par an

Pour 4 enfants 120 »

Pour 5 enfants 180 »

Pour 6 enfants 240 »

Pour 7 enfants 300 »

Et pour chaque en-

fant en plus de 7 60 »

Le principe de discrimination en deux zones était un progrès, bien que la différence des taux fût peu sensible (12 fr. par an et par enfant) ; ce principe ne reçut d'ailleurs sa véritable application qu'en 1925.

Ces changements causaient d'ailleurs à la Compagnie un surcroît annuel de charges de l'ordre de deux cent mille francs.

*
**

B - *La période de guerre.*

Pendant la guerre de 1914, les femmes des agents mobilisés reçurent de la Compagnie, outre une allocation mensuelle égale au demi-traitement ou salaire du mari, une somme de 0 fr. 50 par jour et par enfant âgé de moins de 16 ans.

A partir du 1^{er} janvier 1916, la Compagnie décida d'apporter, à titre temporaire et pour la durée de la guerre, des améliorations au régime de 1910.

La modification importante résidait dans l'attribution de l'allocation aux familles de deux enfants et non plus de trois enfants.

Le bénéfice de l'allocation était, en outre, étendu aux agents recevant un salaire ne dépassant pas 2.400 francs au lieu de 2.100 francs.

Le renchérissement rapide et continu de la vie amena l'intervention financière de l'Etat dans l'attribution des charges de famille, et ce, pour tous les Réseaux. C'est d'ailleurs à partir de cette époque que cette intervention de l'Etat fit perdre aux charges de famille leur caractère essentiellement patronal ; toutes les modifications de principe concernant les allocations familiales furent désormais prises de concert par l'ensemble des Réseaux.

Par la Convention du 10 novembre 1916, l'Etat prenait en charge l'attribution d'une allocation de charges de famille, que l'on a dénommée par la suite « Allocation B », pour les agents de toutes les Compagnies de chemins de fer :

..... « Art. 2. — Les allocations seront calculées
« de la façon suivante :

.....

« B) Pour les employés et ouvriers dont le traitement ou salaire n'excède pas 6.000 francs et qui ont
« un ou plusieurs enfants de moins de 16 ans — la
« limite de 18 ans sera conservée pour les Réseaux
« où elle est actuellement appliquée — à raison de :
« 50 francs par an pour le premier enfant ;
« 100 francs pour le second et pour le troisième ;
« 200 francs pour chacun des suivants ».

Le service de cette allocation fut effectué à partir du 1^{er} novembre 1916 ; elle était attribuée exclusivement aux chefs de famille; le règlement, contrairement aux errements antérieurs, en était mensuel.

Par un avenant à la Convention du 10 novembre 1916, en date du 12 mars 1918, l'article 2 B de la Convention ci-dessus fut modifié comme suit :

« Pour les employés et ouvriers dont le traitement ou salaire n'excède pas 8.100 francs par an et qui ont un ou plusieurs enfants de moins de 16 ans (1), l'allocation sera portée :

« A 150 francs par an pour chacun des deux premiers enfants ;

« A 300 francs pour chacun des suivants » .

.....

Il y a lieu de noter ce fait plutôt curieux : le règlement de ces allocations, d'abord à la charge de l'Etat, fut ensuite prélevé sur le produit de la majoration des tarifs (25 %) qui fut mise en vigueur le 15 avril 1918.

Un peu plus tard, en exécution d'une loi en date du 10 janvier 1919, il fut attribué (avec effet rétroactif du 1^{er} juillet 1918) à *tous* les agents faisant partie du personnel permanent, un supplément temporaire exceptionnel du temps de guerre calculé à raison de 180 francs par an et par enfant, (sans condition de maximum de traitement et en plus des allocations attribuées par la Convention de 1916 et l'Avenant de 1918).

(1) « La limite de 18 ans sera conservée par les Réseaux où elle est actuellement appliquée » (ce qui était le cas pour l'Est).

L'Etat remboursait à la Compagnie le montant de ce supplément.

Les mesures prises pendant la guerre en faveur des allocations familiales aboutissaient à la situation suivante, en 1920 :

1° Montant des allocations :

Allocation annuelle pour les 2 premiers enfants (150+180) 350 fr.
Allocation annuelle à partir du troisième et pour chacun des enfants (300+180) 480 fr.

2° Modifications par rapport au régime de 1910:

Il n'était plus tenu compte du lieu de résidence de l'agent pour déterminer le taux de l'allocation.

Le maximum de traitement pour bénéficier des allocations était supprimé.

Le caractère de secours de l'allocation s'était atténué, on était maintenant devant un problème de défense nationale et d'encouragement à la natalité, que les hécatombes de la guerre expliquaient.

C - Après la guerre.

A partir du 1^{er} janvier 1921 (1), la Compagnie de l'Est, comme tous les autres Réseaux, prit à sa charge l'ensemble des allocations familiales, soit pour la seule année 1921 : 21.500.000 francs.

La période qui va de 1921 à 1934 a vu de nombreux changements dans le taux et les méthodes de répartition de ces allocations ; c'était la suite logique des troubles économiques de l'après-guerre.

(1) Le 1^{er} Janvier 1921 est le point de départ de l'application de la Convention du 28 Juin 1921 conclue entre l'Etat et les Grands Réseaux de Chemins de fer français.

Résumons ces changements :

1° A partir du 1^{er} juillet 1923, un supplément temporaire de 120 francs fut alloué pour chaque personne à charge à partir de la troisième, donnant droit à l'attribution des indemnités pour charges de famille.

2° A dater du 1^{er} janvier 1924, les indemnités de base (330 fr. et 480 fr.) furent majorées de 50 %.

En résumé, l'allocation, à partir du 1^{er} janvier 1924, était fixée à 495 francs par an pour chacun des deux premiers enfants et celle à allouer pour chacun des enfants à partir du troisième était fixée à 840 francs par an.

3° En outre, à partir du 1^{er} janvier 1924 et à titre temporaire, il était alloué à chaque agent ayant des charges de famille un supplément d'indemnité de résidence égal à 10 % de cette indemnité, par enfant ou personne à charge donnant droit à l'allocation pour charges de famille.

Toutes ces mesures étaient prises « à titre provisoire », mais le calme économique que l'on appelait de tous ses vœux, apparaissait chaque jour plus lointain ; en 1925 (1^{er} janvier), on fit donc table rase des allocations et majorations diverses fort enchevêtrées attribuées par les règlements antérieurs et l'on revint au principe, fort juste, de 1910, d'attribuer les charges de famille en fonction de l'indemnité de résidence allouée à l'agent, c'est-à-dire en fonction du coût de la vie du lieu où résidait cet agent.

Voici le tableau des divers taux qui furent adoptés en 1925 ; nous indiquerons une localité prise comme type, en regard de chaque indemnité.

MONTANT DE L'INDEMNITÉ DE RÉSIDENT	COMME EXEMPLE LOCALITÉS INDIQUÉES	MONTANT DE L'ALLOCATION	
		Pour chacun des deux premiers enfants	Pour chacun des survivants
0	Aucune localité	504	852
96	id.	516	870
192	id.	528	888
288	id.	540	906
384	id.	552	924
480	Clairvaux	564	942
576	Bar-sur-Seine	576	960
672	Badonvillers	588	978
768	Baccarat	600	996
864	Vesoul	612	1.014
960	Vouziers	624	1.032
1.056	Bar-le-Duc	636	1.050
1.152	Coulommiers	648	1.068
1.248	St-Dizier	660	1.086
1.344	Soissons	672	1.104
1.440	Châlons-sur-Marne	684	1.122
1.536	Laon	696	1.140
1.632	Troyes	708	1.158
1.824	Nancy	732	1.194
1.920	Le Parc-St-Maur	744	1.212
2.016	Joinville-le-Pont	756	1.230
2.112	Vincennes	768	1.248
2.208	Noisy-le-Sec	780	1.266
2.304	Pantin	792	1.284
2.400	Paris seulement	804	1.302

Le 1^{er} janvier 1928, les taux furent relevés ainsi que le 1^{er} juillet 1929, et voici quel était, au 31 décembre 1934, le taux annuel des allocations familiales.

TAUX DE L'INDEMNITÉ DE RÉSIDENCE DE L'AGENT	TAUX ANNUEL DE L'ALLOCATION POUR CHARGES DE FAMILLE		
	Pour chacun des deux premiers enfants	Pour le troisième enfant	Pour le 4 ^e enfant et chacun des survivants
2.700 fr.	1.005 fr.	2.040 fr.	2.160 fr.
2.592 »	990 »	2.010 »	2.130 »
2.484 »	975 »	1.980 »	2.100 »
2.376 »	960 »	1.950 »	2.070 »
2.268 »	945 »	1.920 »	2.040 »
2.160 »	930 »	1.890 »	2.010 »
2.052 »	915 »	1.860 »	1.980 »
1.944 »	900 »	1.830 »	1.950 »
1.836 »	885 »	1.800 »	1.920 »
1.728 »	870 »	1.770 »	1.890 »
1.620 »	855 »	1.740 »	1.860 »
1.512 »	840 »	1.710 »	1.830 »
1.404 »	825 »	1.680 »	1.800 »
1.296 »	810 »	1.650 »	1.770 »
1.188 »	795 »	1.620 »	1.740 »
1.080 »	780 »	1.590 »	1.710 »
972 »	765 »	1.560 »	1.680 »
864 »	750 »	1.530 »	1.650 »
756 »	735 »	1.500 »	1.620 »
648 »	720 »	1.470 »	1.590 »
540 »	705 »	1.440 »	1.560 »

Ajoutons que les grands centres cheminots comme Paris et sa banlieue, Nancy, Reims, Charleville-Mézières bénéficient d'une indemnité de résidence supérieure à 2.000 francs et, par conséquent, des charges de famille élevées correspondantes.

De plus, il faut noter qu'au mois d'avril 1934, lors de la première déflation des traitements (6 % en moyenne), les allocations pour charges de famille ne furent pas atteintes ; par contre, elles furent assujetties au prélèvement général de 10 % édicté par un décret-loi du 16 juillet 1935, sur toutes les dépenses publiques.

Ce système de proportionner le montant des charges de famille au coût de la vie est un système plus logique que celui que l'Etat a adopté à l'égard des fonctionnaires pour lesquels les allocations sont égales, quel que soit le lieu de résidence et ce au détriment des fonctionnaires (les plus nombreux) habitant les grands centres. Pour Paris seulement, avant le décret-loi du 16 juillet 1935 qui a modifié les taux, voici quel était le montant des allocations attribuées aux fonctionnaires et celles attribuées aux agents de chemins de fer.

	ALLOCATION ATTRIBUÉE A PARIS			
	Pour le premier enfant	Pour le deuxième enfant	Pour le troisième enfant	Pour chaque enfant à partir du quatrième
Fonctionnaires	660 fr.	950 fr.	1.560 fr.	1.920 fr.
Agents des Grands Réseaux	1.005 »	1.005 »	2.040 »	2.160 »

Notons que les enfants donnant droit à l'allocation ne comprennent pas seulement les enfants légitimes mais aussi les enfants naturels reconnus par l'agent ; les enfants légitimes de l'agent divorcé, qui sont à sa charge et habitent avec lui, ou ceux qui habitent avec leur mère pour lesquels une pension alimentaire a été prévue dans le jugement de divorce ; les enfants légitimes de la femme divorcée et remariée avec un agent, dans le cas où le jugement de divorce ne prévoit pas le paiement par le père d'une pension alimentaire et à la condition que les enfants soient à la charge de l'agent ; les enfants naturels de la femme qui sont à la charge de l'agent ; les orphelins de père et mère à la charge de l'agent et habitant avec lui : frères, sœurs, neveux, nièces, petits enfants de l'agent, à l'exclusion des beaux-frères ou belles-sœurs de l'agent, etc... Comme on peut le voir, les règles d'attribution sont très libérales.

De plus, le taux de l'allocation familiale étant fonction du taux de l'indemnité de résidence, il est modifié lorsque celui-ci subit un changement par suite d'une modification du coût de la vie dans la résidence de l'agent.

*
**

II. — Allocations pour naissances d'enfants.

Dans sa séance du 25 janvier 1906, le Conseil d'Administration de la Compagnie institua des allocations spéciales à payer au moment de la naissance

des enfants, pour subvenir en partie aux frais exceptionnels causés par l'accouchement.

Le taux était uniformément fixé à 50 francs par enfant, mais il fallait que le traitement ne dépassât pas 2.000 francs par an, et, pour les agents en régie, deux ans de service ininterrompu étaient exigés.

Nous n'insisterons pas sur la valeur d'une telle mesure et l'utilité que présente, pour un agent d'emploi modeste, une allocation aussi opportune ; nous noterons simplement les améliorations qui ont été apportées à cette première décision.

Le 1^{er} janvier 1911, le traitement maximum exigé pour bénéficier de l'allocation est porté à 2.100 francs et le délai de service pour les agents en régie, ramené à un an.

A partir du 30 novembre 1916, le taux est fixé ainsi qu'il suit :

50 francs si l'agent n'a pas d'autre enfant vivant ;

75 francs s'il a un autre enfant vivant ;

100 francs s'il a au moins deux autres enfants vivants.

Le traitement maximum fut porté à 3.600 francs puis à 4.300 francs (juin 1919), puis à 5.700 francs (août 1920), puis à 10.000 francs (août 1921).

Après diverses modifications, les taux, au 31 décembre 1934, s'établissaient ainsi :

à 150 francs si l'agent n'a pas d'autre enfant vivant ;

à 225 francs si l'agent a un autre enfant vivant ;

à 300 francs si l'agent a au moins deux autres enfants vivants.

*
**

Nous ne présenterons pas le relevé annuel des dépenses faites par la Compagnie de l'Est au titre des allocations familiales, car ces allocations n'ont pris une importance financière considérable qu'après la guerre de 1914-1918, lorsque leur caractère de simple secours a disparu pour faire place à celui d'encouragement à la natalité.

Notons seulement qu'avant 1914, le montant annuel n'a jamais dépassé un million de francs; qu'en 1920 il s'est élevé à 11 millions, et qu'il n'a cessé de croître depuis cette date, pour atteindre le chiffre respectable de 85.500.000 francs en 1934, soit une moyenne de 1.380 francs par agent.

CHAPITRE II

Les mesures prises en faveur des enfants d'agents

Presque dès le début de son exploitation, la Compagnie de l'Est s'est intéressée au sort des enfants de ses agents, pour aider à leur éducation, subvenir aux besoins de ceux que le sort malheureux avait frappés.

Pour ce faire, elle a créé des bourses d'études, surtout dans les établissements d'enseignement technique, commercial et professionnel, elle a accordé des subventions pour frais d'études et de trousseau aux fils d'agents méritants, elle a ouvert des cours d'enseignement ménager, elle a subvenu à l'éducation et à l'entretien des orphelins en les confiant à des organismes de choix, elle a facilité et encouragé l'entrée dans ses ateliers d'apprentissage des enfants de cheminots.

**1° - Les Bourses dans les établissements
d'enseignement technique.**

Les premières bourses de ce genre furent créées à partir de 1865 ; voici quelques détails sur les principales de ces bourses :

a) Bourses de l'Ecole Commerciale de Paris.

En 1865, (Décision du 31 août 1865), la Compagnie de l'Est créa six bourses d'externat à l'école de l'avenue Trudaine, fondée par la Chambre de Commerce de Paris pour donner aux garçons un enseignement commercial.

Le nombre des bourses fut porté à vingt par décision du 20 mai 1896, ramené à dix en 1924 et porté à douze en 1933 ; le taux, à l'origine, était de 220 francs par an ; le taux actuel (établi en 1929) est de 765 francs pour les cours normaux et de 630 francs pour les cours préparatoires.

Pour y être admis, les enfants doivent être âgés de 12 ans au moins et posséder leur certificat d'études primaires.

Les études durent trois ou quatre ans et sont sanctionnées par la délivrance d'un brevet secondaire d'études commerciales.

b) Ecole professionnelle de Cluny et Ecole professionnelle de l'Est à Nancy (Ecole Loritz) (1).

Par décision du 18 août 1866, furent créées six

(1) L'école Loritz, de Nancy, a été remplacée à partir du 1^{er} Octobre 1935 par l'Ecole Nationale professionnelle de Nancy.

bourses d'internat à l'Ecole de Cluny ; le prix en était de 500 francs pour la première année et de 600 francs pour les années suivantes. Ces bourses furent supprimées par décision du 26 juin 1873, et transférées au nombre de sept à l'Ecole professionnelle de l'Est, dite Ecole Loritz, à Nancy ; cinq autres bourses furent créées en 1873 également et trois autres en 1896. Le montant de la bourse était à l'origine de 700 francs pour la première année et de 610 francs pour les années suivantes (on ajoutait 90 francs de frais d'uniforme pour les années autres que la première).

En 1920, le nombre des bourses fut porté à trente-cinq, étant entendu que quelques-unes seraient affectées à l'Ecole primaire supérieure professionnelle de Mézières, puis à l'Ecole pratique de Commerce et d'Industrie de Charleville.

Le but de ces écoles, fort recherchées des classes moyennes, est de former, pour les diverses industries, plus spécialement pour les industries mécaniques, des ouvriers instruits et habiles, aptes à devenir contre-maîtres et chefs d'ateliers et de préparer aux concours d'admission aux Ecoles Nationales d'Arts et Métiers, ainsi qu'aux autres écoles techniques du même degré.

A l'origine, ne pouvaient prétendre au concours ouvert pour l'obtention des bourses que les fils des employés qui avaient au moins douze ans de service, deux enfants et un traitement annuel ne dépassant pas 3.000 francs.

Ces conditions restrictives furent modifiées à différentes époques ; actuellement sont admis à présenter

leur fils aux concours, les agents de la Compagnie qui appartiennent aux échelles 1 à 14 (1), c'est-à-dire, en fait, presque tous les agents, et qui comptent au moins 10 ans de service quel que soit le nombre des enfants.

Outre les établissements ci-dessus, voici quelques autres écoles professionnelles où des bourses furent fondées par la Compagnie :

1° L'Ecole professionnelle de Reims où cinq bourses furent créées à partir de 1877 ; elles étaient réservées aux fils d'agents résidant à Reims (ces bourses ont été supprimées en 1914).

2° L'Ecole municipale professionnelle et ménagère de Reims où dix bourses furent créées à partir de 1881, elles étaient réservées aux filles d'agents en résidence à Reims ; le but de cette école « était non seulement de former de bonnes ouvrières mais aussi de préparer des femmes éclairées et laborieuses, sachant diriger elles-mêmes leur ménage ». Ces bourses furent supprimées en 1910.

3° L'Ecole professionnelle du Pensionnat St-Joseph à Nancy où dix bourses furent créées en 1899 pour disparaître en 1928.

D'autres bourses furent créées temporairement à l'Ecole Colbert à Paris, à l'ouvroir Sainte-Croix à Coulommiers, au Lycée de Versailles.

La Compagnie suit attentivement le cours des études des boursiers ; des relevés périodiques de notes lui sont adressés et, le cas échéant, la suppression de la

(1) L'échelle 14 correspond aux grades de Sous-Inspecteurs et de Sous-Chef de Bureau. (Voir Titre 1^{er}, Chap. I. Répartition administrative du personnel).

bourse sanctionne les mauvaises notes obtenues par l'élève.

Allocations pour frais d'études

Pour compléter le système des bourses, la Compagnie eut recours à un autre moyen, un peu plus souple, en subvenant partiellement aux frais d'études (pension, trousseau, fournitures scolaires) de fils d'agents particulièrement méritants.

Aucune règle d'attribution n'est établie, l'octroi de la subvention est subordonné dans chaque cas particulier à la décision du Directeur de la Compagnie qui fait prélever cette subvention sur des fonds dont le montant, au début de chaque année, est fixé par le Conseil d'Administration.

Cette subvention est accordée pour toutes sortes d'études, primaires, primaires supérieures, professionnelles, secondaires, supérieures.

Ce système, qui permet d'intervenir dans tous les cas intéressants, est particulièrement apprécié des agents.

*
**

2° L'Aide aux Orphelins

Nous n'examinerons pas ici les secours au décès, ni la réversibilité d'une partie de la pension sur la tête des orphelins de père et de mère ; ces mesures sont comprises dans les règlements des Caisses de Prévoyance et des Caisses de Retraites.

On n'envisagera que l'aide supplémentaire et bénévole apportée par la Compagnie de l'Est aux orphelins

de père ou de mère, soit par leur placement dans un établissement choisi, soit par l'attribution d'allocations à des groupements mutuels d'origine professionnelle créés pour venir en aide aux orphelins.

a) *L'intervention directe de la Compagnie de l'Est*

Pour le placement direct des orphelins, la Compagnie de l'Est a porté surtout son choix sur des établissements catholiques: c'est la confession dominante des régions de l'Est (Lorraine, Champagne, Ardennes...) et des employés de la Compagnie, originaires pour la plupart de ces régions.

Les orphelins sont admis à bénéficier de ces bourses, en général à partir de 7 ans ; certains établissements les accueillent à partir de 5 ans et même 18 mois comme à l'orphelinat St-Michel à Montmirail. La Compagnie prend à sa charge la totalité des frais d'entretien et d'éducation, en principe jusqu'à 18 ans.

Voici quelques dates de fondation de bourses, ainsi que les établissements choisis par la Compagnie :

1° C'est le 30 Mai 1872 que la Compagnie, pour la première fois, a créé dix bourses d'orphelins dans un établissement de la rue du faubourg Saint-Antoine, fondé par l'Impératrice Eugénie et dénommé encore « Asile Eugène Napoléon » ; il est dirigé par les filles de la Charité de St-Vincent de Paul (1).

Le nombre des bourses fut porté à dix-huit en 1888, à trente en 1896, ramené à vingt-cinq en 1926 ; elles étaient réservées aux jeunes filles de 7 à 12 ans.

(1) Il faut noter que la plupart des orphelinats catholiques sont dirigés par des sœurs de Saint-Vincent de Paul.

Si, en 1932, le prix de la pension était de 180 francs par mois, soit 2.160 francs par an, il n'était, en 1872, que de 365 francs, soit 1 franc par journée de présence effective.

Voici le programme, assez caractéristique, de l'enseignement qui était un programme type et qu'on retrouvait, sans grandes modifications, dans tous les établissements de ce genre :

« L'institution du Faubourg Saint-Antoine a pour
« but de donner une éducation classique et profes-
« sionnelle aux enfants qui lui sont confiés.

« L'enseignement se divise en deux parties : l'ins-
« truction primaire, l'enseignement professionnel. Ce
« dernier comprend, au choix des jeunes filles et selon
« leurs aptitudes : la lingerie fine, la confection pour
« dames et enfants ; le repassage et le raccomodage ;
« la broderie en or et en soie pour équipements
« militaires, ornements d'églises, ameublement et
« nouveautés.

« Les jeunes filles qui restent, après 18 ans, dans
« l'établissement peuvent gagner, selon leur conduite,
« des mentions honorables auxquelles sont attachées
« des primes de 50, 75 et 100 francs par an. De plus,
« elles reçoivent, à leur sortie, un trousseau très com-
« plet et la maison se charge de les placer lorsqu'elles
« n'ont pas de famille. »

Citons, mais plus succinctement, les autres établissements où la Compagnie place habituellement les orphelins :

1° L'orphelinat de St-Vincent de Paul de Vaugirard (chemin du Moulin) réservé aux garçons ; dix

bourses y furent créées en 1874, chiffre porté à vingt en 1896. Elles furent supprimées quelques années plus tard.

2° L'orphelinat Saint-Michel à Montmirail (dirigé par les sœurs de Saint-Vincent de Paul), réservé aux filles ; dix bourses furent créées en 1874, dix autres en 1894 et vingt autres en 1896.

Voici les prix modestes demandés par cet établissement, en 1894 : « Le prix de la pension est de 15 fr. « par mois et par élève, et il est entendu que rien ne « doit être réclamé en plus, ni à la Compagnie, ni aux « parents ; que la Compagnie ne paie que pour la « présence effective des enfants ; les fractions de mois « sont comptées à raison de 0 fr. 50 par jour ».

3° L'orphelinat Saint-Joseph à Fère-Champenoise (dirigé par les sœurs de Saint-Vincent de Paul), réservé aux filles ; quinze bourses y furent créées en 1895 ; ce chiffre fut porté à vingt en 1896, puis réduit à dix en 1897 faute de places disponibles.

4° L'orphelinat de Champigny-sur-Marne (dirigé par les sœurs de Saint-Vincent de Paul), transféré, en 1908, à Muno (Belgique), et réservé aux filles ; vingt bourses y furent créées en 1896.

5° L'Ecole Fénelon à Vaujours (S.-et-O.) dirigée anciennement par les Frères des Ecoles Chrésiennes et réservée aux garçons ; dix bourses furent créées en 1901, chiffre porté à quinze en 1908.

6° L'orphelinat de Sainte-Geneviève, devenu Orphelinat Roederer à Reims (dirigé par des sœurs de Saint-Vincent de Paul) ; dix bourses y furent créées en 1897. Les orphelins y étaient admis à partir de 3 ans.

7° L'orphelinat de Montardoise (Aube) caractérisé surtout par l'enseignement agricole qu'on y donnait ; dix bourses furent créées en 1918 et supprimées en 1924.

Comme pour les autres boursiers, la Compagnie de l'Est ne perd pas de vue les enfants placés dans les orphelinats. Des bulletins périodiques sont adressés par les établissements à la Compagnie qui les examine avec le plus grand soin et prend toutes mesures utiles.

b) *L'aide aux orphelins par l'intermédiaire
de groupements mutuels*

Un groupement mutuel, fondé par les cheminots de tous les Réseaux français, s'est donné comme tâche exclusive de venir en aide aux orphelins de ses adhérents, c'est « l'Orphelinat des Chemins de fer français ».

Ce groupement, créé en 1891, « n'est pas un pensionnat ; sa préoccupation essentielle est de placer « les orphelins dans le milieu familial le plus favorable à leur bonne éducation. Autant qu'il se peut, « les pupilles sont laissés au père ou à la mère survivant, à défaut au tuteur ; si la chose n'est pas « possible, ce sont ces personnes responsables elles-mêmes qui choisiront l'établissement dans lequel « les enfants seront placés, l'Orphelinat se réservant « alors un droit de surveillance et de visite » (1).

Nous n'indiquerons pas ici les conditions d'admission, ni les avantages faits aux orphelins, pas plus

(1) « L'effort social des Grands Réseaux de Chemins de fer français en faveur de leur personnel : 1935 ».

que nous ne chercherons à savoir si ce système du groupement professionnel est moralement préférable à celui des bourses créées et prises en charge par les Réseaux, l'essentiel est que l'orphelin soit secouru.

L'intervention de la Compagnie se traduit sous forme de subvention globale au groupement et d'allocations forfaitaires par orphelin recueilli.

Un autre groupement : « L'Association fraternelle des Employés et Ouvriers des Chemins de fer français » s'occupe aussi, mais dans une mesure moindre, des orphelins de ses membres adhérents décédés ; comme le précédent groupement, il reçoit des subventions de la Compagnie.

TITRE V

TITRE V

MESURES DIVERSES PRISES EN FAVEUR DU PERSONNEL

AVANT-PROPOS

Outre les institutions créées en faveur des agents malades, âgés ou chargés de famille, la Compagnie de l'Est a pris d'autres mesures destinées à faciliter les conditions d'existence du personnel en service. Ces mesures, certes, avaient beaucoup moins d'importance économique et financière, mais elles ont contribué à créer autour du cheminot et de sa famille une atmosphère de bien-être et de confort appréciable. Nous en traiterons dans trois chapitres, d'importance inégale d'ailleurs.

On examinera successivement :

- 1° Le logement ;
- 2° Les sociétés de consommation fondées par les agents de la Compagnie ;

3° Les avantages accordés aux agents mais non appréciables en argent, comme les facilités de circulation, la fourniture de combustibles à prix réduit, les allocations accordées à divers titres, comme la contribution de la Compagnie aux dépenses d'habillement des agents astreints à l'uniforme, la distribution de boissons hygiéniques chaudes ou rafraîchissantes, les secours pécuniaires ainsi que les avances sur traitement sans intérêt accordés aux agents dans l'embarras...

CHAPITRE I

Le logement

Le problème du logement est fort important pour les agents de chemins de fer, par suite des changements fréquents de résidence auxquels ils sont astreints ; cette sujétion les oblige en effet à trouver rapidement un logement et à un taux de loyer en rapport avec leur salaire. Cette situation n'est d'ailleurs pas particulière à la Compagnie de l'Est, ni même aux seuls chemins de fer français, et, eu égard à son importance, elle a fait notamment l'objet d'une étude assez approfondie au Congrès International des Chemins de fer qui s'est tenu à Rome du 18 au 28 avril 1922, (Habitations ouvrières, question 16). A ce Congrès, les conclusions suivantes, qui résument tout le problème, furent adoptées :

« 1° Il est à désirer que tout agent de chemin de

« fer jouisse d'un logement salubre et convenable ;

« 2° Il est à désirer que les Administrations de
« Chemins de fer s'emploient, le cas échéant, à pro-
« curer ces habitations à leur personnel ;

« 3° L'intérêt des Administrations est, pour par-
« venir à ce but, de s'adresser de préférence aux
« institutions privées, favorisées ou non par l'Etat,
« suivant la législation de chaque pays, qui ont pour
« objet la construction de maisons ouvrières en con-
« cluant avec elles les arrangements financiers
« nécessaires. Il sera avantageux pour les Adminis-
« trations de favoriser la création d'institutions de
« ce genre de la part de leur personnel.

« 4° Il est désirable que les Administrations de
« Chemins de fer pourvoient directement au logement
« des agents affectés à un service de sécurité qui ne
« trouveraient pas à se loger dans le voisinage du
« lieu de leur emploi.

Ajoutons qu'avant l'adoption de ces conclusions,
les points suivants avaient été mis en relief au cours
de la discussion :

a) Il vaut mieux construire par groupes, de petits
immeubles de quatre logements, que de grandes
casernes locatives ;

b) Il faut, autant que possible, fournir au person-
nel une certaine surface de terrain à cultiver et lui
faciliter, par des constructions adéquates, l'entretien
d'une basse-cour.

Sans suivre exactement ces recommandations, la
Compagnie de l'Est s'est préoccupée vivement du
logement de ses agents, s'inspirant de ces belles

paroles de Jules Simon : « Sans logement, il n'y a pas de famille; sans famille, il n'y a pas de morale; sans morale, il n'y a pas d'homme... »

Nous noterons d'abord, pour ordre, les logements mis gratuitement à la disposition d'un certain nombre d'agents dans l'intérêt du service (chefs de gares ou de stations, chefs d'ateliers ou de dépôts, gardes-barrières et sémaphoristes, concierges et surveillants...). Les dépenses de ces logements, d'intérêt commercial, sont noyées dans les dépenses d'établissement du réseau, et n'ont un caractère patronal que pour la partie concernant le confort, l'aisance et la coquetterie que la Compagnie a toujours le souci d'apporter dans l'aménagement des logements (1).

L'effort social de la Compagnie s'est exercé pour les habitations des agents non « astreints au logement » dans l'intérêt du service, de trois manières différentes, par :

1° La construction de cités ;

2° Des avances directes et des prêts hypothécaires faits aux agents désireux de construire, d'acheter ou d'aménager une maison d'habitation ;

3° Des avances et des subventions accordées à diverses sociétés de crédit immobilier.

*
**

1° - La construction de cités.

La nécessité de construire des cités provient des

(1) Le nombre des agents astreints au logement s'élevait en 1934 à environ 3.500.

sujétions de l'exploitation qui oblige une Compagnie de Chemins de fer à grouper un grand nombre d'agents loin d'agglomérations importantes (triaux et ateliers notamment).

Avant 1900, cette nécessité se faisait peu sentir ; on peut toutefois relever la construction, en 1855, à Blesme (Marne), d'un petit groupe de logements, après la guerre de 1870, à Batilly (M.-et-M.), d'un groupe de vingt logements ; vers 1890, de quarante-quatre logements à Chalindrey (Hte-Marne), et d'une centaine à Romilly-sur-Seine (Aube).

Mais au début du siècle, le développement particulièrement intense de la métallurgie dans la région de l'Est amena la Compagnie de l'Est à se préoccuper davantage du logement à procurer à ses agents, qui, plus nombreux par suite d'un trafic plus intense, trouvaient avec peine un logis dans des conditions favorables de prix et de confort.

La Compagnie s'est adressée à des sociétés comme on le verra plus loin, mais elle a été surtout obligée de construire elle-même ; à Conflans (M.-et-M.), furent édifiés cent soixante logements environ et trois baraquements en bois pour célibataires ; à Blainville (M.-et-M.), cent quarante logements et une maison en maçonnerie pour célibataires ; à Lumes-Nouvion (Ardennes), cent soixante-dix-huit logements ; de même l'établissement d'un dépôt de machines à Longueville (S.-et-M.), par suite du développement des lignes de banlieue, obligea la Compagnie à édifier dans cette localité cent quarante logements. En résumé, avant la guerre, la Compagnie pouvait mettre à la dispo-

sition de ses agents sept cent dix-neuf logements de deux, trois ou quatre pièces, et soixante deux chambres pour célibataires ; l'ensemble de ces logements représentait une dépense de construction de 7 millions environ.

Pendant la guerre, une grande partie de ces logements, situés pour la plupart dans les départements sinistrés de Meurthe-et-Moselle et des Ardennes, furent détruits.

Après la guerre, le problème du logement s'est posé d'une façon plus impérieuse ; d'une part, par suite de la crise propre aux pays dévastés, et, d'autre part, de la crise générale du logement qui, pour diverses raisons économiques et sociales, a sévi en France d'une manière intense de 1920 à 1930 ; faut-il ajouter aussi la mise en application de la loi de huit heures, qui, en obligeant la Compagnie à accroître ses effectifs en 1919 et 1920, a augmenté très sensiblement le nombre des agents des grands centres d'exploitation.

Ces diverses causes, surtout la première, obligèrent la Compagnie à un effort massif et immédiat.

Un premier programme de logements en bois fut donc approuvé le 1^{er} mars 1919 et exécuté en moins de deux années dans les grands centres des régions dévastées comme Blainville, Audun-le-Roman, Longuyon (M.-et-M.), et Reims.

Ces maisons en bois, très bien aménagées, furent néanmoins, à partir de 1927, liquidées progressivement (vente ou démolition) et, au 31 décembre 1934, sur les 1.125 maisons et les 52 baraquements en bois

(soit 1.200 chambres environ pour célibataires), construits en 1919 et en 1920, il ne restait que quelques unités.

Le problème du logement dans les régions dévastées étant ainsi partiellement résolu, trois programmes de constructions en maçonnerie furent rapidement mis sur pied et exécutés aux mois de février 1920, juillet 1923, août et novembre 1924. Le coût d'exécution des logements prévus dans ces trois programmes représentait une dépense globale de cent millions de francs environ.

Ce gros effort, une fois accompli, avait sensiblement atténué la crise pour les agents de la Compagnie ; aussi, à partir de 1927, ne mit-on sur pied que deux programmes complémentaires (l'un fut adopté en octobre 1928 et l'autre en février 1930) pour une dépense globale d'une quarantaine de millions.

L'exécution de ces cinq programmes a porté à près de cinq mille le nombre des logements mis à la disposition des agents mariés et à plus de quinze cents le nombre des chambres pour célibataires.

Par ordre d'importance, voici les centres où les constructions de cités ont eu lieu :

Triage de Vaires-Brou (Seine-et-Marne), (plus de 800 logements) ; Blainville (près de 700 logements) ; Lumes (Ardennes) ; Longwy ; Conflans ; Reims ; Revigny (Meuse) ; Is-sur-Tille (Côte-d'Or) ; Pagny-sur-Moselle ; Novion-sur-Meuse ; Audun-le-Roman (Meurthe-et-Moselle) ; Châlons-s^r-Marne ; Saint-Dizier ; Troyes ; Longueville ; Verdun ; Chalindrey (Haute-Marne).

Complétons ce bref exposé par le relevé des dépenses annuelles faites par la Compagnie de 1919 à 1933 pour les constructions ci-dessus (en milliers de francs). Ce relevé annuel aura l'avantage d'indiquer les années où l'effort de la construction fut le plus intense :

Années 1919....	1.865	milliers de francs
» 1920....	19.345	»
» 1921....	13.575	»
» 1922....	9.560	»
» 1923....	16.760	»
» 1924....	25.965	»
» 1925....	17.035	»
» 1926....	9.140	»
» 1927....	3.855	»
» 1928....	2.895	»
» 1929....	11.200	»
» 1930....	16.365	»
» 1931....	7.395	»
» 1932....	865	»
» 1933....	430	»

Dépenses totales 156.250 milliers de francs

Cette dépense de 156 millions représente une charge annuelle (intérêts et amortissement) de 12.800.000 francs. Compte tenu des loyers nets encaissés, 3.700.000 francs environ, soit 2,3 % du capital engagé, (déduction faite des frais d'entretien et de gestion des cités), on peut estimer que la Compagnie

de l'Est supporte en fait une charge annuelle nette de plus de neuf millions de francs.

L'aménagement et l'utilisation des cités.

Les cités sont construites sur des emplacements très favorables tant au point de vue de l'aération et de la vue qu'au point de vue, très important, de l'alimentation en eau.

Deux types de maisons ont été adoptés, tous deux en maçonnerie de moellons, un type de quatre logements de trois pièces et un type à deux logements de quatre pièces, chaque logement ayant son entrée indépendante.

Chaque ménage dispose en général d'un jardin de trois cents mètres carrés environ.

L'aspect extérieur de la construction n'a pas été négligé; de plus, pour encourager les agents à donner un aspect agréable aux jardins de leurs logements, la Compagnie attribue, chaque année, des primes à ceux qui présentent les meilleurs résultats.

Le lotissement de la cité est établi suivant les dernières lois du confort et de l'hygiène, notamment en ce qui concerne l'alimentation en eau, l'éclairage électrique, les installations sanitaires, collectives, etc...

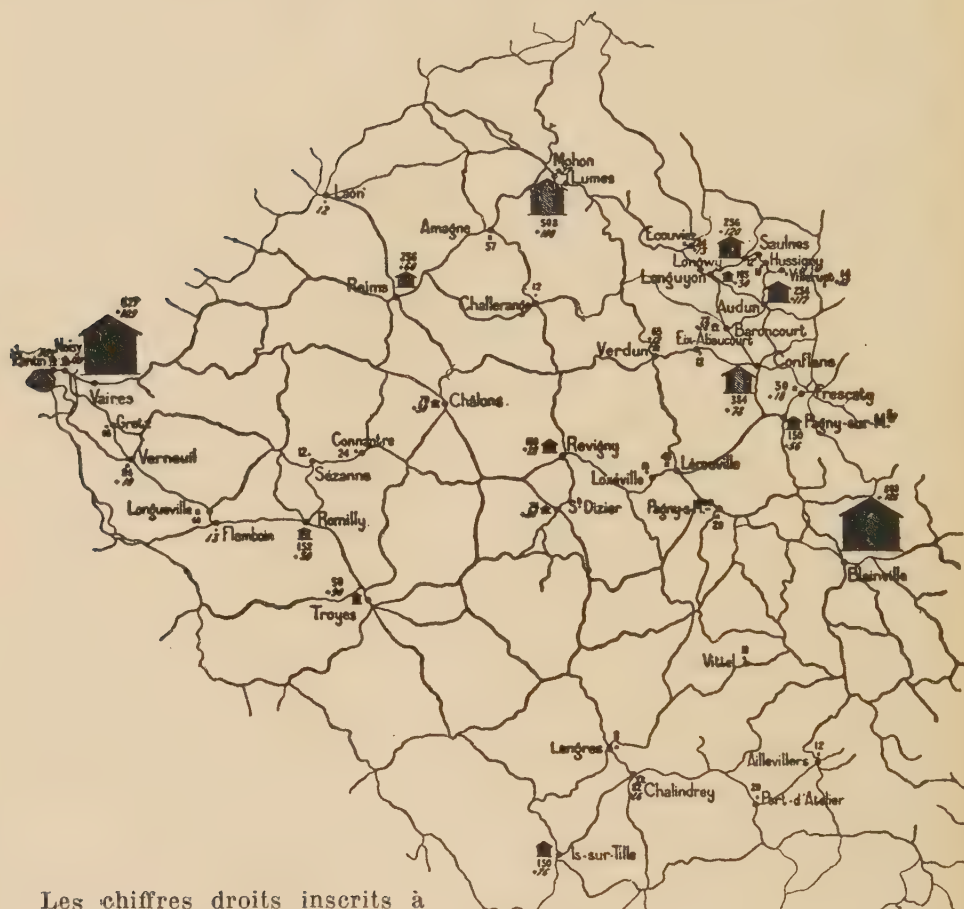
Les logements des cités sont réservés aux agents commissionnés et mariés, ils sont attribués dans l'ordre ci-après : agents sans logement, agents mal logés, autres agents ; les agents avec enfants ont naturellement la priorité dans chacune de ces trois catégories.

Les logements sont loués à des taux avantageux. Voici quel était, au 1^{er} juillet 1930, les taux en vigueur :

TAUX DU LOYER MENSUEL A PARTIR DU 1 ^{er} JUILLET 1930									
LOCALITÉS OU L'INDEMNITÉ DE RÉSIDENCE EST DE :	MAISONS EN MAÇONNERIE			MAISONS EN BOIS			CHAMBRES DE CÉLIBATAIRES		
	2 pièces	3 pièces	4 pièces	2 pièces	3 pièces	4 pièces	Nues	Meublées	
600 fr. ou 720 fr.	45 fr.	66 fr.	87 fr.	24 fr.	32 fr.	41 fr.	10 fr.	18,50	
840 fr. ou 960 fr.	49 fr.	70 fr.	91 fr.	25 fr.	34 fr.	42 fr.	10,50	19 fr.	
1.080 fr. ou 1.200 fr.	53 fr.	74 fr.	95 fr.	27 fr.	35 fr.	43 fr.	11 fr.	19,50	
1.320 fr. ou 1.440 fr.	57 fr.	78 fr.	99 fr.	28 fr.	36 fr.	45 fr.	12 fr.	20,50	
1.560 fr. ou 1.680 fr.	62 fr.	83 fr.	104 fr.	29 fr.	38 fr.	46 fr.	12,50	21 fr.	
1.800 fr. ou 1.920 fr.	66 fr.	87 fr.	108 fr.	31 fr.	39 fr.	48 fr.	13,50	22 fr.	
2.040 fr. ou 2.160 fr.	70 fr.	91 fr.	112 fr.	32 fr.	41 fr.	49 fr.	14 fr.	22,50	
2.280 fr. ou 2.400 fr.	74 fr.	95 fr.	116 fr.	34 fr.	42 fr.	50 fr.	14,50	23 fr.	
2.520 fr. ou 2.640 fr.	78 fr.	99 fr.	120 fr.	»	»	»	15,50	24 fr.	
2.760 fr. ou 2.880 fr.	83 fr.	104 fr.	125 fr.	»	»	»	16 fr.	24,50	

Nous présentons en annexe une carte donnant la répartition géographique des cités de la Compagnie.

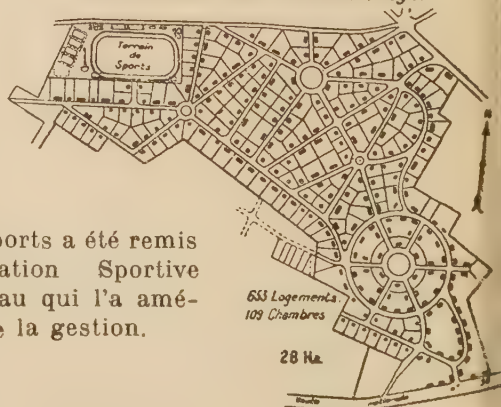
LES CITES-JARDINS DE LA COMPAGNIE DE L'EST



Les chiffres droits inscrits à côté d'une vignette donnent le nombre de logements et les chiffres penchés le nombre de chambres de célibataires à la fin de 1931.

La partie centrale hachurée de certaines vignettes représente l'importance relative des cités en 1914.

L'une des Cités de Vaires-Triage.



Le terrain de sports a été remis à une Association Sportive d'agents du Réseau qui l'a aménagé et en assure la gestion.

*
**

2° - Les avances aux agents.

Accéder à la propriété est le rêve du travailleur modeste, surtout du cheminot d'origine essentiellement terrienne ; aussi la Compagnie a-t-elle mis en vigueur, à partir de 1909, un système d'avances et de prêts fort intéressant, puisqu'à l'aide de ces avances les agents peuvent acquérir ou faire construire une maison où il leur plaît, et comme il leur plaît.

Deux formules ont été utilisées à cet usage :

Une première formule très prisée, comme on le verra plus loin par les résultats chiffrés, consiste dans l'avance du montant d'une année de traitement.

Un deuxième système consiste dans une avance plus importante, mais garantie par une hypothèque au profit de la Compagnie.

Examinons sommairement le mécanisme de ces deux systèmes :

a) *Les avances sur traitements :*

L'avance sur traitement peut atteindre la valeur annuelle de la rémunération soumise à retenues pour la retraite, sans toutefois pouvoir dépasser la somme de 20.000 francs.

L'avance, tout comme le prêt hypothécaire, doit, en principe, être inférieure à la totalité de la somme nécessaire à la construction ou à l'acquisition de l'immeuble ; ceci pour obliger l'agent à un effort pécuniaire.

Les taux d'intérêts appliqués actuellement aux agents mariés sont les suivants :

Si l'agent marié n'a pas d'enfant.... 5 %

Si l'agent a un enfant..... 4,5 %

Le taux est abaissé de 0,50 % par enfant supplémentaire jusqu'à un minimum de 1,50 % pour les agents ayant plus de quatre enfants.

Les avances sur traitements sont en principe remboursables en cinq ans ; mais ce délai peut être augmenté si les dispositions de la loi du 4 août 1930 sur la cessibilité des salaires rendent cette augmentation nécessaire ; par contre, ce délai doit être tel que le remboursement soit effectué en totalité à l'époque où l'agent aura acquis le droit à la retraite normale.

b) Les prêts hypothécaires.

Le montant du prêt garanti par une hypothèque sur l'immeuble peut atteindre le double de la valeur annuelle de la rémunération soumise à retenue pour la retraite, sans toutefois pouvoir dépasser 40.000 francs.

Avant l'attribution du prêt, quelques précautions sont prises par la Compagnie, à l'aide des agents techniques du Service de la Voie, contre divers risques, notamment pour l'estimation de la valeur intrinsèque de la construction et par suite du gage hypothécaire ; ces précautions ont d'ailleurs l'avantage d'obliger l'agent à ne pas acquérir une maison à la légère ou de choisir avec soin l'entrepreneur qui fera la construction.

La somme prêtée ne peut excéder :

1° Les deux tiers de la valeur estimative de la maison ; s'il s'agit de l'acquisition d'une maison ;

2° Les deux tiers du prix de revient de la maison à construire, s'il s'agit de la construction d'une maison.

L'agent bénéficiaire d'un prêt hypothécaire doit, de plus, contracter une assurance sur la vie ; cette assurance, d'une part, garantit à la Compagnie, en cas de décès de l'agent, le remboursement de la partie non amortie de sa dette, et, d'autre part, chose importante, permet à la veuve et aux orphelins d'avoir un abri net de toutes charges.

La prime est d'ailleurs avancée par la Compagnie en plus du maximum indiqué plus haut.

Les taux d'intérêt sont de 1 % plus élevés que les taux correspondants des avances sur traitement ; ils peuvent donc descendre à 2,50 % pour les agents ayant plus de quatre enfants ou personnes donnant droit à l'allocation réglementaire pour charges de famille.

Ces prêts sont remboursables dans un délai maximum de 15 ans par retenues mensuelles, de valeur constante, comprenant l'intérêt et l'amortissement.

Le délai de remboursement doit, dans cette limite des quinze ans, être fixé de manière que celui-ci soit effectué en totalité à l'époque où l'agent sera retraitable.

Comme pour l'avance sur traitement, l'agent a toujours la possibilité de se libérer par des versements anticipés ; de même, en cas de cessation de service ou de décès de l'agent, d'incendie, de vente,

de location partielle ou totale de l'immeuble, les sommes restant dues (principal et intérêts) sur les avances et prêts, deviennent, sauf en certains cas intéressants, immédiatement exigibles.

De plus, il n'y a pas d'ordre pour l'attribution; en fait toutes les demandes de prêts ont été satisfaites.

Voici, année par année, le relevé du nombre et du montant des avances sur traitements et des prêts hypothécaires consentis par la Compagnie de l'Est à ses agents (en milliers de francs) :

ANNÉES	AVANCES SUR TRAITEMENTS		PRÊTS HYPOTHÉCAIRES	
	Nombre	Montant total	Nombre	Montant total
1909				
à 1914	»	»	53	0,292
1920	45	0,160	1	0,007
1921	108	0,632	18	0,230
1922	180	0,803	15	0,166
1923	312	1,308	18	0,211
1924	306	1,548	27	0,320
1925	495	2,887	55	0,733
1926	439	2,612	64	0,938
1927	336	1,902	52	0,803
1928	337	2,217	49	0,779
1929	551	4,383	47	1,029
1930	886	7,589	63	1,595
1931	747	6,340	56	1,446
1932	597	5,101	57	1,355
1933	433	3,907	40	0,994
1934	275	2,533	67	1,815
TOTAUX...	6.047	43,922	682	12,713
Montant moyen d'un prêt (en francs)	»	7.263 fr.	»	18.640 fr.

**3° - Les avances et les subventions
à des Sociétés Immobilières.**

La Compagnie, en dehors d'une Société de Crédit Immobilier fondée par elle-même en 1929, et dont nous parlerons plus loin, a très peu utilisé le système des avances à des Sociétés étrangères au Réseau, car, très séduisant en principe, ce système se révèle plein de mécomptes à l'application ; la plupart des Sociétés immobilières sont en effet plus économiques que sociales et leur préoccupation est surtout de sauvegarder les capitaux apportés à l'entreprise.

On trouve, en 1910, un prêt de 100.000 francs à la Société Immobilière du Nord-Est pour construction de maisons à Novion-sur-Meuse, Lumes, Audun-le-Roman et Baroncourt, prêt remboursable en vingt années ; en 1927, un prêt de 100.000 francs fut effectué à l'Office d'habitations à bon marché de Nancy.

Après la guerre, la Compagnie fit quelques modestes souscriptions au capital de diverses Sociétés de Crédit Immobilier, comme les Sociétés de Crédit de l'arrondissement de Reims, de l'Ile de France, de la région d'Epervay, de l'arrondissement de Nogent-sur-Seine, la Société des Maisons Modernes, le Coin du feu lorrain. Il faut noter d'ailleurs que les fonds utilisés pour ces souscriptions, d'un rendement assez aléatoire, étaient prélevés sur le domaine privé des actionnaires.

Nous insisterons davantage sur une Société de Crédit Immobilier fondée par la Compagnie.



*La Société de Crédit Immobilier
des Chemins de fer de l'Est.*

La Compagnie de l'Est a fondé elle-même, le 9 novembre 1929, dans le cadre de la loi du 13 juillet 1928, dite Loi Loucheur, une Société de Crédit Immobilier.

Sans nous étendre sur les règles générales qui régissent cette Société et qui ne diffèrent pas de celles des nombreuses sociétés analogues créées sous le régime de la loi du 13 juillet 1928, notons-en seulement les particularités et les avantages qui en résultent pour les agents de la Compagnie.

Le capital fut fixé à l'origine à 4 millions de francs, puis, le 31 mars 1930, à 8 millions, et, quelques mois après, à 18 millions. Le principal avantage pour les agents consiste en une bonification annuelle de 1 % du montant du capital, qui réduit ainsi sensiblement les charges des emprunteurs. Le montant de cette subvention dépasse même 1 % du capital toutes les fois que la durée d'amortissement du prêt est inférieure à 25 ans, car elle est alors calculée de manière à représenter, en valeur actuelle, vingt-cinq annuités de 1 % du capital.

Le montant de cette bonification faite aux agents et que la Compagnie prend à sa charge, s'est élevé :

Pour 1931 à.....	91.000 francs
Pour 1932 à.....	284.000 francs
Pour 1933 à.....	478.200 francs
Pour 1934 à.....	535.300 francs

De plus, la Compagnie facilite aux agents la constitution des apports personnels exigés par la loi ; elle leur accorde des avances sur traitement à long délai de remboursement dont les charges (intérêts et amortissement) peuvent ainsi être supportées facilement par les intéressés, malgré les remboursements mensuels effectués à la Société.

Quant aux résultats immobiliers, le Rapport présenté à l'Assemblée des Actionnaires du 24 avril 1934 (page 32) nous les indique aussi nettement que brièvement :

« La Société de Crédit Immobilier des Chemins de fer de l'Est a consenti, au cours de l'année 1933, soixante-six prêts. Le nombre des prêts consentis depuis sa création est ainsi de 1.128, pour un total de 51.500.000 francs ».

Le montant du prêt moyen ressort à 46.000 francs environ.

Le Rapport à l'Assemblée des Actionnaires du 16 avril 1935 est aussi bref et a l'avantage de conclure (page 32) :

« Aucun crédit législatif n'ayant été ouvert en 1934, en vue de poursuivre le programme de la loi du 13 juillet 1928, la Société de Crédit Immobilier du Réseau s'est bornée, au cours de cet exercice, à assurer le remboursement des prêts consentis antérieurement ».

CHAPITRE II

Les Sociétés Coopératives de consommation

Nous ne parlerons pas ici des avantages procurés par les économats et coopératives aux consommateurs, par suite de la suppression des intermédiaires et nous ne referons pas, même sommairement, l'histoire de cette importante question sociale.

Nous indiquerons quelle a été la politique de la Compagnie de l'Est à cet égard, vis-à-vis de son personnel.

A la différence de la plupart des autres Compagnies de Chemins de fer (Paris-Orléans, Midi, Nord, Etat), la Compagnie de l'Est, comme la Compagnie

de P. L. M. (1) d'ailleurs, n'a pas cru devoir recourir à la création d'économats.

Elle a préféré encourager la constitution de groupements coopératifs ; ces groupements, outre leurs avantages économiques, ont un certain rôle éducatif, ils habituent en effet les employés aux difficultés de la gestion d'une entreprise, ils leur procurent des occupations utiles qui les détournent de certaines autres, plus dangereuses socialement ; ils les font participer aux bénéfices et souvent aussi aux déboires des affaires.

La Compagnie s'est intéressée dès le début de l'exploitation du réseau à ce problème intéressant pour les agents, puisque nous voyons les premières coopératives se fonder vers 1865 ; elle a encouragé la formation des coopératives d'agents, elle les a soutenues financièrement par des avances sans intérêts et des subventions, elle leur a surtout accordé de grandes facilités pour le logement et pour le transport des marchandises.

Nous ouvrirons, toutefois, ici une parenthèse pour noter que l'attitude des Compagnies de Chemins de fer ayant fondé des économats a toujours été correcte vis-à-vis des agents et avantageuse pour eux : « Quand la loi de 1910 prononça l'interdiction, elle « ne fut pas absolue et les Réseaux intéressés obtin-

(1) Au P. L. M. le mouvement coopératif a pris une grande ampleur. Une fédération des Coopératives à laquelle sont affiliés certains groupements du réseau de l'Est, a été fondée, elle a son siège à Grenoble, elle comprend actuellement 56 coopératives P. L. M., 8 coopératives Est et 75 coopératives diverses.

« rent l'autorisation — dont ils usèrent tous — de
« conserver leurs éconômats, sous certaines réserves
« d'ailleurs parfaitement fondées : le personnel ne
« devait pas être obligé de se fournir à l'éconômât
« (de fait, il ne l'avait jamais été), la vente des den-
« rées et marchandises ne devait rapporter au Réseau
« aucun bénéfice (aucun Réseau n'avait songé à réa-
« liser de profit, par cette voie, sur ses collaborateurs);
« l'éconômât devait être géré enfin sous le contrôle
« d'une Commission composée, pour un tiers au
« moins, de délégués élus par les agents du Réseau.
« De surcroît, ces derniers devaient être consultés
« en principe tous les cinq ans sur la suppression ou
« le maintien de l'éconômât » (1).

Examinons donc sommairement le développement du mouvement coopératif des agents du Réseau de l'Est et l'appui que la Compagnie leur a apporté :

Une soixantaine de groupements coopératifs se formèrent, nous en indiquons *in fine* la liste à peu près complète avec la date de leur création et la date approximative de la dissolution de nombre d'entre eux.

De l'examen de la liste des groupements figurant au tableau annexe on peut noter ceci : Les groupements les plus forts et qui fonctionnent encore ont été créés entre 1880 (2) et 1890, tandis que la plupart des groupements nés pendant et aussitôt après la

(1) L'effort social des grands Réseaux de Chemin de fer en faveur de leur personnel. (Musée social 1935).

(2) C'est d'ailleurs à cette époque que le mouvement coopératif général a commencé à se développer.

guerre, sous des noms variés, ont eu une existence éphémère et n'ont pu résister aux transformations monétaires et économiques de cette époque.

Ces groupements étaient en général constitués sous forme de Sociétés civiles par des agents de la Compagnie de l'Est qui souscrivaient une ou plusieurs parts du capital social (assez faible). Les ventes réservées en principe aux seuls agents sociétaires pouvaient être faites à crédit (ce qui fut cause de quelques déboires) ; les bonis ressortant en fin d'exercice étaient, après constitution de réserves normales, répartis entre les sociétaires au prorata de la valeur des marchandises prises par eux au cours de l'année.

Les agents qui décidaient de se grouper faisaient une demande au Directeur de la Compagnie qui accueillait favorablement la requête ; les avantages suivants étaient accordés en principe au groupement :

1° Une avance remboursable sans intérêts. Le montant de cette avance était fonction du nombre des agents constituant le groupement et des locaux nécessaires, elle était en général d'une dizaine de milliers de francs ; dans quelques cas fort intéressants, furent faites des avances allant jusqu'à 20.000 et 30.000 fr.

2° Des ristournes trimestrielles sur les transports de marchandises ;

3° Des avantages matériels sous forme de locaux mis gratuitement à la disposition du groupement, de cartes de circulation, dites d'approvisionnement, délivrées aux femmes d'agents résidant dans une localité éloignée.

Voici à titre d'exemple une requête, assez carac-

téristique, de l'état d'esprit des consommateurs, présentée par le Président d'un groupement au Directeur de la Compagnie, pendant la guerre 1914-1918 :

« Envisageant la cherté de la vie et les difficultés
« rencontrées pour s'approvisionner à des prix abor-
« dables, nous avons décidé, mes collègues et moi, de
« former, avec votre autorisation, un groupement
« d'agents dans le but d'acheter en commun la plus
« grande partie des denrées nécessaires à l'alimen-
« tation.

« V... étant située dans la première zone d'arrière
« du front, les commerçants écoulent facilement leurs
« marchandises et cela à des prix souvent très élevés,
« prélevant des bénéfices très grands.

« Cette situation privilégiée des commerçants
« entraîne une gêne qui va grandissant parmi nous.

« Il n'y a qu'un moyen de remédier à cet état de
« choses ; c'est la suppression de l'intermédiaire que
« nous entretenons de nos maigres deniers.

« En nous groupant, nous obtiendrons le prix du
« gros, et n'aurons pas à payer les gros bénéfices des
« commerçants au détail.

« Nous recommandant à votre sollicitude, nous
« osons espérer en la bienveillance de la Compagnie
« pour nous aider, en nous accordant une réduction
« dans le transport des denrées alimentaires sur le
« Réseau »...

Sur les avances faites sans intérêts, la Compagnie subissait une perte qu'il est difficile, sinon impossible d'évaluer ; notons cependant que certaines avances n'ont pas été remboursées intégralement soit par

certains groupements des régions dévastées, soit par suite de déconfiture comme celle de la Société de Consommation de Paris.

Il aurait été intéressant de donner quelques renseignements sur l'importance des affaires traitées ainsi que sur les prix pratiqués par ces groupements pour en bien voir les répercussions bienfaisantes sur les budgets familiaux. Malheureusement, l'extrême diversité dans le temps et dans l'espace, ainsi que l'importance très variable des sociétés et des groupements coopératifs ne nous ont pas permis une telle étude.

Il faut noter, à ce sujet, qu'une coopérative ne peut d'ailleurs guère vendre au-dessous des prix du commerce local, car celui-ci est toujours obligé d'abaisser ses prix et de les amener au niveau de ceux de la coopérative ; « il s'ensuit que la coopérative est, à « proprement parler, un régulateur de prix ou, mieux « encore, un compresseur des exigences du commerce « libre. Ces organes n'existeraient-ils pas dans cer- « taines localités de faible importance où les agents « de chemins de fer sont la majorité, qu'il faudrait « les inventer, car ils répondent à un véritable besoin « de la consommation » (1).

Voici le détail des Sociétés coopératives de consommation et des groupements fondés depuis 1865 par les agents de la Compagnie de l'Est :

(1) PERNET. Conférence faite à l'Ecole Supérieure du mouvement de Dijon (P. L. M.)

	DATE DE CRÉATION	DATE APPROXI- MATIVE DE DISSOLUTION
Société alimentaire de la Villette (Paris) ..	1865	1869
Société de consommation d'Epernay.....	1866	(1)
Société alimentaire l'Est (Paris).....	1869	1893
Société de consommation de Nancy.....	1869	1922
» Mulhouse	1869	1870
» Mohon	1873	(1)
» Is-sur-Tille ...	1883	(1)
» Longwy	1884	1912
» Châlons-s-M ^{ne} .	1886	(1)
» Neufchâteau ..	1886	(1)
» Chaumont ...	1887	(1)
» Troyes	1887	(1)
» Romilly-s-Seine	1888	(1)
» Verdun	1889	1929
Société alimentaire de Vesoul.....	1890	(1)
Société de consommation de Longuyon.....	1891	(1)
» de l'Est (Paris)	1893	1914
» Epinal	1893	1933
» Amagne-Lucquy	1893	1932
» Givet	1893	1933
» Bar-le-Duc ...	1896	1917
» Belfort	1898	1914
Société de consommation des agents de la ligne de Vincennes	1898	1901
Société de consommation de Pagny-s-Moselle	1910	1915
La Mutuelle d'Avricourt	1911	1912
Société de consommation de Chalindrey....	1911	(1)
» Audun-le-Roman	1914	(1)

(1) Groupement existant encore fin 1934.

	DATE DE CRÉATION	DATE APPROXI- MATIVE DE DISSOLUTION
Groupe alimentaire des agents de la gare de Verdun	1914	1920
Société de consommation de Conflans-Jarny	1914	1931
» Meaux	1916	1916
» Vitry-le-Franç.	1916	1921
» Brienne	1916	1918
» Ste-Menehould.	1917	1919
» Noisy-le-Sec ..	1919	1919
Union économique des Ateliers de la Villette (Paris)	1919	1919
Cantine des agents des Ateliers d'Epernay..	1919	1919
Société Coopérative des Employés de la gare d'Epernay	1919	1921
Groupement d'alimentation « L'économe de Noisy »	1919	1919
Société Coopérative d'alimentation d'Aille- villers	1920	1929
Les Cheminots de Château-Thierry	1920	1922
L'Avenir des Cheminots à Lagny	1920	1920
L'Econome de Paris	1921	1923
Groupement des Employés de Langres	1922	1924
Groupement d'alimentation des agents de St-Dizier	1916	1922
Groupement d'achats en commun de Nancy	1927	(1)
Groupement d'achats du dépôt de St-Flo- rentin	1927	1934
Groupement d'achats en commun de Sé- zanne	1929	(1)

(1) Groupement existant encore fin 1934.

	DATE DE CRÉATION	DATE APPROXI- MATIVE DE DISSOLUTION
Groupement d'achats en commun de Longueville	1928	1934
Groupement d'achats en commun de Nancy-St-Georges	1930	1933
Groupement d'achats en commun de Joinville	1930	1933
Groupement d'achats en commun de Revigny	1930	1933
Groupement d'achats en commun de Blainville-Damelevières	1930	1933
Groupement d'achats en commun des Services Techniques, Paris	1930	1934
Groupement d'achats en commun d'Epinal	1932	(1)
Groupement d'achats en commun d'Epernay	1932	(1)
Groupement d'achats en commun « Les Jardins Ouvriers de Blainville »	1933	1933

(1) Groupement existant encore fin 1934.

CHAPITRE III

Mesures sociales diverses

Outre les mesures patronales qui ont fait l'objet d'un examen détaillé dans les chapitres précédents, d'autres avantages ont été accordés aux agents, d'une ampleur économique et sociale moins grande, mais qui montrent le souci avec lequel la Compagnie des Chemins de fer de l'Est a cherché à donner à ses agents le maximum de confort et de bien-être :

*
**

Secours pécuniaires et prêts gratuits aux agents dans l'embarras.

Lorsque par suite de circonstances dignes d'intérêt un agent se trouve obligé de faire face à des

dépenses au-dessus de ses moyens, il peut recevoir un secours pécuniaire ou une avance sur traitement sans intérêt destiné à lui permettre de sortir d'un passage difficile (maladies graves de la femme et des enfants, dettes contractées pour des motifs honorables, etc...). Il est assez difficile de chiffrer le coût de ces secours ou prêts gratuits étant donné leur extrême variabilité.

*
**

Contribution aux dépenses d'habillement.

Afin que les agents astreints à porter des effets d'uniforme soient habillés dans les meilleures conditions possibles de prix et de qualité tout en demeurant intéressés à la conservation et à la bonne tenue de leurs vêtements, la Compagnie a toujours pris à sa charge une bonne partie des dépenses d'habillement ; cette mesure s'est traduite par une dépense annuelle de 290.000 francs en 1896, a passé à 468.000 en 1913, à 1.558.000 en 1920 et à 2.500.000 en 1934.

*
**

Distribution de boissons hygiéniques.

Des boissons hygiéniques, chaudes ou rafraîchissantes dont tout élément alcoolique est exclu dans l'intérêt de la santé des agents, sont distribuées pendant les chaleurs et les grands froids aux ouvriers des divers services de la Compagnie ; la dépense

annuelle causée de ce chef s'est élevée à 46.000 francs en 1896, à 32.000 francs en 1913, à 79.000 francs en 1920 et à 144.000 francs en 1934.

*
**

D'autres avantages, mais non appréciables en argent, ont été faits aux agents. En voici quelques-uns :

Le chauffage.

C'est vers 1873 que la Compagnie a commencé à offrir à ses agents du bois à brûler et des combustibles minéraux à des prix sensiblement inférieurs à ceux pratiqués par le commerce local.

Quelques conditions restrictives, variables avec les époques, ont été imposées pour éviter des abus et ne pas nuire outre mesure aux commerçants locaux.

Les prix demandés aux agents sont ceux des marchés en gros passés par la Compagnie, majorés naturellement des frais de transports.

Des facilités sont accordées pour le règlement des fournitures de combustibles qui est fractionné dans la plupart des cas ; ce règlement a lieu à la fin du mois, au moment de la paie, exception du dernier mois du trimestre, par suite de la proximité du terme de loyer à payer.

Pour prendre un exemple de prix pratiqués bien avant la guerre, notons que la tonne de houille, prise au dépôt à partir de 1873 n'a pas dépassé le prix de 30 fr. 75 pour s'abaisser à 25 fr. 50 en 1879 et se stabiliser aux environs de 26 francs de 1880 à 1888.

Pendant la guerre de 1914-1918, à une époque où l'approvisionnement en combustibles était particulièrement difficile, la Compagnie a toujours assuré le chauffage de ses agents ; elle les a même fait bénéficier de prix inférieurs au prix de revient ; ces mesures fort intéressantes ont causé à la Compagnie, pendant les années 1916 à 1920, une dépense supplémentaire de plus de 10 millions.

*
**

Les facilités de circulation.

La Compagnie de l'Est, comme d'ailleurs tous les autres Réseaux, a de tout temps accordé à ses agents des facilités de circulation.

« Longtemps, ces facilités furent considérées
« comme un moyen de développer en France l'habi-
« tude du voyage en chemin de fer.

« Le point de vue a changé, et il y a actuellement
« une tendance assez nette à restreindre les facilités
« accordées naguère » (1).

En effet, en 1924, des mesures restrictives importantes furent prises interréseaux pour la délivrance des facilités de circulation quant au nombre et quant à la classe.

Ajoutons que pour l'employé de chemins de fer, de condition modeste et obligé à des déplacements fréquents, les facilités de circulation sont une néces-

(1) MOREAU A., L'œuvre sociale du P. L. M.

sité sociale, elles sont le lien précieux qui lui permet de garder le contact avec le sol natal où il ira achever ses jours lorsque l'heure de la retraite aura sonné ; pour l'employé de chemins de fer travaillant dans les grandes villes, les facilités de circulation lui permettent d'habiter la banlieue où sa famille trouve l'air et la lumière : certaines banlieues parisiennes sont ainsi peuplées en grande partie par des cheminots.

*
**

Service militaire.

Les agents qui sont appelés sous les drapeaux en qualité de réservistes continuent à recevoir de la Compagnie l'intégralité de leur traitement pendant la durée de leurs périodes d'exercices.

*
**

Emplois réservés aux femmes et aux fils d'agents.

Tous les emplois susceptibles d'être occupés par des femmes, soit dans les bureaux, soit dans les gares ou sur la voie sont réservés par ordre de préférence aux veuves et orphelines d'anciens agents, aux femmes et filles d'agents en service.

De même, les fils d'agents qui sollicitent leur admission dans le personnel de la Compagnie ont toujours été engagés de préférence à tous autres candidats.

CONCLUSION

CONCLUSION

Nous avons essayé de développer historiquement l'effort social de la Compagnie des Chemins de fer de l'Est, nous l'avons traduit en chiffres autant qu'il nous a été possible ; nous espérons avoir réussi à montrer combien complètes et opportunes ont été les mesures prises en faveur du personnel et ce bien avant le développement des Associations corporatives ou des interventions de l'Etat.

Les dirigeants de la Compagnie de l'Est n'ont laissé à aucun autre le soin de leur montrer le chemin du progrès social ; ils ont été et sont encore à la hauteur d'une lourde tâche qui consiste non seulement à faire travailler une masse de 65.000 agents, mais à la rendre matériellement heureuse.

Originaire des rudes campagnes de l'Est où le sol ne laisse arracher ses fruits qu'au prix d'un dur labeur, l'auteur de cette étude, dans ses jeunes années, a souvent entendu parler avec envie de ceux « qui gagnaient bien leur vie au chemin de fer » et qui étaient occupés à Nancy, à Verdun, à Bar-le-Duc, à Châlons, à Epernay... De la bouche des paysans de l'Est, tous, petits propriétaires, cette phrase était le plus bel éloge rendu aux Hommes qui avaient la responsabilité de l'exploitation du Réseau qui traversait leurs champs et leurs prés.

Nous terminerons par des chiffres encore, chiffres qui permettront de situer l'effort financier global de

la Compagnie de l'Est en faveur de ses agents, en comparant les dépenses patronales aux autres éléments de rémunération du personnel.

ANNÉES	DÉPENSES DE PERSONNEL AUTRES QUE LES DÉPENSES PATRONALES (en milliers de francs)	DÉPENSES PATRONALES (en milliers de francs)	RAPPORT DES DÉPENSES PATRONALES AUX AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL
1896	56,117	8,832	15,74 %
1897	56,343	8,939	15,87 %
1898	57,041	9,288	16,28 %
1899	57,935	9,444	16,30 %
1900	63,082	10,212	16,19 %
1901	61,015	9,593	15,72 %
1902	61,819	9,836	15,91 %
1903	62,519	10,026	16,04 %
1904	62,833	10,211	16,25 %
1905	63,288	10,413	16,45 %
1906	65,707	11,680	17,78 %
1907	73,055	12,438	17,03 %
1908	77,832	12,807	16,46 %
1909	79,708	13,486	16,92 %
1910	81,734	13,694	16,75 %
1911	96,976	18,438	19,01 %
1912	103,057	22,668	22,00 %
1913	105,370	24,439	23,19 %
1914	112,005	24,699	22,05 %
1915	101,273	25,128	24,81 %
1916	101,159	28,344	28,02 %

ANNÉES	DÉPENSES DE PERSONNEL AUTRES QUE LES DÉPENSES PATRONALES (en milliers de francs)	DÉPENSES PATRONALES (en milliers de francs)	RAPPORT DES DÉPENSES PATRONALES AUX AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL
1917	105,683	30,267	28,64 %
1918	130,846	77,598	59,30 %
1919	285,957	114,194	39,93 %
1920	460,141	111,690	24,27 %
1921	446,030	108,594	24,35 %
1922	429,955	165,252	38,43 %
1923	442,092	165,986	37,55 %
1924	479,794	202,442	42,19 %
1925	654,150	169,472	25,91 %
1926	729,476	146,224	20,05 %
1927	802,654	166,582	20,75 %
1928	849,424	199,994	23,54 %
1929	952,922	221,964	23,29 %
1930	1.104,940	255,435	23,12 %
1931	1.076,838	266,941	24,80 %
1932	1.015,629	261,526	25,75 %
1933	975,023	261,693	26,84 %
1934	917,201	198,851	21,68 %

Ce tableau part de l'année 1896, car c'est à partir de cette époque que la Compagnie a commencé à établir des statistiques d'ensemble de ses diverses

dépenses de personnel ; le rapport des dépenses patronales aux autres dépenses de personnel varie de 15 à 17 % jusqu'en 1910 ; à partir de 1911 (date d'application du régime des retraites de la loi de 1909), ce rapport s'élève, pour varier de 20 à 30 %. De 1915 à 1925, les rapports n'ont pas grande valeur étant donné l'instabilité de la situation sociale et monétaire ; si nous avons présenté les chiffres de ces exercices, c'est pour montrer, en valeur absolue, leur accroissement rapide.

VU : *Le Président,*
W. OUALID.

VU : *Pour le Doyen,*
L'Assesseur,
G. RIPERT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY.

ANNEXE

ANNEXE

REGLEMENT GENERAL DE 1853 DETERMINANT LES SECOURS ET LES RETRAITES QUE LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE PARIS A STRASBOURG ASSURE A SES EMPLOYÉS, AGENTS ET OUVRIERS (1)

PREMIÈRE PARTIE

Secours à accorder aux employés, aux agents et aux ouvriers de la Compagnie atteints de maladie

ARTICLE PREMIER

Employés et agents de la Compagnie atteints de maladie.

Tous les employés et agents au service de la Compagnie recevront, en cas de maladie, gratuitement et sur leur demande, les soins du médecin choisi par elle.

(1) Nous croyons intéressant de reproduire le premier règlement de la Compagnie de l'Est, sur les importantes questions de la maladie et de la vieillesse.

ARTICLE 2

L'employé ou l'agent malade devra faire prévenir son chef de service ; ce dernier requerra immédiatement le médecin de la Compagnie de constater, dans un rapport, la nature, les causes et la durée probable de la maladie ; ce rapport devra être envoyé au Chef du service dans les vingt-quatre heures de la réquisition.

ARTICLE 3

Les employés ou agents malades continueront de recevoir l'intégralité de leur traitement, si la durée de la maladie n'excède pas huit jours : au-delà de huit jours et jusqu'à deux mois, ils recevront la moitié de leur traitement ; si la durée de la maladie excède deux mois, le Comité de Direction statuera.

ARTICLE 4

En cas de mort, la Compagnie accorde à la veuve et aux enfants du défunt un secours égal à deux mois de ses appointements.

ARTICLE 5

Employés et agents atteints de maladies causées par le service.

Les employés et agents malades, si le rapport du médecin constate que leur maladie provient exclusivement de leur service, seront soignés aux frais de la Compagnie pendant trois mois, soit à leur domicile, soit à l'hospice, suivant leur désir ; dans le cas où

ils préféreraient être soignés à leur domicile, les médicaments seront payés par la Compagnie et fournis, sur l'ordre de son médecin, par le pharmacien qu'il aura désigné ; ils recevront l'intégralité de leur traitement pendant leur maladie ; toutefois, si la durée de la maladie excède trois mois, le Comité de Direction statuera.

En cas de décès, la Compagnie se charge des frais d'inhumation, et le Comité de Direction statuera, s'il y a lieu, sur le secours qu'il pourrait convenir d'ajouter à celui accordé par l'article 4.

ARTICLE 6

Ouvriers de la Compagnie.

Toutes les dispositions du présent règlement sont applicables aux ouvriers payés à l'année.

A l'égard des ouvriers de la journée, ils recevront gratuitement les soins du médecin de la Compagnie, et il leur sera accordé la moitié de leur salaire pendant quinze jours à partir du jour de la maladie. Si la maladie se prolongeait au-delà de quinze jours ou s'il résultait du rapport du médecin qu'elle provient exclusivement de leur service, le Comité statuerait.

ARTICLE 7

Les ouvriers malades payés à l'année ou à la journée, qui voudront jouir des avantages qui leur sont assurés par le présent règlement, devront se conformer aux dispositions de l'article 2.

ARTICLE 8

Tout secours et tout soin pourra être refusé si le rapport du médecin constate que la maladie provient d'intempérance, de vice ou de rixes.

ARTICLE 9

Le Conseil d'Administration pourra, à toute époque, faire au présent règlement tels changements qu'il jugera convenables.

DEUXIÈME PARTIE

Caisse de Prévoyance

ARTICLE 10

La Compagnie institue une Caisse dite de prévoyance destinée à suppléer à l'insuffisance des secours qu'elle accorde, suivant les dispositions qui précèdent, à ses agents et employés malades ou blessés, et, en cas de mort, à leurs veuves et à leurs enfants.

ARTICLE 11

La répartition de ces secours supplémentaires sera faite conformément aux prescriptions de la troisième partie.

ARTICLE 12

Les ressources de la Caisse de Prévoyance se composent :

- 1° Du montant des cotisations des agents et employés ;
- 2° Des versements faits par la Compagnie ;
- 3° Des amendes encourues par les agents et employés des divers services.

ARTICLE 13

Tous les agents et employés de la Compagnie pourront prendre part à la Caisse de Prévoyance.

ARTICLE 14

La cotisation de chaque agent ou employé qui voudra profiter des avantages assurés par la Caisse de Prévoyance est fixée à 1 % par an de son traitement, payable par mois et par douzième.

Cette cotisation pourra, en cas d'insuffisance prévue dans le règlement sur la répartition des secours, être élevée momentanément par le Conseil d'Administration sur la proposition de la Commission administrative ; mais en aucun cas le montant de la cotisation ne dépassera 2 %.

ARTICLE 15

La Compagnie versera chaque année à la Caisse de Prévoyance une somme égale au montant des cotisations de ses employés et agents.

ARTICLE 16

La cotisation est volontaire et pour un an.

ARTICLE 17

Les cotisations des employés et agents et les versements faits par la Compagnie deviennent, au moment où ils sont opérés, la propriété absolue de la Caisse de Prévoyance, qui en dispose ainsi qu'il est dit à la troisième partie.

Les employés qui, dans le délai ci-dessus fixé, n'auront pas déclaré vouloir prendre part à la Caisse de Prévoyance ne commenceront à avoir droit à ces secours qu'un mois après le jour où ils auront fait leur déclaration.

ARTICLE 18

Le Conseil d'Administration de la Compagnie nomme chaque année une Commission composée de trois de ses membres pour administrer la Caisse de Prévoyance.

ARTICLE 19

La Commission administrative fera établir, chaque semestre, la situation de la Caisse de Prévoyance ; cette situation, après avoir été présentée au Conseil d'Administration, sera adressée aux différents chefs de service, et portée par eux, au moyen d'un ordre du jour, à la connaissance des agents et employés intéressés.

ARTICLE 20

Dans le compte rendu à l'Assemblée Générale par

le Conseil d'Administration, il sera fait mention des opérations de la Caisse de Prévoyance.

ARTICLE 21

Les agents et employés de la Compagnie qui, dans le mois, à partir du jour où les présentes dispositions seront mises en vigueur, déclareront vouloir prendre part à la Caisse de Prévoyance, auront immédiatement droit au secours qu'elle assure.

TROISIÈME PARTIE

Répartition des secours à accorder par la Caisse de Prévoyance

ARTICLE 22

Les fonds de la Caisse de Prévoyance sont exclusivement employés à venir en aide aux agents et employés de la Compagnie qui auront contribué, par leurs cotisations, à la formation de cette Caisse.

ARTICLE 23

Les agents et employés ne pouvant, pour cause de maladie, continuer leur travail, recevront de la Caisse de Prévoyance une indemnité égale à la moitié de

leur traitement à partir du jour et pendant les deux mois où la Compagnie cesse de leur accorder l'intégralité ; il pourra, en outre, leur être alloué une indemnité pour subvenir aux frais de médicaments nécessaires, à la condition que ces médicaments seront prescrits par le médecin de la Compagnie et fournis par le pharmacien qu'il aura désigné.

ARTICLE 24

Dans le cas où l'incapacité de travail se prolongerait au-delà des deux mois pendant lesquels les agents et employés auront reçu, suivant les proportions déterminées par l'article précédent, la totalité de leur traitement, tant de la Compagnie que de la Caisse de Prévoyance, la Commission administrative, après s'être entendue avec le Comité de Direction, statuera sur les secours à accorder.

ARTICLE 25

La Caisse de Prévoyance pourvoira aux frais d'inhumation pour le cas où, aux termes du règlement, la Compagnie ne doit pas y pourvoir, et accordera, à la veuve et aux enfants du défunt, une indemnité égale au secours qui leur est assuré par la Compagnie.

Si le défunt ne laisse ni veuve ni enfants, cette indemnité pourra être accordée à son père ou à sa mère.

ARTICLE 26

Indépendamment de l'indemnité réglée par l'ar-

ticle 4, la Commission administrative statuera sur le supplément de secours qu'il pourrait y avoir lieu d'accorder à la veuve et aux enfants de l'agent ou de l'employé décédé, et à ses père et mère, s'il ne laisse ni veuve ni enfant.

ARTICLE 27

Si l'incapacité de travail causée par la maladie devenait définitive, en outre des secours réglés par les articles précédents, il serait accordé aux agents et employés hors d'état de travailler, une indemnité égale au montant intégral de toutes leurs cotisations et des versements correspondants opérés par la Compagnie.

ARTICLE 28

Si le rapport du médecin de la Compagnie constate que l'incapacité de travail est causée par une maladie provenant d'intempérance, de vice ou de rixes, les secours assurés par la Caisse de Prévoyance pourront être refusés.

ARTICLE 29

Les secours à accorder par la Caisse de Prévoyance devront être limités au montant des cotisations et versements opérés pendant l'année.

Cependant, si, par suite de circonstances extraordinaires, le montant des cotisations et versements devenait insuffisant, la Commission administrative, conformément au second paragraphe de l'article 14, demandera au Conseil d'Administration d'élever

momentanément le taux de la cotisation, afin de rembourser à la Compagnie les avances qu'elle aurait faites pour subvenir à cette insuffisance.

ARTICLE 30

La Caisse de Prévoyance sera liquidée chaque année : le résultat de cette liquidation sera porté soit à l'actif, soit au passif de la Caisse de Prévoyance pour l'année suivante.

ARTICLE 31

Les agents et employés qui, par démission ou révocation, cesseront de faire partie de l'Administration, n'auront aucune réclamation à exercer envers la Compagnie à raison des cotisations versées par eux, lesquelles sont devenues la propriété exclusive et définitive de la Caisse de Prévoyance au moment même de leur versement.

QUATRIÈME PARTIE

Caisse des retraites

ARTICLE PREMIER

La Compagnie crée un fonds de réserve pour assurer des retraites à ceux de ses employés et agents qui rempliront les conditions déterminées par l'article suivant.

ARTICLE 2

Les agents et employés devront, pour obtenir une retraite en quittant le service de la Compagnie :

- 1° Etre âgés de cinquante-cinq ans au moins ;
- 2° Avoir été vingt-cinq ans au moins au service de la Compagnie ;
- 3° N'avoir pas un traitement supérieur à 3.000 francs.

ARTICLE 3

Cette retraite sera :

Pour les agents et employés dont le traitement n'excèdera pas 1.500 francs..... de frs : 300 »

Pour les agents et employés dont le traitement excèdera 1.500 francs, du cinquième de la moyenne du traitement qu'ils auront reçu pendant les cinq dernières années de leur service, sans que le maximum de chaque année puisse être supérieur à 3.000 francs.

ARTICLE 4

Les agents et employés réunissant d'ailleurs les conditions prescrites par les articles précédents et dont le traitement aura été, dans les cinq dernières années de leur service, porté au-dessus de 3.000 francs obtiendront la retraite qui leur aurait été accordée si leur traitement n'avait pas été élevé au-dessus de 3.000 francs.

ARTICLE 5

Le capital nécessaire pour servir, dans vingt-cinq

ans, à partir du 1^{er} janvier 1853, les retraites à donner sera formé au moyen d'un prélèvement de 75.000 francs qui sera fait chaque année sur les produits bruts de l'entreprise. Ce prélèvement sera porté au compte des frais généraux.

Les vingt-cinq années de service nécessaires pour avoir droit à la retraite courront à partir du 1^{er} janvier 1853.

ARTICLE 6

La Caisse des Retraites sera administrée par les Commissaires que le Conseil aura nommés pour administrer la Caisse de Prévoyance.

ARTICLE 7

La Commission administrative présentera au Conseil, tous les six mois, la situation de la Caisse des Retraites.

ARTICLE 8

Dans son rapport à l'Assemblée Générale des Actionnaires, le Conseil fera mention de la situation de la Caisse des Retraites.

ARTICLE 9

A l'expiration de la jouissance de la Compagnie, le fonds de réserve pour les retraites restera la propriété des actionnaires, grevé toutefois du service des retraites jusqu'à leur extinction.

Dans le cas où la jouissance de la Compagnie viendrait à cesser avant que les vingt-cinq années à partir du 1^{er} janvier 1853 soient révolues, le capital

provenant des prélèvements annuels de 75.000 francs et des intérêts produits restera la propriété des actionnaires.

ARTICLE 10

La Compagnie, en créant un fonds de réserve pour les retraites, n'entend donner à ses agents et employés aucun droit de quelque nature que ce soit, avant qu'ils aient rempli les conditions prescrites par les articles précédents ; en conséquence, les agents et employés démissionnaires ou révoqués avant l'accomplissement desdites conditions n'auront rien à réclamer à la Compagnie, qui reste libre d'engagements quelconques envers eux.

ARTICLE 11

Le Conseil d'Administration demandera, à la prochaine Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires, l'autorisation de faire insérer aux Statuts de la Compagnie les présentes dispositions relatives à la Caisse des Retraites.

ARTICLE 12

Ces dispositions seraient considérées comme nulles et non avenues dans le cas où elles ne recevraient pas la sanction de l'Assemblée Générale des Actionnaires et l'approbation de l'autorité supérieure.

BIBLIOGRAPHIE

- JACQMIN F. — De l'Exploitation des Chemins de fer. (*Leçons faites en 1867 à l'Ecole Impériale des Ponts et Chaussées, Paris 1868*).
- PICARD A. — Traité des Chemins de fer. (*Paris, 1887*).
- LEMERCIER M. — Les Caisses de Retraites et autres institutions patronales des Chemins de fer en France et à l'étranger, 1905.
- THÉVENEZ R., D'HÉROUVILLE M., BLEYS E. — Législation des Chemins de fer. (*Paris, 1930*).
- JOUFFROY L.-M. — Une étape de la construction des grandes lignes de Chemins de fer en France. La ligne de Paris à la frontière d'Allemagne, 1825-1852. (*Paris, 1932*).
- THÉVENEZ R., BLEYS E. et BARINCOU M. — Commentaires de la Convention du 28 juin 1921, de l'avenant du 6 juillet 1933 et des lois approbatives des 21 octobre 1921 et 8 juillet 1933. (*Paris, 1934*).
- MOREAU A. — L'Œuvre Sociale du P. L. M. (*Thèse, Paris, 1927*).
- AUBERT G. — Etude sur le Statut du Personnel des Compagnies de Chemins de fer. (*Thèse, Paris, 1926*).
- Rapports présentés par le Conseil d'Administration de la Compagnie de l'Est aux Assemblées générales annuelles des actionnaires (du 11 novembre 1846 au 16 avril 1935).

Statistique générale des Chemins de fer (*Ministère des Travaux Publics*), années 1887 à 1933.

Institutions patronales des cinq grandes Compagnies de Chemins de fer. Notices présentées aux expositions internationales de Paris (1900), de St-Louis (1904), Liège (1905), Milan (1906), Londres (1908), Nancy (1909), Bruxelles (1910), Turin (1911), Gand (1913).

Compagnie des Chemins de fer de l'Est ; la gare de l'Est. (*Paris*, 1931).

Revue Générale des Chemins de fer.

L'effort social des Grands Réseaux de Chemins de fer en faveur de leur personnel. (*Musée Social*, 1935).

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	V
--------------------	---

TITRE I

Renseignements généraux sur le Personnel de la Compagnie de l'Est.

AVANT-PROPOS	3
CHAPITRE PREMIER. — Les effectifs, la répartition administrative et professionnelle	5
CHAPITRE II. — Le traitement du personnel	19

TITRE II

La lutte contre la maladie et les accidents du travail.

AVANT-PROPOS	37
CHAPITRE PREMIER. — La maladie hors service	43
Les Caisses de Prévoyance de 1853, 1870 et 1911..	
CHAPITRE II. — Les accidents du travail.....	55
CHAPITRE III. — L'organisation du Service Médical et l'assistance sociale	63
CHAPITRE IV. — L'intervention de la Compagnie contre certains fléaux sociaux	71

TITRE III

Mesures prises en faveur de la vieillesse et de l'invalidité prématurée.

AVANT-PROPOS	87
CHAPITRE PREMIER. — La Caisse des retraites de 1853..	93
CHAPITRE II. — La Caisse des retraites de 1862.....	99
CHAPITRE III. — La Caisse des retraites de 1879.....	107

CHAPITRE IV. — La Caisse des retraites de 1891.....	115
CHAPITRE V. — La Caisse des retraites de 1911.....	121
CHAPITRE VI. — La Caisse des retraites de 1934.....	129
CHAPITRE VII. — L'après-guerre et le Décret du 19 avril 1934	133

TITRE IV

L'aide directe à la famille.

AVANT-PROPOS	147
CHAPITRE PREMIER. — Les allocations familiales.....	149
CHAPITRE II. — Les mesures en faveur des enfants d'agents	165
1° Les bourses d'études	166
2° L'aide aux orphelins	169

TITRE V

Mesures diverses prises en faveur du Personnel.

AVANT-PROPOS	177
CHAPITRE PREMIER. — Le logement.....	179
CHAPITRE II. — Les Sociétés Coopératives de consom- mation	197
CHAPITRE III. — Mesures sociales diverses.....	207
CONCLUSION	215
ANNEXE	221
